

Olfa Terras une nouvelle vie au Bardo

N° 105 - Février 2020 - 4 DT • www.leaders.com.tn

Leaders

Elyès Fakhfakh

Tiendra-t-il ?

Wassila Ben Ammar la main invisible



Cartier

COLLECTION SANTOS DE CARTIER

BEN NASR

TUNIS - PASSAGE DU LAC VOLTA, LES BERGES DU LAC - 71 960 742, TUNIS - LES JARDINS DE LA SOUKRA - 71 779 844



AVEC LES FORFAITS

DIM@CONNECT

**DÉVELOPPEZ VOS PROJETS
OÙ QUE VOUS SOYEZ**



Jusqu'à

50Go

Internet Mobile

+ Appels voix OFFERTS

À partir de

20DT
PAR MOIS

Au travail, à la maison, partout.

1288

www.tunisie telecom.tn

L'édito



• Par Taoufik Habaieb

Détresse

S Les Tunisiens sont-ils daltoniens ? Ne voient-ils pas tous ces clignotants en rouge qui menacent gravement la société ? Suicides, mouvements sociaux et agressions de toutes sortes atteignent des niveaux records. Dans l'insouciance, la désinvolture et l'indifférence totale des pouvoirs publics.

Les indicateurs sont effarants : 268 cas de suicide, 9 091 actions de protestation, et plus de 100 000 plaintes d'agression et de violence, rien qu'en 2019. Ce ne sont là que les cas portés à la connaissance du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (Ftdes), et qui viennent d'être publiés dans trois rapports d'une rare pertinence. La réalité doit être beaucoup plus grave : au moins le triple, comme le signalent les rapporteurs eux-mêmes. Encore plus accablant, ce qui est, pour diverses raisons, tu, dans les cas de suicide, ce qui n'aboutit pas à une plainte en justice pour des agressions, et ce qui n'est pas dénombré en mouvements sociaux.

L'ampleur de ce désastre social durant l'année écoulée est au moins égale par rapport à l'année précédente. Parfois plus. L'explication est simple : persistance des mêmes facteurs déclencheurs, banalisation et indifférence. Comme si cela se passait sur une autre planète. Comme si nous n'étions pas tous concernés, tous responsables.

En y regardant de plus près, chaque aspect nous interpelle dans nos tréfonds. Les 268 cas de suicide recensés nous donnent des moyennes vertigineuses : 11 cas par gouvernorat, et 22 cas par mois. L'analyse régionale signale un pic hallucinant dans le gouvernorat de Kairouan (48 cas), et celle des tranches d'âge pointe les 26-35 ans qui déplore 96 suicides. Au total, si 203 suicidés sont de sexe masculin (76%), 65 autres sont de sexe féminin (24%). Le plus dramatique, ce sont les 43 enfants et préadolescents qui se sont délibérément donné la mort. Le mode choisi est encore plus édifiant : la pendaison vient en tête de liste (131 cas), suivie de l'immolation par le feu (74 cas). Le lieu du drame varie entre une place publique, un édifice public, un hôpital, une institution éducative et autres.

Les mouvements sociaux, au nombre de 9 091, s'effectuent à une moyenne de 25 actions par jour, soit 757 par mois, affectant les 24 régions du pays à un rythme moyen de 378 actions dans chaque

gouvernorat. Si près de la moitié (4 198) sont spontanés et imprévisibles, les autres varient entre actions préparées et actions non organisées, ne relevant pas d'une structure établie. Au premier rang des mécanismes utilisés viennent les sit-in, marches, blocages des routes, barricades, intrusion dans des entreprises. Les acteurs sont des parents d'élèves, des activistes de la société civile, des habitants d'une même agglomération.

La violence ne fait que s'exacerber, prenant des formes d'agression encore plus dangereuses, perpétrées à triste parité par des individus (49%) ou en groupe (51%), n'épargnant ni les femmes ni les enfants. Dans ce registre aussi, Kairouan est en haut du classement avec 11.95%, suivie de Sousse. Une femme sur deux (47.6%) déclare avoir subi une agression au moins une fois dans sa vie. Les enfants continuent à être victimes d'agressions inacceptables. Des centaines de cas sont dénombrés, alors que la plupart sont tus. Parmi les cas identifiés (368 en 2018), plus de 50% des enfants victimes sont âgés de moins de 12 ans, et 11% parmi eux ont subi des agressions sexuelles.

Ce tableau macabre ne semble pas émouvoir la classe politique. Qui a cherché au moins à comprendre les racines profondes de ce mal endémique ? Qui s'est investi pour y parer ? La plupart de ceux qui nous gouvernent ne sont mus que par leurs querelles intestines, leur course à la conquête du pouvoir, et la satisfaction de leurs propres intérêts.

Expression de colère d'une société tunisienne en butte à des risques et des crises ininterrompues, rupture avec un pouvoir impotent, en déliquescence, et désespoir face à une logique de domination, ce climat de violence mine la Tunisie. Nourri par les discours haineux, les appels à la discrimination et au takfir, la diffamation et l'offense, il trouve un terreau fertile dans la dislocation de la famille, la démission des parents, l'obsolescence de l'école et un écosystème politique et social d'indifférence et d'égoïsme.

Ne vous demandez pas où germe et s'épanouit le populisme. Un pays en naufrage économique et financier, avec une guerre en Libye à nos portes, une société en détresse, et un peuple livré dans de larges franges à la précarité et l'exclusion s'y prête tout à fait. La démocratie et la liberté chèrement acquises n'ont de valeur que si elles s'attaquent à ces redoutables dangers.

Qui en est conscient ?

T.H.

Opinion

22 Et le processus démocratique poursuit son petit bonhomme de chemin
Par Riadh Zghal

En couverture

24 Elyès Fakhfakh : tiendra-t-il ?

Nation

36 Olfa Terras : une nouvelle vie au Bardo
Par Fatma Hentati

45 Qui sont les «révolutionnaires»?
Par Riadh Zghal

Chronique

49 La mort faussement annoncée de l'idéologie
Par Habib Touhami

Economie

54 iCompass, la startup qui capte vos émotions

Société

58 Une première en Tunisie : la Startup The Landlord
60 Carnet de voyage...en Scandinavie

Par Samir Gharbi
66 Une religion à la loupe...Les Chiïtes dans le monde
Par Samir Gharbi

70 Aux origines de l'Etat beylical: la dynastie mouradite
Par Mohamed El Aziz Ben Achour

76 La cité antique
Par Ammar Mahjoubi

80 Descendants d'immigrés tunisiens en France et en Tunisie :
une génération abandonnée ?

86 Wassila Ben Ammar : la main invisible

91 Abdessalem Kamoun : le doyen des statisticiens tunisiens

96 Abdelwaheb Mahjoub : mon ami de toujours

99 Hédi Baccouche : le bourguibiste qui a fait déposer Bourguiba

100 Yassine Hamila : le plus moyen-oriental des Tunisiens

102 Mekki Zidi ou l'intégrité morale, la rigueur et la modestie

Billet

104 Quand les footballeurs montrent la voie
Par Hédi Béhi



PACK
STAR ★
هنيني

أضمن حياتك

Le premier pack assurance
tout compris pour les professionnels .



*Offre valable jusqu'au 31/01/20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

DIRECTEUR DE LA REDACTION
Hédi Béhi

CONSEILLER
Abdelhadi Harguem

COLLABORATEURS

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Mohamed Larbi Bouguerra • Mounira Chapoutot Remadi • Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz • Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaidi • Mohamed Jaoua • Mounir Fendri • Elyès Jouini • Abdelaziz Kacem • Emna Kallel • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Ammar Mahjoubi Radhi • Meddeb • Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Mansour Moalla • Ahmed Ounaies • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Sofiene Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raid Bouaziz
(Designer)

Marwa Makni
(Vidéo)

PHOTOS
Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

Mohamed Taïeb Habaieb
(Système & Organisation)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet • Najeh Kharrez • Fayçal Mejjadi • Leila Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION
Simpact

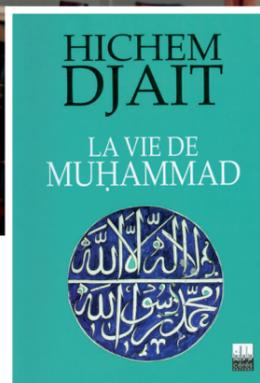
PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tunisie
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
• abonnement@leaders.com.tn
• marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn

★ STAR
Assurances تأمينات
عمل علينا

star.com.tn



La vie de Muhammad, par Hichem Djait, trois en un

La vie de Muhammad, œuvre monumentale de Hichem Djait, publiée en trois volumes, est finalement réunie en un seul ouvrage, paru chez Cérès Editions (990 pages, 49 DT). La trilogie couvre la révélation et la prophétie, la prédication prophétique à La Mecque, le parcours du Prophète à Médine et le triomphe de l'Islam. «Avec une rare érudition et un sens du récit qui emporte le lecteur, lit-on en quatrième de couverture, l'acuité d'un regard critique sans concession, Hichem Djait offre un portrait du Prophète associant d'une manière saisissante l'homme inspiré par la Parole divine et le stratège averti des réalités du terrain».

Aux fondements de l'orthodoxie sunnite traduit en arabe

Près de 12 ans après sa publication dans sa version originale en langue française chez PUF en France, l'ouvrage de Yadh Ben Achour intitulé *Aux origines de l'orthodoxie sunnite* est finalement traduit en arabe. On doit cette traduction à Asma Noura, avec le soutien de l'Institut tunisien de traduction, et sa parution aux Editions Mohamed Ali Hammi.

«Une sainte alliance entre le pouvoir politique, le savoir des théologiens et la volonté du peuple majoritaire des croyants: tels sont le secret et la force de l'orthodoxie sunnite, lit-on dans le résumé du livre. Cette dernière bénéficie d'abord de la force des gardiens, les «gens du sabre», ensuite de celle des gestionnaires du sacré imposant une interprétation orthodoxe du Livre. Mais ce qui caractérise par-dessus tout l'islam sunnite, c'est «l'orthodoxie de masse», l'activisme du peuple majoritaire des croyants dans la défense de sa religion personnelle contre toutes les agressions possibles.»



Elle s'appelait Lina

Une icône de la révolution s'est éteinte... au combat. Lina Ben M'henni, qui n'a jamais quitté le champ de bataille, aux pires moments de la dictature, laisse le souvenir d'une militante irréductible. Ni l'oppression ni la maladie n'avaient entamé sa résolution à se battre pour la liberté et pour la démocratie. Ses blogs, ses cris de cœur, ses prises de position dans les manifestations et diverses occasions resteront gravés au mémorial des illustres figures tunisiennes.

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
C'EST PLUS FACILE D'ACCÉDER
AU SUCCÈS GRÂCE À SA BANQUE.



taktik

OFFRE STARTUP UBCI

L'UBCI lance une nouvelle offre pour les STARTUP composée de :

- Un compte en devise
- Une Carte VISA Platinum Internationale
- Une Carte TECHCARD avec un plafond pouvant atteindre 100 000 TND



UBCI GROUPE BNP PARIBAS
الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque
d'un monde
qui change

Assemblée des représentants du peuple

Habib Khedher
Chef de cabinet (avec rang de ministre)



Adel Hanchi
Secrétaire général

Hichem Smida
Président de l'Instance générale des services communs

Ahmed Mechergui
Chargé de mission

Jamel Taher Laouai
Chargé de mission

Ministère des Affaires étrangères

Hanan Tajouri
Directrice générale des relations avec l'Union européenne, les institutions européennes et euro-méditerranéennes

Moufida Zribi
Directrice générale du monde arabe et des organisations arabes et islamiques

Karima Berdaoui
Directrice générale pour les pays d'Amérique, d'Asie et d'Océanie et les organisations régionales, américaines et asiatiques

Mehrez Ferchichi
Directeur général des affaires juridiques et de la traduction



Mohamed Mhadhbi, directeur des relations avec les pays du nord et du centre de l'Europe, de la Russie et du Caucase

Adel El Arbi
Directeur des relations avec les pays d'Asie et d'Océanie et des organisations régionales asiatiques



Souad Trabelsi
Directrice de l'unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de réforme de la gestion du budget de l'Etat



Zied Saadaoui
Directeur de l'unité de suivi des relations tuniso-libyennes



Khalil Tazerki
Directeur de l'unité des droits de l'homme et des affaires



humanitaires à la direction générale de la coopération multilatérale et des questions globales

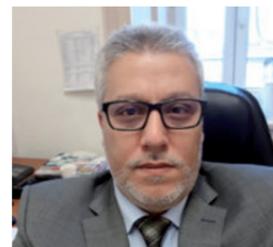
Mondher Aissaoui
Directeur de l'unité de protection et de sécurité

Abderrazak Mathlouthi
Directeur du Bureau des relations avec le citoyen

Mounir Jomni
Directeur des consultations juridiques, du contentieux et de la traduction



Zouhair Bouras
Directeur des cérémonies protocolaires



Slah Salhi
Directeur de la technologie de l'information

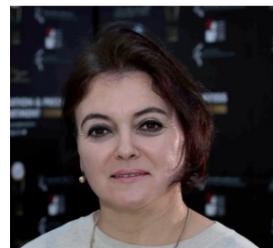


Ministère de la Culture

Sonia Chamkhi
Directrice générale du Centre national du cinéma et de l'image (Cnci)



Saloua Abd Elkhalak
Directrice générale du Centre International de Tunis pour l'économie culturelle numérique (Ticdce)



Moncef Ben Moussa
Directeur général du Palais des lettres et des arts du Bardo



Mabrouk Mennai
Directeur général de la 36e édition de la Foire internationale du livre de Tunis (Filt)

Total Tunisie

Abdesslam Rhnimi
Directeur général



PLUS MODERNE

POUR MIEUX VOUS ACCOMPAGNER

Plus qu'un bailleur... Un partenaire

OUVERTURE AGENCE BIZERTE MONCEF BEY

TSB
BIZERTE
MONCEF BEY
N° 27



Ma banque et plus ...

www.tsb.com.tn

19, Rue Moncef Bey,
7000 Bizerte
Tél : 70 243 460
Fax : 72 424 665

TSB | **Tunisian Saudi Bank**
البنك التونسي السعودي

Distinction

Pr Nejjib Chachia

A remporté une médaille d'or lors du 7^e congrès de l'Association Tunisienne des Ophthalmologistes du Centre



Pr Chedly Abdelly

Lauréat du prix de l'Union africaine «Kwame Nkrumah» pour l'excellence scientifique édition 2019, en reconnaissance de ses recherches et travaux en sciences biologiques



Décès

Hédi Baccouche

90 ans, ancien Premier ministre (1987-1989), ministre, gouverneur, consul général, ambassadeur, militant de l'Uget, P.D.G. de la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnss) et de l'Office national des pêches (ONP)



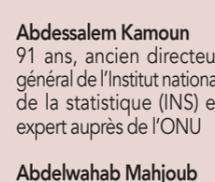
Abderrazak Rassaa

89 ans, ancien ministre des Finances (1971) et de l'Industrie et du Commerce dans le gouvernement Bahi Ladgham et directeur général de la Banque de Tunisie



Mohamed Mekki Zidi

Ancien secrétaire d'Etat à l'Economie nationale dans le gouvernement de Hédi Nouira, ancien P.D.G. d'El Fouladh et de l'Entreprise tunisienne d'activités pétrolières (Etap)



Abdellwahab Mahjoub

67 ans, enseignant-chercheur en psychosociologie à l'Université de Tunis et

président de l'Association de sauvegarde de la médina de Tébourba

Moncef Yaakoubi

Ancien secrétaire adjoint de l'Uggt et secrétaire général de la Fédération générale de la poste et des télécommunications



Mongi Gueddas

82 ans, voyageur et hôtelier (Dar Hayet)



Slaheddine Eltaief

Longtemps président de la Fédération nationale du BTP, où il avait succédé à Ridha Azzabi, et vice-président de l'Utica chargé des relations de coopération économique avec les Etats-Unis, Slaheddine Eltaief est décédé suite à une maladie foudroyante. Avec ses frères, il avait développé l'entreprise EYL de BTP, fondée par son



père Youssef Eltaief, et élargi son périmètre à la promotion immobilière ainsi qu'au commerce des matériaux de construction et autres équipements.

Tahar Labassi

Professeur, ancien chef de cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et doyen de la faculté des Sciences humaines et sociales de Tunis (Fshst)



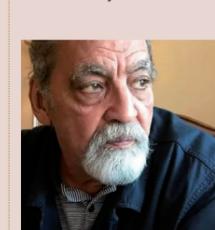
Lina Ben Mhenni

36 ans, activiste, journaliste et blogueuse



Bady Ben Naceur

Journaliste, critique d'art plastiques, peintre et ancien directeur au journal La Presse

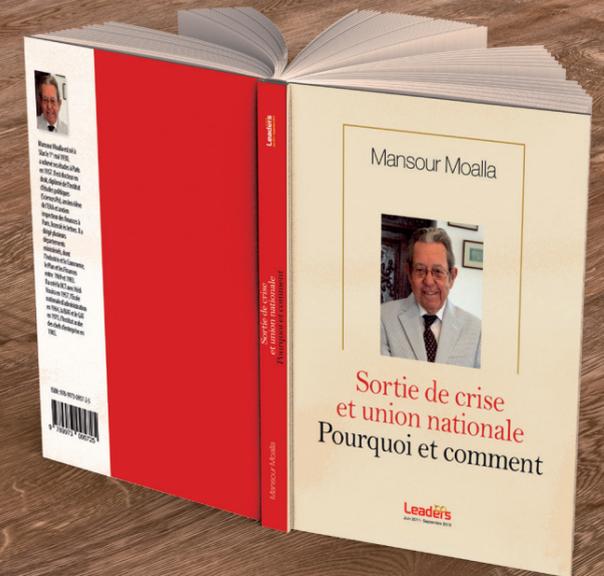


Vient de paraître

Mansour Moalla



Sortie de crise
et union nationale
Pourquoi et comment



En librairie

Tel : +216 71 232 111
www.leaders.com.tn

Pour la première fois dans son histoire républicaine, la Tunisie dispose à présent de deux anciens présidents par intérim, Foued Mebazaa (janvier-décembre 2011) et Mohamed Ennaceur (juillet- octobre 2019). Moncef Marzouki, locataire du palais de Carthage, y avait officié en qualité de président provisoire (décembre 2011-décembre 2014).

Beaucoup de liens unissent les présidents Mebazaa et Ennaceur qui se connaissent et s'apprécient depuis de longue date. Fin des années 1950, encore étudiant, l'un à Paris et l'autre à Tunis, ils avaient milité ensemble au sein de l'Uget, avant d'être hissés à ses instances dirigeantes. Cooptés par Bourguiba, ils se sont retrouvés dans le cabinet de Mondher Ben Ammar, alors ministre de la Santé, couvrant également le dossier social. Chacun fera son chemin, occupant diverses fonctions de gouverneur, ministre et ambassadeur, chacun sera aussi élu président du parlement, et chacun sera amené, lors de situations exceptionnelles, à assumer l'intérim à la tête de l'Etat. Chacun, surtout, était respectueux de la constitution, s'empressant à remettre les clés de Carthage à son successeur. Tous deux, disciples de Bourguiba, sont restés liés par les mêmes valeurs communes et une grande amitié.

Présidents, chefs de gouvernement, présidents du parlement, ministres, ambassadeurs et gouverneurs passent. En photographe de talent et d'exception, Mohamed Hammi est toujours à la chasse des moments furtifs qui feront date.

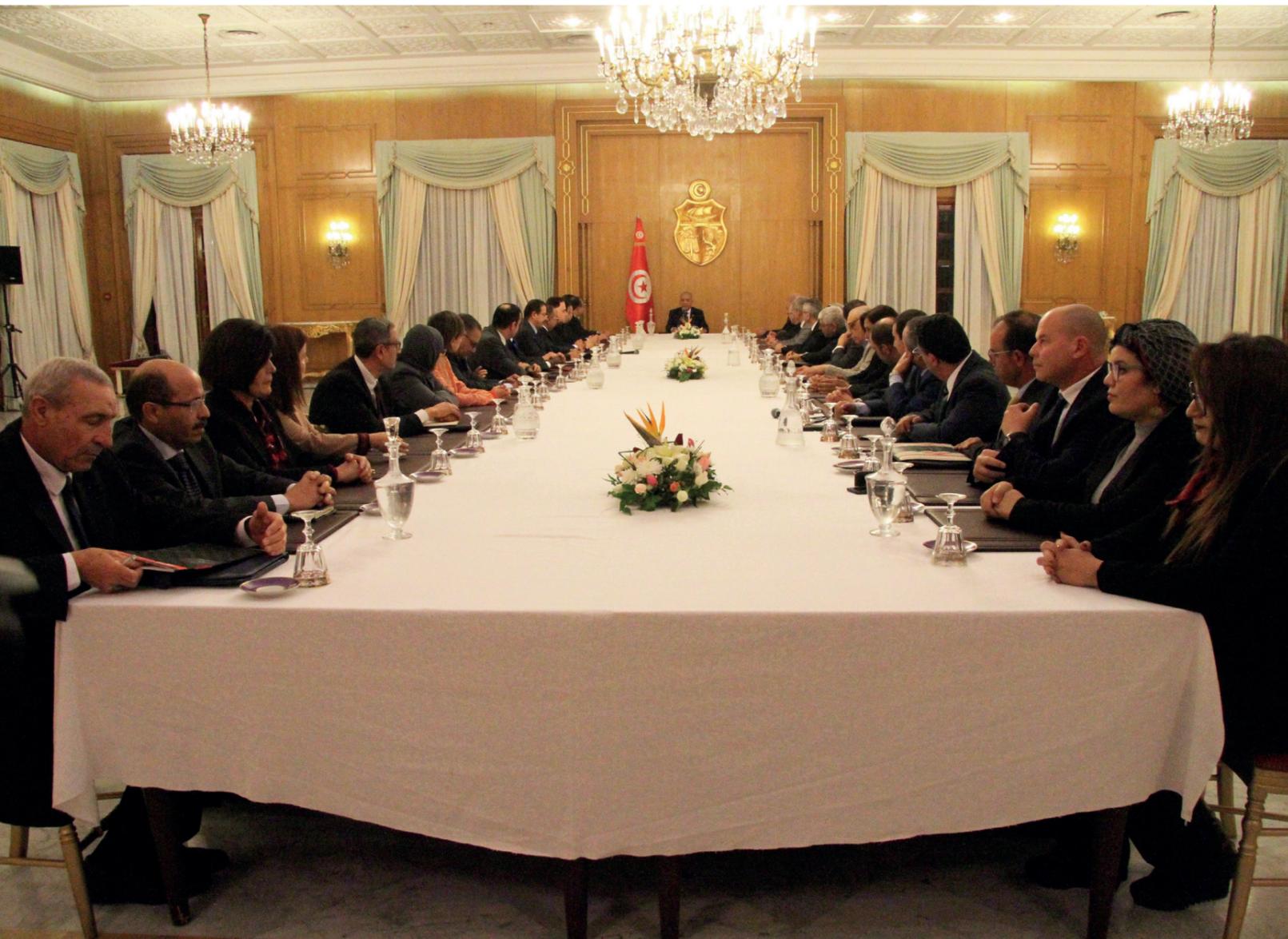


Mohamed Hammi



Janvier

En photos



■ Quarante-cinq jours pour tenter la conquête de la Kasbah, dans un champ miné par tous, et un sort scellé d'avance. Armé seulement de sa bonne foi, Habib Jemli, candidat surprise présenté par Ennahdha, en fait l'expérience, inaboutie, et les frais subis à ses dépens. Que de tractations, de grands espoirs, de fausses promesses, de retournements de veste et de situation, d'alliances rapidement déconstruites... L'ARP refusera sa confiance à Jemli. Avec une rare violence de la part de certains députés et un total mépris de la nécessaire sincérité mais courtoisie en politique.



■ Pour une fois qu'une journaliste sportive est pressentie pour le poste de secrétaire d'Etat aux Sports, la voilà éconduite par le Parlement avec toute l'équipe de Habib Jemli. Sihem Ayadi n'en est pas pour autant déçue. « Ce fut une merveilleuse expérience », se console-t-elle, regrettant surtout la bonne ambiance instaurée durant ces semaines de la formation du gouvernement, qui lui manquera désormais



■ Les murs de la ville restent le meilleur écran de la vie quotidienne. Une humble femme tunisienne promène curieusement un regard attentif sur des affichettes collées par l'Ugth, alignant les couvertures des suppléments spéciaux de son hebdomadaire Echaab. Qu'en a-t-elle le plus retenu ? Qu'en pense-t-elle ? Le peuple garde toujours son intelligence insoupçonnée.

■ Ancien ministre des Affaires étrangères dans la seconde mi-temps de la Troïka (2013-2014), Othman Jerandi frappe à la porte de Fakhfakh, offrant ses services... Une démarche légitime, l'ambition est humaine.



■ Deuxième round pour la conquête de la Kasbah. Elyès Fakhfakh se met dans les starting-blocks. Dès la première heure de son installation à Dar Dhiyafa et avant même qu'il ne commence ses consultations, on se bouscule déjà au porillon.

■ «Rencontre au sommet»: Lofli Zitoun (Ennahdha) avec Ridha Chiheb El Mekki, idéologue proche de Kais Saïed

■ Vœux du corps diplomatique et des représentants des différentes confessions au président de la République. Tous portaient leur attention sur l'accueil qu'allait réserver le nouveau chef de l'Etat, Kais Saïed, au grand rabbin de Tunis, Haïm Bitar. «Très républicain, très courtois, très chaleureux, au-delà des simples règles protocolaires de circonstance», soulignent des sources concordantes.

Et le processus démocratique poursuit son petit bonhomme de chemin

Opinion



• Par Riadh Zghal

Crise économique, crise sociale, résultats des élections de 2019 et paysage politique éclaté, paysage médiatique qui jette de l'huile sur le feu... et bien d'autres dysfonctionnements ont plongé les Tunisiens dans une atmosphère de sinistrose quasi générale. Pourtant le processus démocratique n'est pas rompu même s'il ne s'est pas traduit par le mieux-être attendu de ce qui a été appelé improprement le printemps arabe. Les institutions ont fonctionné même si la corruption a contribué comme accélérateur des dysfonctionnements.

La liberté d'expression n'a pu être muselée. En revanche, on relève parmi ses effets collatéraux la montée à la surface de la conscience collective de tous les maux dont souffre la société qui étaient tués par la chape de plomb d'un régime autoritaire: inégalités sociales concernant tous les droits humains, pauvreté extrême, corruption, délinquance, violences dans l'espace domestique et public, discriminations de genre et autres, indiscipline, impunité et inégalité devant la justice... Trop c'est trop, s'exclament beaucoup de nos concitoyens !

Comme un corps malade boursoufflé et chargé de particules toxiques, le corps social ne peut guérir de ses maux sans reconnaître leur nature et évacuer un tant soit peu les nuisances qui empêchent un sain fonctionnement, celui qui devra permettre un vivre-ensemble acceptable pour la majorité des citoyens.

Au lieu de cela, certains représentants de partis tentent d'ajouter un clivage social supplémentaire en criant sur tous les toits qu'il faut distinguer entre les partis qui appartiennent à «la ligne révolutionnaires» - même si ce ne sont pas eux qui sont à l'origine de la révolution - et les autres. D'autres remettent en question l'existence même d'une révolution. Mais qu'est-ce qu'une révolution si ce n'est une rupture politique. Pour certains comme le sociologue français Pierre Rosanvallon, une révolution n'est jamais achevée car elle ne peut atteindre sa finalité ultime en présence de forces adverses résistantes. D'autres considèrent qu'une révolution n'est qu'une étape qui peut aboutir soit à de vrais changements, soit à un retour en arrière.

Au plan économique et social, les indicateurs de retour en arrière sont observables dans notre pays et font les choux gras des journaux et des plateaux de télévision. Cela menace dangereusement le changement politique à l'œuvre nourri de la dynamique d'un processus démocratique enclenché mais cahotant, et le risque d'un retour à une nouvelle forme de dictature n'est pas exclu.

Concrètement, la rupture politique s'accompagne de la rupture d'un ordre. L'absence d'un nouvel ordre après une révolution favorise le risque de basculer dans la violence sous ses différentes formes. La révolution serait accomplie si elle aboutissait à un nouvel ordre. A cet égard, on peut considérer qu'en Tunisie, une partie du chemin vers l'établissement d'un nouvel ordre que l'on voudrait démocratique est accomplie grâce aux institutions qui sont mises en place et qui ont fonctionné et résisté au test des nombreuses élections qui ont jalonné les années post-révolution. Il reste à le poursuivre en s'attaquant méthodiquement aux deux volets cruciaux que sont le social et l'économique. Si les performances ont été médiocres dans ces deux domaines cruciaux c'est, entre autres, à cause de la prévalence d'une culture de revanche, de luttes partisans sans véritable projet répondant à l'appel des révoltés pour l'emploi et la dignité, ni innovant et efficace. Ce sont au contraire des reprises de concepts anciens comme les faux emplois dans de fausses sociétés dites de l'environnement qui ne sont autres qu'une prime au chômage et au désœuvrement. L'instabilité des gouvernements a généré une incapacité d'élaborer des politiques qui se projettent dans le futur, les luttes partisans ont, à leur tour, empêché la mise en place d'une bonne gouvernance. On peut ajouter à tout cela une certaine perception de l'économie plus concentrée sur les données macroéconomiques que sur les données micro socioéconomiques. Or pour suivre l'impact des politiques sur le mieux-être des citoyens, tous sans exclusion, il faudra mesurer, en plus des indicateurs macroéconomiques, et de façon récurrente, le revenu moyen, le standard de vie, l'engagement au travail en plus du taux de la population active, le taux de réussite scolaire, la qualité des infrastructures, l'usage efficient des ressources disponibles, le degré d'optimisme des citoyens, le taux de départ des compétences à l'étranger... De telles données déclinées par région et s'il le faut par délégation, si elles sont mesurées régulièrement, permettront de savoir quel a été l'impact de ce que l'on fait et ce qu'il y a à faire. ■

R.Z.

Ce qu'on ne peut atteindre en volant, il faut l'atteindre en boitant... Il est dit dans l'Ecriture que boiter n'est pas un péché

F.J.M. Rückert, poète allemand (1786-1866)

Elyès Fakhfakh

Tiendra-t-il ?

Allons-nous vers la dissolution de l'ARP, ou une investiture en sursis d'une motion de censure ? Un passage en force, avec les conséquences qu'on s'imagine ? A moins qu'il ne se désavoue lui-même et renonce à l'exclusion de Qalb Tounès de son gouvernement (comme le lui intime Ennahdha), Elyès Fakhfakh est au cœur d'une tempête à l'issue imprévisible. Toutes les options sont ouvertes.

Rien ne prédestinait Elyès Fakhfakh à une carrière politique, le conduisant déjà à la tête de deux ministères pendant trois ans, de 2011 à 2014, et le projetant aujourd'hui à la conquête de la Kasbah. Contre toute attente, c'est lui que le président Kaïs Saïed a choisi pour former le futur gouvernement et solliciter l'aval du parlement. A 48 ans, cet ingénieur épris de politique se lance dans la redoutable aventure de redresser la Tunisie. Contre vents et marées, sans appui politique et parlementaire garanti, ni caisses de l'Etat suffisamment garnies, il aura à faire face à un intense mouvement de revendications sociales ininterrompues, à des finances publiques en déroute et à une guerre sur nos frontières, en Libye.

La toute première épreuve à réussir, est cependant l'obtention de l'aval de l'ARP. Ayant exclu d'emblée Qalb Tounès (Nabil Karoui, 38 députés) et le PDL (Abir Moussi, 17 députés), il suscite déjà leur ire, et se voit invité par la Choura d'Ennahdha à élargir ces consultations, sans exclusion aucune. Ces détracteurs n'hésitent pas à le qualifier «d'usurpateur de la Kasbah», soulignant qu'il avait été recalé à l'élection présidentielle à un score insignifiant de 0.34% et que son parti Ettakatol n'a pu remporter aucun siège au Bardo.

L'expérience toute récente de Habib Jemli aurait dû le décourager d'accepter pareille mission. Malgré toute sa bonne volonté, le candidat d'Ennahdha n'avait pu ni réunir un cabinet d'union nationale, ni former un gouvernement d'« indépendants ». Jemli a dû essayer, pour la première fois dans l'histoire de la République, un camouflet à l'ARP.

Elyès Fakhfakh risque-t-il de courir le même danger ? Ce qui est sûr, c'est que la donne a changé. Légèrement. Saïed impose sa ligne, faute de quoi il est autorisé par la Constitution

à dissoudre le parlement. Cette dissolution, à ne pas exclure, hante les députés attachés à leur nouveau statut et à l'immunité qu'il leur procure, n'étant pas assurés de retrouver leur siège lors d'une prochaine élection. Elle chamboule également les cartes des partis politiques qui n'y sont ni prêts ni favorisés par les sondages d'opinion. Ennahdha, bien qu'affirmant se tenir prêt à affronter de nouvelles élections, n'est pas à l'abri d'une implosion et pourrait même être largement dépassé par le PDL. D'autres partis risquent de voir leurs sièges confisqués par d'autres compétiteurs. Malgré tant d'incertitudes, Fakhfakh croit pouvoir réussir l'examen de passage au Bardo.

La suite n'est pas pour autant gagnée d'avance. Un parlement forcé à donner son aval pourrait s'avérer récalcitrant lors des votes suivants, partisan de questions orales et écrites au gouvernement et adepte effréné de convocations du chef du gouvernement et de ses ministres pour audition en commissions et séances plénières. Bref, une politique peu favorable à l'exécutif.

Le Bardo ne sera pas l'unique source d'inquiétude pour Fakhfakh. Les partis politiques ne manqueront pas de faire entendre leurs voix et exprimer leur opposition, occupant les médias, talonnant le gouvernement et ses administrations.

Sans oublier le front social, avec une Ugtt irréductible sur ses revendications et ses droits, une Utica aguerrie et peu complaisante, une Utpa de plus en plus porteuse des attentes de la paysannerie et des petits agriculteurs. Seul un pacte gouvernement – Ugtt – Utica surtout est capable d'instaurer une trêve sociale très utile pour Fakhfakh.

La Libye et les financements extérieurs

A ces dossiers intérieurs brûlants s'ajoutent deux grands défis extérieurs à relever.

D'abord la situation en Libye et les perspectives d'une atroce guerre qui commence déjà à poindre à l'horizon. Le cessez-le-feu signé le 12 janvier et l'accord conclu le 19 janvier à Berlin quant au respect de l'embargo onusien sur l'armement (blindés, armes, munitions, drones, etc.) et la non-interférence étrangère dans le pays (mercenaires, combattants étrangers, conseillers militaires, etc.) ne trouvent aucune application effective. Premier pays voisin concerné par ce qui se passe en Libye, la Tunisie n'a pas su exprimer à la communauté internationale une position claire de neutralité absolue, ni lui adresser une liste détaillée de ses besoins urgents afin de faire face à ce péril. Fakhfakh se trouvera alors en première ligne de rétropédalage pour rattraper les occasions perdues et défendre les intérêts du pays.

Le second grand défi n'est autre que la mobilisation en crédits de près de 12 milliards de dinars indispensables pour le budget de l'Etat, déjà obéré d'un déficit structurel de 3.4 milliards de dinars. L'endettement pour les 12 milliards se fera à hauteur de 8.8 milliards en devises à obtenir sur le marché financier international et /ou auprès des bailleurs de fonds. L'enjeu sera de taille.

Comment Elyès Fakhfakh compte-t-il s'y prendre ? Comment avait-il été choisi par Kaïs Saïed ? Et pour quelles raisons ? Avec quels arguments pourra-t-il gérer l'exclusion de Qalb Tounès et du PDL de sa coalition ? Comment s'emploierait-il alors à former son gouvernement, choisir ses conseillers, élaborer son programme et adouber les grandes puissances et les bailleurs de fonds ? Un dossier complet.



Making of

Lorsque son téléphone portable a commencé à vibrer, ce samedi 18 janvier, affichant un appel masqué à partir d'un «numéro privé», Elyès Fakhfakh était à mille lieues de penser qu'il allait être invité à rencontrer le président de la République le jour même. L'ancien ministre du Tourisme, puis des Finances, sait que le «numéro privé» est celui de Carthage, et il sait aussi que deux partis, Tahya Tounes et Ettayar, ont proposé sa candidature pour former le nouveau gouvernement, après que l'ARP eut rejeté celui conduit par Habib Jemli. Mais, il ne s'attendait pas à cet entretien, en guise d'oral pour un casting très serré.

C'est la première fois que Kais Saïed et Elyès Fakhfakh se rencontrent. Tous deux avaient postulé à la magistrature suprême en septembre dernier. Ils ont dû s'observer lors de la campagne électorale, sans jamais se retrouver face à face ni avant, ni pendant, ni après. L'un raflera le scrutin, avec une majorité record de 72.7%, absolument inédite, et l'autre s'est classé 16e sur les 26 candidats, avec un fort maigre score de 0.34% des suffrages, mais laissant une bonne image.

L'entretien se passera bien, révèlent à *Leaders* des proches de Carthage. Kais Saïed mettra rapidement à l'aise son hôte, lui posera une ou deux questions, et l'écouter attentivement. Pendant plus de 45 minutes, Fakhfakh exposera sa lecture des résultats issus des urnes, son analyse des attentes des différentes catégories du peuple tunisien et sa vision pour y répondre. Calme et attentif, le chef de l'Etat le relancera pour lui demander de détailler telle ou telle solution envisageable. Saïed voulait connaître de près le sens de son engagement politique, son rêve pour le pays, son ambition pour la nation et les valeurs qu'il incarne. Courtoisement, il le saluera avec un large sourire à l'issue de l'entretien, sans laisser paraître aucun signe particulier pouvant être compris comme un message. Deux autres candidats potentiels, Fadhel

Abdelkéfi et Hakim Ben Hammouda, ont subi le même oral, pratiquement selon le même déroulé.

Deux jours après, Tunis bruit de rumeurs et des pressions contraires s'exercent ici et là dans les états-majors des partis politiques, voire sur Carthage. Dans la journée, Saïed avait reçu Rached Ghannouchi, président de l'ARP et chef d'Ennahdha, puis Nouredine Taboubi, secrétaire général de l'Uggt. Les avait-il consultés ou s'était-il contenté de les mettre au parfum de sa décision ? Difficile à vérifier.

C'est encore un «numéro privé» qui appelle Fakhfakh, pour une autre audience, l'après-midi avec le président de la République.

Certainement pour le remercier de leur premier entretien, pensent des proches de Fakhfakh, et lui indiquer que sa candidature n'a pas été retenue, comme cela se fait dans les castings de recrutement, ainsi qu'au sommet de l'Etat dans certaines démocraties. Mais les optimistes y voient plutôt un signe positif. «C'est fait !», pronostiquent-ils.

Effectivement, Elyès Fakhfakh est reçu en fin d'après-midi par le président Saïed qui lui remettra la précieuse lettre de désignation. Le texte est explicite : des intentions sincères, une volonté irréductible, et l'application de la loi à tous, mais aussi l'éradication de la malversation, l'écoute des catégories marginalisées, des chômeurs et des indigents. Le président de la

Le Sfaxien de Bab El Khadhra

Elyès Fakhfakh appartient à cette catégorie de Sfaxiens de deuxième génération établis à Tunis. Son père, comme son oncle, cultivant une longue tradition familiale dans la construction et le bâtiment, était conducteur de travaux, puis chef de projet dans des entreprises de BTP. Au gré des affectations, il finira par s'installer avec sa famille à Tunis dans les années 1964-1965 et élira alors domicile à Bab El Khadhra. Sa femme lui donnera quatre enfants, deux filles et deux garçons.

Le jeune Elyès (né à Tunis le 28 février 1972) fera ses études à Tunis, puis sera admis à l'Ecole nationale des ingénieurs de Sfax (ENIS) où il décrochera son diplôme d'ingénieur. Commencera alors pour lui une longue carrière de manager de sociétés industrielles en Tunisie et en Europe. Mais aussi un engagement politique, qui s'intensifiera après le 14 janvier 2011.

En France au début des années 2000, il avait pour proche ami le fils de Mustapha Ben Jaafar. Il fera la connaissance du père, lorsque celui-ci, longtemps interdit de voyage à l'étranger, a pu récupérer son passeport, et se rendra à Paris. C'est ainsi que le premier contact sera établi entre Fakhfakh et Ben Jaafar. Depuis lors, leurs relations se renforceront et s'intensifieront. Samedi 15 janvier 2015, Elyès Fakhfakh se rendra immédiatement chez lui et commencera alors la saga d'Ettakatol.

L'alliance scellée avec le CPR et Ennahdha portera la Troïka au pouvoir, à la faveur des élections du 23 octobre 2011 pour la Constituante, et Elyès Fakhfakh sera alors propulsé ministre du Tourisme, dans le gouvernement Hamadi Jebali. Un an après, il passera ministre des Finances, en mars 2013, dans le gouvernement Ali Laarayedh et restera en poste jusqu'à début 2014. Depuis lors, il est retourné au secteur privé, tout en reprenant un rôle très actif au sein de la direction d'Ettakatol.

Elyès Fakhfakh épousera une jeune architecte (originaire du Kef) qui lui donnera un garçon. 



CONFIRMATION DE LA CERTIFICATION INTERNATIONALE DE SÉCURITÉ ISO/IEC 27001

A l'ère du digital, AMEN BANK est la référence



Meilleure Banque Digitale en Tunisie pour l'année 2019
"Global Banking & Finance Awards 2019"



Prix de la Transformation: Création de valeur transformationnelle à travers l'innovation
Prix de la Solution Digitale: AmenPay



Toujours à la pointe de l'innovation, au service de sa stratégie de digitalisation, AMEN BANK est récompensée par trois prix prestigieux :

- « Meilleure Banque Digitale en Tunisie, pour l'année en 2019 », par Global Banking & Finance Review,
- « Création de valeur transformationnelle, à travers l'innovation », par Trusted Advisors Group,
- « Prix de la Solution Digitale : AmenPay », par Trusted Advisors Group.

Ces trois prix, complétés par la confirmation de la certification internationale de sécurité ISO/IEC 27001, délivrée par la TÜV Rheinland, sur l'ensemble de ses plateformes de banque digitale, dont notamment la première agence bancaire 100% en ligne en Tunisie (AMEN First Bank), confortent AMEN BANK dans sa position de banque leader dans la digitalisation et ne peut que rassurer ses clients, par rapport à la sécurisation de ses process.

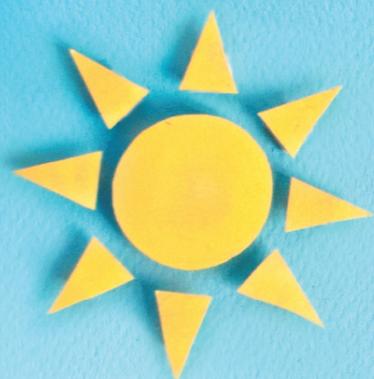
Adresse du siège: Av. Mohamed V - 1002 Tunis - Tunisie
Tél.: (+216) 71 148 000 • Fax: (+216) 71 833 517
www.amenbank.com.tn • Centre de Relation Clients: 71 148 888
N° Vert 80 106 000    



بنك الأمان
AMEN BANK
Le Partenaire de votre Succès 

R E T R A I T Y

RETRAITE INDIVIDUELLE



GREY

APRÈS L'EFFORT, LE RÉCONFORT.

Que vous soyez salarié, commerçant, fonctionnaire, profession libérale, chef d'entreprise... Avec **RETRAITY** épargnez dès à présent pour constituer des revenus complémentaires qui vous seront versés au moment de votre choix, sous forme de capital ou de rente. Plus de détails sur notre site internet.

www.carte.tn



En couverture



Les raisons d'un choix

L'explication du choix de Fakhfakh est ainsi fournie et sa feuille de route est bien tracée. Kais Saïed sait bien qu'il n'avait pas été élu sur un programme, mais des valeurs et qu'il a été porté à Carthage par plus de 2.7 millions de Tunisiens, désenchantés, en colère, qui ont perdu confiance dans la classe politique, se sont lassés de leurs fausses promesses et de leurs basses pratiques. Le grand clignotant rouge sur son tableau de bord, c'est cette masse de Tunisiens laissés pour compte, abandonnés à leur triste sort dans l'indifférence des politiciens mus beaucoup plus par le pouvoir, sa sinécure et ses avantages que par une volonté de servir la nation.

République insistera beaucoup lors de ce moment solennel intégralement rapporté par une vidéo diffusée par la Présidence, ensuite lors du tête-à-tête avec Fakhfakh, sur la fidélité aux martyrs de la révolution et ses blessés, la conformité à la légitimité

des élections, insistant qu'il ne s'agit nullement d'un gouvernement du président et que l'ultime décision reste du ressort de l'ARP uniquement. Et de ponctuer que «tous doivent assumer leurs responsabilités devant Dieu, le peuple et l'Histoire».

L'aventure de la présidentielle

A la grande surprise, et sans se faire d'illusion quant à ses véritables chances, Elyès Fakhfakh se portera candidat à l'élection présidentielle de septembre 2019. «Le décès subit du président Béji Caïd Essebsi, avait-il alors expliqué, a déclenché en moi un élan puissant. La Tunisie a fait montre d'une capacité de continuité immédiate à la présidence de la République et, le peuple, d'une grande maturité. Les différents débats engagés ici et là expriment une réelle volonté de changement. Les aspirations du peuple dans

son immense majorité sont restées non satisfaites. Les Tunisiens réclament une nouvelle génération pour prendre le leadership et conduire le pays vers l'essor et la prospérité escomptée. Je me suis senti personnellement interpellé et j'ai décidé de m'y engager. Je savais bien que je n'ai ni les ressources nécessaires, ni de grands appuis en dehors des militants d'Ettakatol et de mes amis. Sans me retenir, je m'y suis totalement investi, sous le slogan "Changer de logiciel".»





Cette fois sa responsabilité est engagée. Si au premier coup d'essai, le parti arrivé le premier propose un chef de gouvernement, pour le second et ultime recours, sous peine de dissolution éventuelle du parlement, Saïed se met en première ligne. Il sera ainsi jugé selon son choix et n'a pas alors droit à l'erreur. Les options sont multiples, mais la question fondamentale est de savoir s'il compte rompre ou non, ne serait-ce que progressivement, avec le régime semi-parlementaire institué par la Constitution de 2014, en désignant un candidat «docile» qui fera office beaucoup plus de Premier ministre que de chef de gouvernement, comme l'accusent ses détracteurs. Insondable sur ses véritables intentions, il brouille les pistes, mais sème des indices.

Dans sa grille d'évaluation, le président Saïed a privilégié «un engagement déterminé, une fibre sociale sincère, un programme intéressant et une priorité absolue du social à servir par l'économie et le politique», estime un connaisseur du sérail. D'ailleurs, il sera bien servi avec les trois nominés, Abdelkéfi, Ben Hammouda et Fakhfakh. Son arbitrage final en faveur de ce dernier peut se comprendre en raison d'atomes crochus, d'une appréciation de la campagne menée par Fakhfakh, avec comme slogan «Changer de logiciel» et de son alignement sur les messages profonds envoyés par les électeurs. Sans oublier le poids de ses parrains, Tahya Tounès et Ettayar.

Les ancrages fondateurs

Dans ces deux partis, et malgré leurs différences, Elyès Fakhfakh compte en

effet des amitiés solides. «Tahya Tounes, explique un analyste, constitue une synthèse entre des destouriens, des figures de l'ancien régime qui acceptent et reconnaissent la révolution et des démocrates. Quant à Ettayar, il porte les gènes d'un mouvement radical, irréductible sur les principes de lutte contre la malversation et les abus, proche des couches les plus défavorisées, engagé dans la restauration de l'identité nationale et l'ancrage de la Tunisie dans son contexte arabo-musulman.» Fakhfakh représente, selon ses proches, une bonne équation entre ces deux positionnements et l'incarnation d'un

triptyque formé par l'Etat, la révolution et la réforme.

«Je sais que ça ne sera pas facile, l'aurait prévenu Saïed, nous dit-on, lors de leurs rencontres successives après sa désignation. Vous serez la cible de pressions fortes et incessantes et ils vous en feront voir de toutes les couleurs. Mais, j'ai grande confiance en vous. Mettez le cap sur le peuple, faites-en votre boussole. Pensez toujours au pauvre, à celui qui peine à subvenir à ses besoins de base, vivote à peine. Ce sont eux notre grande priorité.» Totalement aligné sur le point d'horizon fixé par Carthage, Fakhfakh se sent pousser des ailes et n'hésite pas alors à faire fi de Qalb Tounès et du PDL. Sans se douter qu'il se fourvoie dans un jeu très subtil qui risque d'opposer en sourdine Ghannouchi et Saïed. Alors qu'il doit rassembler la majorité la plus large à même de faciliter le vote de ses projets de loi et de soutenir sa politique, il se prive de l'appui de deux partis qui comptent et les poussent à une opposition qui s'annonce fort agitée, estiment des analystes. 



GEELY GC6

PRENEZ LA ROUTE AVEC CLASSE



Découvrez la nouvelle GC6, une citadine dotée d'un moteur d'une puissance de 4 cylindres, d'un design prestigieux et de pleins d'autres options.



SOTUDIS ZOUARI
CONCESSIONNAIRE AUTOMOBILE

Venez nous visiter au showroom Geely
Parc Industriel Ben Arous GP1 km 5.5
Tél.: 70 131 000 -  Geely Tunisie

3 ANS
GARANTIE
OU 100 000 km

مع La Carte Youth Prépayée

Sans compte bancaire

يتصرف على راحتو



**BNA
BANK**

www.bna.tn

Quel gouvernement et avec quel concept ?

Convictions faites depuis longtemps mais encore plus confirmées, et feuille de route tracée, voilà Elyès Fakhfakh engagé dans le road-show désormais habituel des consultations. Entre visiteurs officiels, reçus à Dar Dhaifa, sous les regards des journalistes postés à l'entrée et d'autres contacts loin des médias, l'architecture de l'équipe et la structure du programme se dessinent plus clairement. Fakhfakh s'impose de former un cabinet restreint ne dépassant pas 25 membres. Son concept de gouvernement est de constituer des task-forces dédiées à 5 ou 6 dossiers brûlants dont l'urgence exige des décisions rapides. Il adoptera le même dispositif pour prendre en main, avec une vision de moyen terme, les grands chantiers du pays. Discret, il ne veut pas révéler les noms de ses coéquipiers, et n'a chargé personne de recueillir des C.V. ou de traiter ceux qui lui parviennent. Il garde tout en tête, et procédera le moment venu aux vérifications d'usage. Il en va de même pour les conseillers qu'il s'adjoindra auprès de lui à la Kasbah. L'unique commentaire fait à ce sujet par des proches, c'est qu'ils doivent tous être à la hauteur de l'ambition que Fakhfakh se donne pour la Tunisie. Ayant déjà dirigé deux ministères, dont celui des Finances, il connaît l'ampleur de la charge et met la barre très haut.

Quant au programme de gouvernement, rien n'a encore filtré ne serait-ce que pour ce qui est de ses axes principaux. Des équipes restreintes y travaillent et elles sont nourries par des concepts-notes spontanément fournis par de grosses pointures parmi des jeunes tunisiens brillants, nous dit-on.

L'épineuse question du financement du budget, de l'endettement public, intérieur et extérieur, et de l'attraction des investissements directs étrangers ne saurait échapper à la vigilance de l'ancien ministre des Finances, et doit certainement le tarauder. Il semble confiant quant aux opportunités qui s'offrent à la Tunisie. Un pays qui a réussi pacifiquement sa transition démocratique, aligne des atouts précieux, avait-il déclaré lors de sa campagne électorale. La démonstration en avait été faite à travers l'adoption d'une Constitution moderne, la succession d'élections législatives, présidentielles et municipales transparentes que nul n'a contestées, et une transmission fluide des pouvoirs à la tête de l'Etat, dès l'annonce de la disparition du président Béji Caïd Essebsi, avait-il alors souligné. Aujourd'hui, s'il avait à en parler davantage, il aurait ajouté l'échec dans toute démocratie d'un gouvernement nommé à obtenir l'aval du parlement. La Tunisie n'a pas encore utilisé ces atouts à bon escient et fortement auprès des démocraties occidentales et des bailleurs de fonds. Elle doit en profiter.

Elyès Fakhfakh peut-il compter sur des amitiés dans ce séraïl Le parti Ettakatol (dont il vient juste de démissionner en acceptant de proposer un nouveau gouvernement) entretient certes des relations solides avec des partis socialistes et sociaux-démocrates actuellement au pouvoir qui ne manqueraient pas d'apporter leur soutien à la Tunisie ? Mais, dans quelle mesure ? Aussi ayant été ministre des Finances, il aurait noué des liens utiles avec des dirigeants d'institutions financières. Lui seront-ils acquis d'office ? C'est ce qui est espéré, du moins. ■



Si vous étiez chef de gouvernement...

Les propositions d'Elyès Jouini et d'Anis Marrakchi



Elyès Jouini

Je ne sais pas si ce sont les 5 mesures d'urgence mais ce sont 5 mesures dont la première est un préalable à tout le reste, la deuxième et la troisième ont pour but de remettre le pays au travail, la quatrième de débloquer l'investissement et la cinquième de remettre les individus sur le chemin de l'emploi.

Je rajoute une sixième à même de déconcentrer l'économie.

1. Organiser le travail gouvernemental en rédigeant une lettre de mission précise pour chaque ministre avec les attendus, les étapes, les critères d'évaluation de son action et les modalités de coordination

2. Lancer un grand plan de consultation locale puis régionale puis nationale en vue de redéfinir le contrat social (retraites, santé, protection sociale, impôts...) en vue d'aboutir à un objectif socialement juste et financièrement soutenable,

3. Négocier un moratoire avec l'Ugta en échange d'une association étroite au point 2 ci-dessus avec l'Utica et sous la houlette d'un commissaire du gouvernement,

4. Mettre en place une structure permettant aux banques de se défaire de leurs NPL, notamment dans le secteur touristique et - en même temps - des incitations au regroupement bancaire (notamment augmentation du capital minimum) et désengagement progressif mais réel de l'Etat de ce secteur,

5. Mobiliser l'ensemble des institutions d'enseignement supérieur dans un programme de mise à niveau de compétences pour les diplômés chômeurs en contrepartie d'une plus grande autonomie.

6. Small Business Act : imposer qu'une partie de la commande publique soit adressée à de petites entreprises.

Ancien ministre (2011), major au concours des Ecoles normales supérieures de Fontenay-aux-Roses et de Saint-Cloud (1987), major à l'agrégation de mathématiques (1990), professeur de classe exceptionnelle, vice-président du Conseil d'administration, Université Paris-Dauphine

Quelles sont les cinq mesures d'urgence que vous prendriez si le président de la République vous chargeait de former le futur gouvernement? Nous avons posé cette question à Elyès Jouini et Anis Marrakchi, sciemment choisis pour deux raisons. La première, c'est qu'ils n'ont pas été et ne sont pas candidats à la Kasbah. La seconde, c'est que, avec le recul qu'ils ont, depuis Paris où ils sont établis, leur indépendance à l'égard de tout parti et leurs analyses sans cesse à jour du contexte tunisien, ils sont bien indiqués pour y répondre.



Anis Marrakchi

C'est une réponse qui peut évoluer, car elle a été faite dans l'urgence. Mon objectif serait de libérer la Tunisie d'une structuration économique sclérosée et rentière pour permettre une réelle création de valeur soutenue, soutenable et plus justement distribuée.

Les six mesures d'urgence que je prendrais seraient donc les suivantes :

1. S'attaquer au problème de la propriété, surtout agricole : opérer la distribution aux populations locales des 2 millions d'hectares de terres domaniales récupérées après l'indépendance et toujours pas redistribuées. Organiser en 6 mois (sur l'exemple de pays d'Asie du Sud-Est) la légalisation des titres de propriété pour les petits commerces et les terres en dehors des grandes villes.

Modifier les lois sur la propriété des terres pour mettre fin à la propriété commune (voire tribale). Assurer une transmission des terres qui garde une structure de propriété privée.

Le but de la première action est de permettre le développement du secteur agricole aujourd'hui complètement paralysé par le manque d'accès à la terre et la structure de propriété. Elle permet aussi de faire rentrer dans l'économie formelle un grand nombre d'exploitations et de commerces. Elle permet à ceux qui possèdent une terre ou un commerce d'avoir des documents de propriété et donc de pouvoir accéder au crédit pour développer leurs exploitations.

2. Faire de la création d'entreprise un service public. Cela se décompose en deux parties : gratuité (coût nul) et simplicité (un unique déplacement ou intégralement par internet, une journée pour la création).

La Tunisie a des taux de création et de survie des entreprises extrêmement faibles en partie à cause de la difficulté de créer une entreprise et de la bureaucratie demandée pour la maintenir.

3. La réglementation non publiée (circulaires non publiées) ne peut être opposée aux citoyens.

L'élimination quasi totale des licences et des autorisations administratives. Même les cahiers des charges doivent être utilisés de manière parcimonieuse.

La limitation des importations ne se fait pas par des licences exclusives, mais par des droits de douane/consommation et

par la mise aux enchères publiques de quotas d'importation. Ces trois premières mesures sont des mesures «positives» : elles permettent à des gens de faire des choses qu'ils ne pouvaient faire avant. Elles ont pour but de soutenir et d'aider la création de richesse, l'innovation et l'investissement des citoyens dans leurs propres activités/exploitations/outils de production.

Les 3 mesures qui suivent sont de nature différente :

4. Revoir la législation sur la concurrence, sur le modèle de ce qui existe aux Etats-Unis et en Europe :

- interdiction large des activités anticoncurrentielles, des ententes et des abus de position dominante,
- amendes dissuasives sur le modèle de l'UE et des Etats-Unis (aujourd'hui capées à 10% du chiffre d'affaires en Tunisie, voire capées à 100.000 DT en fonction des infractions),
- responsabilité pénale et personnelle des personnes impliquées plus étendue,
- suppression de la législation et des règlements instituant des exceptions.

5. Séparation stricte de la participation des groupes dans les organes de direction et dans le vote aux assemblées générales, entre activités bancaires et activités sectorielles : un groupe ne peut voter à la fois dans les assemblées générales de banques et d'entreprises sectorielles, et ne peut être représenté au conseil d'administration des deux types d'entreprises en même temps.

6. Liste rouge d'entreprises en position de monopole ou quasi-monopole. Cette liste fait l'objet de contrôle accru et constant du conseil de la concurrence

Les 3 dernières mesures sont des mesures «négatives» : elles empêchent des entreprises de faire des choses qu'elles font aujourd'hui. Elles sont faites pour protéger les consommateurs, les nouveaux entrants et les petites entreprises des comportements de prédation qui sont aujourd'hui extrêmement répandus.

Anis Marrakchi est diplômé de l'Ecole Polytechnique, de l'Ensaie et de Sciences Po Paris. Statisticien et économiste, il a publié de nombreux articles au sujet de la productivité, du chômage et du marché de l'emploi. Il a notamment conseillé l'Institut national de la statistique tunisien dans le cadre de la coopération internationale.

Olfa Terras

Une nouvelle vie au Bardo

Sereine, apaisée, après une tumultueuse expérience à la tête de 3ich Tounsi qui avait effrayé la classe politique, Olfa Terras prend ses nouvelles marques de députée à l'ARP. Pour elle, la page "3ich Tounsi" est tournée, sans omettre cependant d'en tirer beaucoup de leçons. Fonder un nouveau mouvement politique comme l'y adjurent ceux qui croient en elles, elle «n'y pense pas du tout en ce moment». Olfa entend se concentrer sur son mandat de députée, estimant qu'elle a une responsabilité envers ses électeurs. Se plaît-elle au Bardo ? Sans doute et elle ne s'en cache pas. Pour une fois, elle s'investit politiquement dans ce qui lui procure le plus de plaisir, confie-t-elle à Leaders.

Entre Olfa Terras et le Bardo, il y a une grande histoire d'amour. C'est au palais Qsar es-Saïd qu'elle avait monté fin 2016 sa magnifique exposition « L'éveil d'une nation », qui la révélera au grand public. Et c'est au palais des beys husseinites, juste en traversant la rue, devenu siège du parlement de la République, qu'elle fait son entrée dans sa nouvelle carrière de députée de la nation. Curieux destin qui en a ainsi décidé.



Banquière, juriste, mariée à un financier français, mère de cinq enfants, établie à Londres, puis en France, cette enfant de Bizerte a toujours implanté les grandes balises de son parcours. Fille d'un célèbre médecin, élevée dans les valeurs ancestrales, passionnée de belles-lettres et d'art, studieuse dans ses études et rigoureuse dans son travail, elle n'avait jamais pensé se retrouver un jour prise dans le tourbillon de la politique. Olfa Terras a été, comme de nombreux Tunisiens et Tunisiennes, emportée par l'élan du 14 janvier 2011. L'ampleur de l'espoir est encore plus grande lorsqu'on vit pareil évènement magique depuis l'étranger. La volonté d'y contribuer est beaucoup plus forte lorsqu'on dispose de confortables ressources financières qu'on peut mettre dans le pot commun au service du pays. Naïvement parfois ! Mais, pourquoi pas. Elle se laissera tenter en toute spontanéité.

Mais, à peine Olfa Terras a-t-elle mis le pied à l'étrier qu'elle n'a plus maîtrisé sa destinée. Tout commencera par la grande exposition « L'Eveil d'une nation », au Qsar es-Saïd (Le Bardo, du 27 novembre 2016 au 27 février 2017). Avec son mari, Guillaume Rambourg, ils ont créé une fondation qui a été également implantée en Tunisie pour offrir son mécénat à diverses œuvres. Premier coup d'essai, cette exposition, une grande réussite. Émerveillés, les Tunisiens et beaucoup de visiteurs étrangers découvriront alors, dans une scénographie inédite sous Ahd El Amen, « l'art à l'aube de la Tunisie moderne, 1837-1881 », dans ses multiples expressions.

Tous les ingrédients d'une grande saga ... mais aussi d'une légende

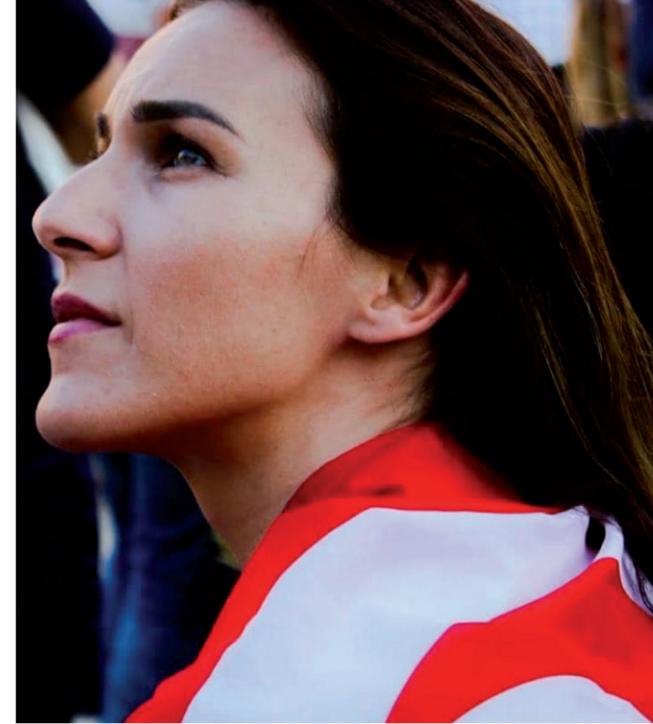
La bonne réputation d'Olfa Terras est ainsi faite. Sans pour autant empêcher les affabulations qui viendront

rapidement l'entourer. Femme, jeune, instruite, vivant à l'étranger, mariée à un étranger qui a constitué une fortune visible, belle et riche : l'imagination sera fertile pour lui trouver mille et une histoires, fausses ou vraies. La légende se construit.

Face à la folie des grandeurs des exaltés

Tout aurait pu s'arrêter là n'était-ce ce fameux phénomène 3eich Tounsi. D'une association philanthropique à l'origine, elle se transformera rapidement en un grand mouvement populaire politisé. L'argent aidant, l'engouement populaire enivrant, de jeunes dirigeants exaltés se laissent bercer par l'afflux massif de centaines de milliers d'amis et de supporters virtuels sur les réseaux sociaux. Poussant sur le champignon, ils activent des calls centres, forçant sur les appels téléphoniques pressants, en plein été et à des heures impossibles, arguant d'un programme de mesures urgentes à endosser. La folie des grandeurs s'emparera inévitablement de certains esprits qui se voient déjà assurés de pas moins de 30 députés au parlement et incontournables lors de la formation du prochain gouvernement. Plus encore, ils n'hésitent pas à harceler Olfa Terras pour qu'elle se présente à l'élection présidentielle.

Partageant sa vie entre la Tunisie, la France et l'Angleterre, Mme Terras lâchera la bride à ses coéquipiers, sans trop s'occuper du quotidien ni des détails. Elle laissera faire, croyant bien faire et ne voulant pas étouffer les énergies. Olfa Terras suivra le mouvement général, se laissant emporter par la vague, sacrifiant à la dynamique, s'estimant dans le devoir de le faire, sans recul possible, et surtout sans y prendre le moindre plaisir. La légende qu'on lui fabriquait malgré elle risquait, à ses dépens, de se transformer en mythe. Que pouvait-elle, devait-elle faire, sans tout chambarder, avec des dizaines de



candidats, venus pour elle, sur les bras ? Loin de se défaire sur les siens, même s'ils ont « fauté », Olfa Terras reconnaît qu'elle n'a pas d'excuse. Elle assume.

Ce n'est qu'en août qu'elle réalisera l'ampleur des erreurs stratégiques commises, mais c'était trop tard. Prenant le taureau par les cornes, elle se décidera à faire des choix irréductibles. Le tout premier est de ne pas se présenter à la magistrature suprême. Le deuxième est de conduire elle-même sa liste dans la circonscription de Bizerte. La troisième est, tout en continuant à apporter son soutien personnel à tous les candidats sur ses listes dans les différentes circonscriptions, de mettre fin aux ambitions démesurées, et se résoudre à la réalité. En verve, elle montera au créneau dans les plateaux radio et télé pour défendre sa réputation militante et mettre en avant ses idées pour la Tunisie.

à notre diaspora qui regorge de talents et qui pourrait contribuer utilement à changer la donne en Tunisie.

- La commission des droits, libertés publiques et relations internationales, car il n'y a pas de développement possible sans un Etat de droit et sans attirer les investisseurs étrangers, notamment dans les secteurs à haute valeur ajoutée.

Seule élue des listes de 3eich Tounsi, vous avez rejoint le bloc de la Réforme nationale conduit par Hsoua Nasfi. Pourquoi ce choix ?

J'ai été invitée à rejoindre le bloc de la Réforme nationale. Au sein de ce groupe, nous partageons bon nombre de valeurs, même si nous ne sommes pas d'accord sur



Une nouvelle vie commence

Bizerte, c'est son fief naturel. Malgré le foisonnement des candidatures et le forcing pratiqué par certains candidats, Olfa Terras emportera son siège au Bardo. Elle sera la seule candidate de 3eich Tounsi à y parvenir.

Le vent est tombé. Les voiles sont repliées. La page est tournée. Celle de député débute. Maintes fois sollicité pour publier des publiereportages louant 3eich Tounsi et son icône, contre espèces sonnantes et trébuchantes, voire interviewer Olfa Terras, ou du moins lui consacrer un portrait, Leaders s'est toujours abstenu de le faire. Était-ce de son propre vœu ou l'œuvre de communicants maladroits de son équipe ? Nous avons aujourd'hui la certitude qu'elle l'ignorait totalement, même si elle a toujours apprécié notre magazine et aurait accepté avec plaisir de répondre à nos questions.

Maintenant qu'elle entame une deuxième séquence de son militantisme tunisien, nous lui ouvrons nos colonnes.

Interview.

tout, ce qui est normal. Le but est d'être plus forts ensemble que la pure somme arithmétique des députés qui constituent le bloc. Nous organisons très régulièrement des groupes de travail et le groupe a pu obtenir des positions importantes dans les diverses commissions parlementaires, en plus du poste de 2e vice-président de l'ARP.

Quelles sont d'après vous les préoccupations majeures qui méritent de votre part une proposition de loi à présenter, avec votre bloc, à l'ARP ?

J'entends concentrer une grande partie de mon mandat sur la réalisation de projets concrets dans ma circonscription de Bizerte. Il y a tant à faire dans cette région qui a été

Comment trouvez-vous l'ARP ?

L'accueil que j'ai reçu à l'ARP a été plutôt cordial et bon enfant, dans un esprit "rentrée des classes". C'était un changement bienvenu, après une campagne marquée par des attaques particulièrement violentes et personnelles à mon encontre. J'y ai vite pris mes marques, avec aussi notamment la bienveillance des employés de l'ARP, étonnamment soucieux de mon bien-être.

J'ai vite pris mes marques et intégré les deux commissions qui m'intéressaient le plus :

- La commission des Tunisiens à l'étranger, convaincue que je suis que nous ne donnons pas assez d'importance



délaissée par le pouvoir central depuis des décennies, dans les domaines de l'environnement, l'économie sociale et solidaire et la santé. C'est sur ces réalisations que je veux être jugée à la fin de mon mandat.

Bien entendu, j'ai vocation à m'exprimer et à m'engager sur des questions d'ordre national. Je n'ai d'ailleurs jamais hésité à me rendre dans d'autres régions de la Tunisie comme ce fut le cas avec la création du centre culturel et des arts de la montagne à Jbel Semmama.

Pour vous, la page 3ich Tounsi est définitivement tournée ?

3ich Tounsi est une association qui a été fondée sur cette statistique effrayante que la priorité numéro 1 des jeunes de 18 à 30 ans est de quitter la Tunisie. A partir de là, un vaste dialogue jamais entrepris auparavant a été mené avec la population, et cela a culminé avec la grande consultation auprès de plus de 400.000 personnes, un échantillon sciemment très important. En a émergé une feuille de route, qui a été signée par pas moins de 1 million de Tunisiens, et que l'on a pris pour un mandat de représentation, mais le basculement en politique s'est avéré un chemin rugueux semé d'embûches...

Une approche différente de la voie « antisystème » a été couronnée par le succès électoral, avec l'élection de Kaïs Saïed à Carthage. Mais, pour 3ich Tounsi, répondre aux exigences attendues d'un nouvel entrant dans l'arène politique a été compliqué, à cause de

facteurs exogènes, comme l'obsession pour le scrutin présidentiel plutôt que législatif, mais aussi à cause d'erreurs commises en interne...

La page 3ich Tounsi est tournée, et de nombreuses leçons ont été apprises. Une équipe politique aguerrie sur le terrain, un programme, mais aussi une gouvernance claire à la tête de l'organisation, sont des éléments nécessaires à obtenir une représentation conséquente à l'ARP.

Est-ce que vous réfléchissez à un format de rassemblement et d'action avec ceux qui ont rallié votre programme ?

Je n'y pense pas du tout en ce moment. Je me concentre sur mon mandat de député, j'ai une responsabilité envers mes électeurs et je travaillerai en mon âme et conscience pour le bien du pays comme je l'ai toujours fait.

Où en est votre fondation ?

La fondation n'a jamais cessé ses activités. Nous continuons à soutenir les artistes avec entre autres le prix pour l'art et la culture qui est à sa troisième édition cette année, à donner des bourses d'études dans des domaines aussi variés que les sciences politiques, la nanotechnologie, la médecine et la musique. L'année dernière, nous avons beaucoup travaillé sur l'artisanat et nous avons produit une cartographie raisonnée de l'artisanat tunisien en collaboration avec l'Onat, c'est un travail gigantesque



لعزیز علیک احمیه

حتى 5 في الشهر*



* حسب مساحة الدار وقيمة الي فيها

البنك
التونسي

BANQUE DE TUNISIE

**PAYEZ
EN LIGNE
EN TOUTE SÉCURITÉ**
3D SECURE



Afin de mieux sécuriser vos paiements par carte bancaire sur Internet, La Banque de Tunisie met en place un système de sécurité basé sur le protocole 3D SECURE. Ce système consiste à authentifier toute transaction à l'aide d'un mot de passe dynamique à usage unique.

Il vous sera envoyé instantanément par SMS sur votre GSM pour la validation de l'opération.

En cas de changement de votre numéro de téléphone, nous vous invitons à contacter votre agence



www.bt.com.tn

qui vise à mettre en place une carte nationale numérique interactive répertoriant les différents métiers et secteurs de l'artisanat de chaque village et région de Tunisie. L'objectif est de promouvoir la richesse artisanale tunisienne en permettant notamment de préserver les archives nationales et de sauvegarder le patrimoine. C'est ce genre de projets structurants et innovants qui changent les choses en profondeur et pour les générations futures que j'essaie de mettre en place en Tunisie.

Quel a été pour vous le moment le plus heureux de votre vie privée ?

Sans doute la naissance de mes enfants. C'est un moment magique.

Quel grand moment de bonheur et d'accomplissement attendez-vous désormais le plus ?

Je n'attends rien. J'essaie juste d'être utile et de ne pas perdre ma bienveillance.

Maman de cinq enfants, députée, présidente d'une fondation dynamique, vivant entre la Tunisie et l'Europe, comment vous organisez-vous pour mener cette vie très intense ?

Je fais comme toutes les mamans du monde, je travaille dur et je ne me plains jamais..

Propos recueillis par Fatma Hentati



Bio express

- 1974** : Naissance à Menzel Bourguiba
- 1993** : Baccalauréat Lycée Farhat-Hached à Bizerte
- 1997** : Maîtrise en gestion bancaire à l'ESC, Tunis
- 1997- 2004** : HSBC, JPMorgan, Deutsche Bank : analyste sur les produits dérivés européens (produits structurés)
- 2004** : Naissance du premier enfant (démission de la banque pour se consacrer à la famille)
- 2011** : Création de la fondation
- 2011** : Retour aux études (licence en droit public-Sorbonne Paris 1)
- 2019** : Elue députée dans la circonscription de Bizerte



NOUVELLE IMAGE DÉBALLÉE MÊME SERVICE INÉGALÉ



www.bh-assurance.com

Qui sont les «révolutionnaires»?

Maintenant que l'épreuve des élections est dépassée, que l'échec d'un chef de gouvernement désigné à faire passer son équipe est bien enregistré, nous voilà avec une nouvelle désignation de chef de gouvernement, cette fois venant de la présidence, et les couteaux sont désormais tirés. Une nouvelle occasion s'offre pour creuser le fossé des clivages politiques. On remet sur le plateau cette fois non pas l'identité du Tunisien comme cela a été en 2011, ce qui a servi les courants conservateurs plus que les autres, mais c'est tout comme. La nouvelle arme sortie de la poche de ces courants est la qualité de «révolutionnaire» !

Mais au fait ne faudrait-il pas d'abord s'entendre sur ce qu'est une révolution ? Le mot révolution renvoie à plus d'une signification depuis celle de rotation, de retour sur soi, jusqu'à celle de chambardement, chamboulement, changement, rupture. La rotation pourra entraîner un retour à la position de départ. S'agissant du politique, cela suggère un retour à l'ancien régime. Quant au sens de changement réel, cela suggère une véritable rupture, non seulement au plan politique mais aussi économique et social. Deux questions se posent alors : sommes-nous tous révolutionnaires parce qu'une rupture a été réalisée ? Et sommes-nous vraiment capables d'entretenir du moins la rupture politique réalisée et d'empêcher le retour vers le passé – plus ou moins lointain bien sûr ?

Malgré toutes les conflictualités, la rupture politique a bien été réalisée puisque la constitution a été réécrite et que le régime hybride, ni parlementaire ni présidentiel, a été bien installé. Cela est en parfaite harmonie avec le flou organisationnel que j'ai découvert et analysé dans mes recherches sur la culture et le comportement organisationnel dans notre pays. Quant à la rupture avec le modèle économique en vigueur depuis des décennies qui a montré son essoufflement depuis la fin du siècle dernier, et la rupture avec le système de gouvernance, elles attendent toujours. L'impact sur le

mode de fonctionnement social déjà mis en difficulté après la révolte de 2011, et l'avènement d'une classe politique avide de pouvoir avec ses luttes incessantes pour le contrôle des institutions, a été désastreux.

Alors que sous la dictature, les voix discordantes étaient régulièrement étouffées, la rupture avec le régime politique et la libération des voix et celle des initiatives d'organisation collective ont été libérées. C'est alors que le peuple découvre à la fois sa diversité et ses maux sociaux dont le rejet de la différence.

Le processus démocratique demeure néanmoins en marche grâce aux institutions nouvellement installées et à l'exercice récurrent des élections parlementaires, présidentielles et municipales. Le citoyen qui a fréquenté les bureaux de vote, participé à la création d'une organisation de la société civile - que ce soit une association ou un parti - s'est exprimé librement sans crainte de répression, aura contribué un tant soit peu au processus démocratique. Même ceux qui nient l'avènement d'une révolution y ont effectivement participé, d'autant qu'ils sont représentés au parlement ou en font partie. Toutefois, les forces adverses qui ralentissent le processus démocratique sont aussi présentes. Derrière ces forces, certains brandissent l'étendard de leur lecture de l'Islam et tirent vers l'éradication de tous les acquis de l'émancipation sociale, depuis l'éducation jusqu'aux droits des femmes. D'autres cherchent à bloquer le changement du système économique et administratif en place, car ils en tirent profit en plus des opportunités qu'offre le désordre suivant le changement de régime politique et la diffusion de la corruption à toutes les sphères de la vie sociale. C'est que ce changement a détruit un ordre sans en créer un autre au plan des relations sociales et des valeurs d'un nouveau mode de vivre-ensemble.

Si la révolution veut dire rupture d'avec un ordre politique, on peut affirmer qu'il y a eu réellement révolution dans notre pays. Mais si on entend par révolution l'instauration d'un nouvel ordre social et économique, on peut affirmer

“ Nous sommes tous embarqués dans le bateau de la révolution. Par contre, ceux qui ne déchantent pas du processus, certes cahotant, de la démocratisation, ceux qui, là où ils se trouvent, tentent de contribuer au mieux-être de leurs concitoyens à travers le travail, la création de richesse, l'équité dans la distribution de cette richesse, l'inclusion, la sécurité, la paix sociale, le respect du contrat social qui permet le vivre-ensemble, ceux-là œuvrent concrètement pour le changement de l'ordre dominant. ”

que le processus est en marche et que, de ce point de vue, la révolution n'est pas achevée. Le paradoxe c'est qu'aujourd'hui, des acteurs sociaux qui actionnent les forces de freinage du changement aussi bien au plan économique, en empêchant les réformes et leur aboutissement, qu'au plan social, en glorifiant le retour au califat et la rage revancharde, se déclarent porteurs de ce qu'ils appellent « la ligne révolutionnaire » comme s'ils en avaient le monopole !

Révolutionnaires ? Ils le sont tous ceux qui ont cru dans les élections et ont voté, tous ceux qui ont créé ou contribué à organiser et à renforcer les structures de la société civile, observent, contrôlent les dérives du pouvoir, agissent pour répondre aux besoins des citoyens ou pour promouvoir de nouvelles valeurs, de nouvelles connaissances, bref tous ceux qui participent au processus difficile de la démocratisation. Alors ceux qui cherchent à se forger un capital social en s'affichant plus révolutionnaires que les autres, pour mieux se positionner sur l'échelle du pouvoir et de la popularité, se trompent lourdement. Nous sommes tous embarqués dans le bateau de la révolution. Par contre, ceux qui ne déchantent pas du processus, certes cahotant, de la démocratisation, ceux qui, là où ils se trouvent, tentent de contribuer

au mieux-être de leurs concitoyens à travers le travail, la création de richesse, l'équité dans la distribution de cette richesse, l'inclusion, la sécurité, la paix sociale, le respect du contrat social qui permet le vivre-ensemble, ceux-là œuvrent concrètement pour le changement de l'ordre dominant. En revanche, ceux qui ont gouverné et au lieu de réduire la pauvreté, l'exclusion, la corruption, ont plutôt abouti à leur extension ne peuvent aucunement se dire révolutionnaires sauf si la révolution pour eux, c'est seulement la destitution d'un président qui, de plus, s'est faite sans eux !

La bonne question que tout un chacun agissant dans la sphère politique devrait se poser, c'est quel est le chemin le plus court et quelles sont les bonnes décisions à prendre pour enfin améliorer les conditions de vie du Tunisien ? Pour y répondre, il faudra rétablir un minimum de confiance dans la classe politique pour que la communication de ses choix suscite l'adhésion du plus grand nombre d'acteurs sociaux. Il faudra aussi beaucoup de synergies et d'effort de la part des compétences nationales à réunir et à mobiliser, nonobstant des clivages politiques factices, nourris davantage par les ego démesurés que par des visions politiques opposées. ■

Riadh Zghal

فائز في فئة الوقود



دراسة احصائية مستقلة على التجارب اجريت من قبل معهد المصنوعي للدراسات على عينة مكونة من 2400 مستهلك تونسي. Etude indépendante basée sur l'innovation réalisée par l'Institut El Amouri sur un échantillon de 2400 consommateurs tunisiens.



À votre Service

carburants
Agil
Premium

LA MEILLEURE PROTECTION
POUR VOTRE MOTEUR

QNB First, vous accompagne vers l'excellence.



Chronique



• Par Habib Touhami

La mort faussement annoncée de l'idéologie

Le monde politique et médiatique vit depuis une quarantaine d'années sous le joug d'une propagande effrénée annonçant la mort de l'idéologie. Cela a opportunément coïncidé avec le triomphe du monétarisme et de l'ultralibéralisme en économie; la faillite morale, politique et économique du modèle soviétique; la remise en question de la régulation étatique dans le champ social; la mainmise du mondialisme dans les échanges commerciaux et culturels ;

le primat donné aux technocrates et aux gestionnaires au détriment des politiques et des élus dans la conduite des affaires publiques et plus récemment encore la consécration des codes et des usages propres à la télévision et à l'Internet dans l'information et le formatage du discours politique.

Mais de quelle idéologie parle-t-on exactement ? Au sens général du mot, l'idéologie constitue «*un ensemble plus ou moins cohérent d'idées, de croyances et de doctrines philosophiques, religieuses, politiques, économiques, sociales, propres à une époque, une société, une classe et qui oriente l'action*». Sous cet angle, la croyance dans les bienfaits du progrès scientifique et technique, l'écologie, le mondialisme, le nudisme ou le végétarisme procèdent de ce qui peut s'apparenter à une idéologie. Et si l'on doit ne retenir que la définition énoncée par Raymond Aron selon laquelle l'idéologie serait «*la représentation globale de la société et de son passé*», l'annonce de sa mort apparaît, au vu des faits et des considérations que l'on vient de souligner, comme fausse.

C'est que les sociétés humaines sont destinées à produire continuellement des idéologies et à en être influencées. Ainsi la disparition des deux idéologies politiques dominantes de la première moitié du siècle dernier, fascisme et communisme, n'a pas fermé définitivement la parenthèse idéologique comme on le croit mais a

favorisé l'écllosion de deux nouvelles idéologies de «substitution» : attachement viscéral au modèle démocratique, réveil brutal des intégrismes nationalistes ou religieux. Même les hérauts chargés d'annoncer la mort de l'idéologie en conviennent indirectement puisqu'ils nous invitent malgré tout à «*essayer de se remettre à penser*», ce qui revient à dire qu'il faut continuer à penser et donc à produire de l'idéologie.

En politique, la stigmatisation de l'idéologie est devenue un artifice destiné, soit à masquer l'absence de vision claire dans l'action, soit à prévenir les attaques de l'adversaire en étant le premier à lancer l'anathème. Cette posture a engendré en Tunisie des conséquences néfastes. Le débat d'idées est devenu déconsidéré ou suspect, le corps électoral flottant. Les électeurs tunisiens, quand ils ne s'abstiennent pas en masse, passent d'un parti politique à un autre au gré de leurs sautes d'humeur du moment. Les majorités parlementaires se font et se défont à une vitesse et à un rythme jamais connus ailleurs. Au sein même du pouvoir, l'inconsistance et l'incohérence sont devenues la règle. Ce n'est pas parce que l'idéologie est devenue obsolète en politique que de telles dérives sont enregistrées mais parce que l'action politique accuse un déficit flagrant d'idéologie.

Qu'on le veuille ou non, tout est idéologique dans le gouvernement des sociétés. La preuve est que les décisions qu'on présente comme techniques ou neutres cachent en arrière-plan une idéologie qui ne veut pas s'avouer comme telle. Choisir d'augmenter les impôts indirects au lieu d'augmenter les impôts directs pour combler un déficit budgétaire ne procède pas d'un choix technique ou neutre comme on le prétend mais bien d'un choix éminemment idéologique dans la mesure où l'on a délibérément choisi d'agir sur l'impôt le plus injuste et le moins redistributif. Dans un cas comme dans l'autre, c'est de la représentation globale de la société dont il s'agit en fin de compte. ■

H.T.

Jibin CAO

Président de Huawei pour la région Afrique du Nord

Comment Huawei a gagné sa place de leader en Afrique et en Tunisie



Jibin Cao, Président de Huawei pour la région Afrique du Nord, expose la réussite de Huawei à l'échelle nationale et régionale. Il souligne l'importance de l'investissement dans les TIC pour l'avenir de l'Afrique en général, et de la Tunisie en particulier.

Quand Huawei a-t-elle pris la décision d'entrer sur le marché africain? Comment pense-t-elle les marchés africains et tunisiens?

La valeur clé de Huawei est d'être centrée sur le client. C'est notre mission de créer de la valeur pour nos clients et de leur fournir les meilleurs services.

Dans cette optique, nous détectons leurs besoins afin d'y répondre au mieux, puis nous nous investissons pour les satisfaire. Arrivés sur le marché africain il y a plus de 20 ans, les représentants de Huawei se répartissent actuellement sur la quasi-totalité du continent. Grâce aux économies émergentes des États africains, l'opportunité de croissance du continent est immense. L'Afrique est le deuxième plus grand continent du monde et le deuxième continent le plus peuplé avec près de 1,3 milliard d'habitants. Ainsi, le continent abrite environ 16% de la population mondiale. Ceci consolide le fort potentiel de développement, auquel nous croyons profondément.

Cependant, l'environnement numérique témoigne d'un niveau de pénétration faible comparé aux autres régions. Nous sommes



confiants en son potentiel de développement sur le long terme. Dans la mesure où aucun pays dans le monde ne peut progresser sans l'investissement et l'application dans le secteur des TIC, les Africains s'investissent pour bénéficier de la prospérité et du confort qu'apporte ce secteur.

Nous avons coopéré avec près de 200 opérateurs sur le continent jusqu'à présent, desservant de la sorte les deux tiers de la population africaine. Nous continuerons à nous enraciner en Afrique, à développer le progrès sur le long terme et à améliorer constamment nos prestations.

Pour ce qui est de la Tunisie, elle représente l'un de nos marchés les plus importants. Huawei a démarré ses activités en Tunisie en 1999, devenant un partenaire majeur et leader sur le marché des TIC tunisien. Nous sommes également classé comme Top Marque sur le marché des téléphones portables en Tunisie pour l'année 2019.

Comment la Tunisie devrait-elle utiliser des technologies innovantes telles que la 5G et l'intelligence artificielle pour promouvoir le développement de la société?

L'économie numérique, représentée notamment par la 5G, le cloud computing et l'IA, change le monde et le propulse dans une nouvelle ère. Après dix ans de développement, les réseaux 5G sont sur le point d'atteindre une utilisation commerciale à grande échelle: consommateurs, entreprises, collectivités, villes intelligentes et éducation. Non seulement, le coût a été considérablement réduit et l'efficacité a été beaucoup améliorée, mais aussi les perspectives économiques, telles que l'attraction des investissements et de l'emploi apportés par la 5G, seront également inestimables.

Afin de réduire le taux de chômage, en particulier pour la population hautement scolarisée en Tunisie, nous pensons que le gouvernement devrait s'investir davantage, afin d'ajuster la structure de l'industrie et le développement des infrastructures, notamment celle des TIC. Sans grand secret, un taux de chômage élevé peut être source d'étranglement du développement durable et de troubles sociaux. Afin de créer plus d'emplois, nous croyons qu'il est primordial de

suivre la tendance de l'économie numérique en procédant à des investissements massifs, ce qui constitue la base même de la future industrie 5G et IA.

À cet égard, nous pensons sincèrement que le gouvernement tunisien et les autres gouvernements africains devraient considérer les TIC comme un secteur stratégique national et lui apporter davantage de soutien politique. Huawei est totalement prête et disposée à accompagner la transformation numérique de la Tunisie.

En tant que fournisseur et leader mondial des solutions TIC, Huawei dispose d'un excellent système de formation des talents. Comment Huawei cultive-t-elle ces talents dans le monde des TIC, comment favorise-t-elle le transfert de connaissances et comment participe-t-elle à l'augmentation du taux d'emploi des jeunes?

Nous sommes à l'ère numérique. La forte croissance de l'économie numérique a entraîné une augmentation rapide de la demande de talents en TIC. Huawei attache une grande importance à ceci et s'est engagée à promouvoir la formation des jeunes talents à travers le monde.

Depuis 2008, Huawei a lancé son projet phare «Seeds for the Future», auquel 108 pays à travers le monde ont adhéré.

En Afrique, Huawei a entamé en 2008 la construction d'une académie des TIC pour former les talents locaux en TIC. En 2019, elle a collaboré, avec près de 300 universités réparties sur plus de 20 pays, à la construction de Huawei ICT Academy. Elle offre des cours professionnels en technologie, formant ainsi plus de 80000 professionnels des TIC en Afrique.

A partir de 2015, Huawei a lancé des concours nationaux pour les compétences en TIC dans 16 pays africains, dont la Tunisie, qui ont réussi à mobiliser la participation de plus de 45 000 étudiants. Notre EBG (Entreprise Business Group) a mis en place le centre GTAC (Global Technical Assistance) en Tunisie, qui offre une assistance technique pour l'ensemble des pays africains francophones. Huawei dans la région Afrique du Nord a également mis en place un «hub» centre régional de ressources de livraison RSRC (Regional Service Resource Center), desservant 28 pays de la région. Tout cela démontre notre confiance en la haute compétence des talents tunisiens. En décembre 2017, Huawei a démarré le projet ICT Academy en Tunisie. En deux ans, nous avons signé 49 conventions de coopération avec de grandes universités et institutions tunisiennes pour ce programme de formation. 1900 étudiants tunisiens ont participé au concours, et 519 étudiants ont participé aux examens de certification. De plus, nous avons offert 49 opportunités de stage au sein du bureau Huawei en Tunisie durant les années 2018 et 2019.

Quelles difficultés et quels défis Huawei a-t-elle rencontrés en Tunisie et dans les autres pays arabes? Et comment les a-t-elle surmontés?

Les défis et les difficultés existeront toujours. Au cours des 30 dernières années, l'environnement complexe et difficile n'a fait que renforcer Huawei et ses équipes. Chez Huawei, nous regardons en face les difficultés auxquelles nous sommes confrontés, et nous

restons toujours fidèles à notre cause. Vous trouverez peut-être la meilleure interprétation de cela dans notre mission et notre vision mondiales: «Apporter le numérique à chaque personne, à chaque foyer et à chaque organisation pour un monde entièrement connecté et intelligent».

Lorsque nous abordons l'histoire de Huawei en Tunisie de façon rétrospective, il est clair que nous avons depuis toujours adopté le principe «en Tunisie, pour la Tunisie». Nous avons toujours œuvré à la création de valeurs maximales pour nos partenaires locaux.

Même lors de catastrophes naturelles, notamment en 2016 et 2018, face aux énormes inondations dans le gouvernorat de Tozeur, nous étions toujours sur les lieux et nous y dormions pour assurer la mise en œuvre du projet dans le but d'adhérer à la valeur fondamentale de Huawei qui est «là où il y a le réseau et les clients, il y a les gens de Huawei».

En Égypte par exemple, nous avons eu un projet dans la vallée des rois de Louxor sur une pente raide à plus de 280 mètres d'altitude, où il n'y avait pas de route menant à cet endroit, juste un peu de gravier et des roches altérées. Alors que presque toutes les autres entreprises ont choisi de renoncer à ce projet, seule Huawei a mené sa tâche à terme, en y consacrant 32 ingénieurs assurant un délai de livraison de trois jours.

Huawei continuera de bien servir ses clients, de renforcer ses investissements dans la recherche et le développement, de maintenir la rationalité et l'intégrité, de mobiliser ses forces et d'avancer fermement. En raison de sa position de leader dans l'industrie et de sa contribution continue à l'écosystème local des TIC, Huawei a remporté le «Best Foreign Enterprise Award» décerné par le gouvernement tunisien en novembre 2017 et en juin 2019. Nous avons reçu l'honorable prix «Huawei 20 Years ; Outstanding Contribution Award» et ce, de la part du chef du gouvernement tunisien, M. Youssef Chahed.

Quels sont les secteurs où vous considérez Huawei leader par rapport à d'autres concurrents?

Face aux concurrents, nos atouts sont avant tout notre philosophie et nos valeurs. Nous adhérons toujours aux services «centrés sur le client» et de haute qualité pour aider leur réussite commerciale. En Afrique, quoi qu'il arrive, qu'il s'agisse de catastrophes naturelles, de guerres ou d'épidémies, nous ne laisserons pas nos clients derrière nous et nous travaillerons toujours avec eux pour surmonter les difficultés.

Un autre avantage important est notre capacité à innover. Au cours des 30 dernières années et plus, nous avons investi entre 10 et 15% de nos revenus annuels dans la Recherche et le Développement (R&D). Notre investissement en R&D au cours de la dernière décennie s'est élevé à près de 73 milliards de dollars. Rien qu'en 2018, nos dépenses en R&D ont atteint 15 milliards de dollars, ce qui fait de Huawei le cinquième plus grand investisseur en R&D au monde selon le tableau de bord des investissements en R&D industrielle de l'UE 2018. De 2009 à 2019, Huawei a dépensé plus de 4 milliards de dollars pour la 5G. Et plus important encore, nous avons adapté nos solutions et nos produits

à un meilleur environnement local. Par exemple, au Ghana, nous utilisons notre technologie RuruStar pour bien résoudre le problème de la couverture mobile des zones rurales éloignées pour plus de 4,5 millions d'habitants.

Certaines personnes parlent négativement de l'équipement de Huawei et de sa relation avec le gouvernement chinois. Pensez-vous que Huawei peut en être affectée ?

Nous avons en effet été stigmatisés et attaqués illégalement par le gouvernement américain, en particulier par les articles parus dans certains médias américains faisant des spéculations sur la façon dont Huawei est devenue l'entreprise qu'elle est aujourd'hui.

Cependant, le succès de Huawei est le résultat de 30 ans d'investissements considérables en Recherches & Développement, de notre concentration sur les besoins des clients, et du dévouement de nos quelque 194 000 employés à travers le monde. Huawei en Chine se conforme toujours aux lois et règlements chinois, nous payons des taxes au gouvernement chinois conformément à la loi, et nous décidons par nous-mêmes pour les opérations de l'entreprise, et nous ne recevons aucun centime du gouvernement chinois. En outre, notre rapport annuel est audité par la firme internationale KPMG.

La «réforme et l'ouverture» de la Chine ont apporté un environnement de concurrence stable, transparent et équitable. Les opportunités de marché apportées par le développement rapide de l'industrie mondiale des télécommunications fournissent à Huawei un terrain en pleine croissance. Les relations de Huawei avec le gouvernement chinois sont les mêmes que toutes les autres sociétés opérant en Chine, qui



bénéficient d'un environnement commercial plus pratique et optimisé; en particulier concernant la politique du gouvernement chinois qui tend à promouvoir le développement de l'industrie des TIC.

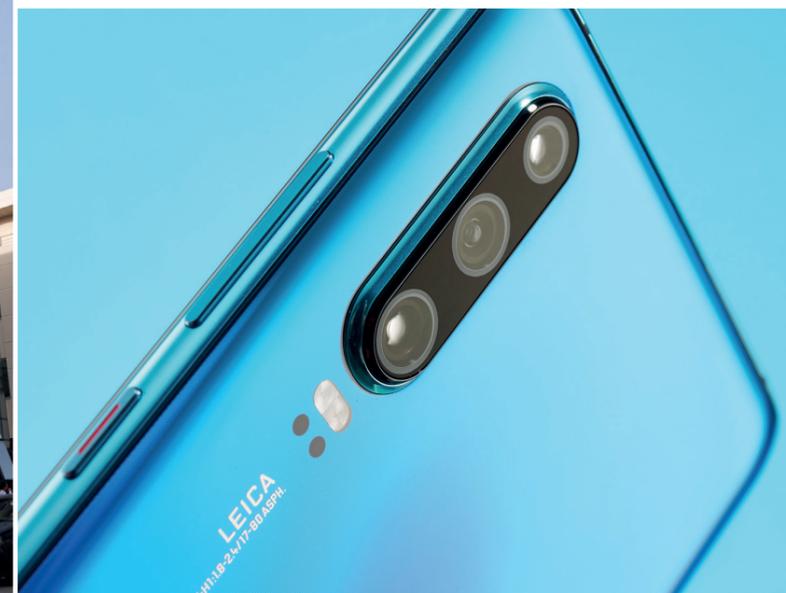
Au cours des 30 dernières années, Huawei a gardé le meilleur score des opérations de sécurité réseau par rapport à tous les partenaires de l'industrie. Les défis et les tests rigoureux de plus de 30 ans ont fait de nous l'un des fournisseurs d'équipements réseau les plus solides au monde dans le domaine des TIC. Tous les faits démontrent que le réseau et les technologies de Huawei sont excellents. Et pendant ce temps, nous nous améliorons constamment.

En 2020, Huawei continuera de faire face à la pression. À l'heure actuelle, les activités opérationnelles quotidiennes de Huawei fonctionnent toujours très bien, tout va bien et nous sommes beaucoup plus occupés. Huawei n'a pas fermé les chaînes de production et n'a pas interrompu les livraisons aux clients un seul jour. L'engagement de Huawei envers nos clients n'a pas changé. Nous pensons que le monde ne peut profiter qu'à travers l'ouverture, la coopération et grâce au processus gagnant-gagnant.

Les téléphones Huawei sont très populaires en Tunisie et actuellement classés n° 1 sur le marché, alors quand verrons-nous des téléphones avec le nouveau système de Huawei en Tunisie?

Sur le marché tunisien, les téléphones mobiles, tablettes et produits portables de Huawei sont les plus appréciés des consommateurs. Un grand merci à tous nos clients tunisiens pour leur confiance et leur soutien aux produits Huawei. À la fin de 2019, l'activité des smartphones de Huawei dans le monde a connu une croissance stable, avec des livraisons dépassant 240 millions d'unités, nous avons officiellement dépassé Apple et sommes devenus le numéro 2 mondial.

Le téléphone mobile Huawei présente de nombreux points forts, et pas seulement en s'appuyant sur l'écosystème de Google. L'intention initiale du système développé par Huawei au cours des 10 dernières années est basée sur une stratégie tournée vers l'avenir. Il s'agit d'un nouveau système d'exploitation. Il sera différent des systèmes d'exploitation Android et iOS, et nous ouvrirons la



source aux développeurs du monde entier. Nous avons actuellement un marché d'applications et Huawei Mobile Services (HMS), et allons construire notre propre écosystème avec des partenaires de l'industrie.

Nous prévoyons de lancer en 2020 le premier Huawei téléphone mobile avec notre nouveau système d'exploitation. La date de sortie est encore indéterminée.

Cela fait 21 ans que Huawei est arrivée en Tunisie, avez-vous des messages clés à adresser?

Nous entrons dans la grande ère du numérique. En tant que société multinationale et partenaire fiable de l'Union africaine, Huawei s'est depuis longtemps engagée à réduire la fracture numérique et à promouvoir la prospérité de l'industrie des TIC en Afrique. Aligner les initiatives numériques avec les initiatives gouvernementales dédiées à la richesse des personnes est la vision ultime de l'entreprise.

Le gouvernement tunisien devrait se concentrer sur le soutien à la construction d'infrastructures des TIC, la culture de technologies innovantes et de talents de haut niveau. Ce sont les problèmes que tous les pays africains devraient résoudre ensemble. Sans le soutien des politiques gouvernementales et un environnement commercial ouvert, nous risquons de manquer cette grande ère. Après des années d'efforts majeurs, les taux de pénétration du haut débit mobile et Internet en Afrique ont radicalement changé. Aujourd'hui, avec toutes nos parties prenantes, nous voulons profiter de cette occasion pour explorer l'avenir de la région. Nous pensons qu'il est important de développer un plan décennal de mise en œuvre, et un programme de transformation stratégique de haut niveau pour une meilleure mise en œuvre.

Il est encourageant de constater que Huawei voit aujourd'hui une perspective plus large de coopération entre la Tunisie et la Chine. Dans ce cadre, Huawei a un plein potentiel pour aider à numériser et à moderniser le pays. En développement, nous avons une expertise, des ressources, une technologie et des responsabilités mondialement reconnues pour répondre aux besoins réels des pays d'Afrique du Nord. À l'heure actuelle, le peuple tunisien n'a pas pleinement profité des dividendes apportés par la numérisation, qui nécessite les efforts conjoints de tous les secteurs de la société. Nous appelons les pays africains à formuler le développement des TIC en tant que stratégie nationale et à fournir un soutien politique et industriel, comme un taux préférentiel pour la distribution du spectre réseau et un investissement accru dans les infrastructures. Huawei est disposé à travailler avec le gouvernement et le peuple tunisiens pour réussir la transformation numérique.



iCompass, la startup qui capte vos émotions



Découvrez tout ce qui se dit sur vous sur les réseaux sociaux...et plus

Capter ce qui s'exprime, se commente et s'échange sur les réseaux sociaux, dans une langue ou une autre, c'est déjà possible grâce aux technologies avancées et à l'intelligence artificielle. Y parvenir en y incluant en plus des dialectes locaux ou ce fameux «Arabizi» mélangeant chiffres et lettres, expressions en arabe transcrites en caractères latins et chiffres, n'est pas aisé. Voire bien difficile à réussir, tant la nouvelle sémantique qui s'ajoute est compliquée à combiner avec les autres langues. Une jeune startup tunisienne, iCompass, vient de relever le défi. Alors que de grosses pointures quittent le pays pour partir s'installer à l'étranger, deux quadras chevronnés qui ont fait leurs preuves à l'étranger, Hatem Haddad et Ahmed Nouisser, ont pris le chemin inverse pour revenir s'établir dans leur pays d'origine. Avec la passion de réussir et de transformer leur succès national en saga internationale. Success story.

Au fond de la rue de Marseille, en plein centre-ville, une vieille boutique est complètement revampée, dans une scénarisation soigneusement réaménagée. Un piano, une sculpture d'Hannibal et autres icônes signent l'empreinte. Au lieu de s'installer aux Berges du Lac, quartier labellisé Techno, Hatem et Ahmed ont préféré la vieille ville européenne de la capitale. Autour d'eux, des jeunes se déploient, tous concentrés sur un même objectif : innover, développer, affiner, vérifier et lancer. Le principe est d'avoir toujours une longueur d'avance, dans un univers globalisé, à la vitesse bientôt quantique. Le programme du jour, c'est la séquence d'après. Les applications se suivent.

Le master projet développé par iCompass est dédié à la mesure des sentiments, des opinions, des états d'âme, sur les réseaux sociaux, en s'intéressant aux 7 millions d'internautes tunisiens qui surfent régulièrement et s'expriment. Leurs expressions peuvent être en arabe, en français et en «Arabizi». La démarche consiste à capter le nœud zéro, message initial, qui

peut être un texte, une image, une vidéo ou autres, de cerner son arbre de relais, de mesurer la puissance de feu identifiée, c'est-à-dire le nombre de messages suscités. A partir de ce premier corpus, il va falloir analyser le profil des personnes qui ont réagi, de dessiner les polarités, entre négatives et positives, de s'approfondir dans l'analyse détaillée du contenu.

Les objectifs sont multiples : évaluer l'impact d'un message posté, vérifier s'il est bien accueilli, moyennement apprécié ou rejeté, mais aussi détecter des attaques, anticiper des campagnes hostiles et préparer la conduite à tenir. L'ensemble de ces données qualitatives est alors traité selon un modèle de mesure quantitative permettant d'agréger les résultats, de visualiser les histogrammes et de projeter les tendances.

Résultat fiable en 3 mn sur votre smartphone

Fruit d'une savante intégration informatique fondée sur des registres sémantiques pour les langues et dialectes, et des algorithmes appropriés développés en intelligence artificielle, ces modèles aboutis réussissent

la démonstration. Qu'il s'agisse de la gestion de la réputation ou de la mesure d'émotion et d'expression, de suivre l'image d'une marque, d'une entreprise, d'une organisation, d'un parti politique, d'une personnalité, d'une stat, d'un champion, d'une région ou autres, des résultats fiables sont édifiants. Il suffit de saisir un ou plusieurs champs de recherche, pour obtenir en un clic, grâce à une application déployée sur le cloud, donc consultable à partir d'un simple smart- phone, au bout de 3 minutes seulement un rapport détaillé, illustré de graphiques. Il ne vous reste plus alors qu'à l'analyser, le traiter pour en ressortir les recommandations utiles.

Le mur de vérité

Hatem Haddad et Ahmed Nouisser sont fiers de cette première prouesse qu'ils doivent à l'esprit d'innovation qui anime toute l'équipe. Ils ont dû sacrifier tout leur été pour finaliser ce produit, le faire évoluer, le tester en divers formats. Le mur de vérité aura été pour eux la mesure de l'effervescence politique et sociale qui avait précédé les élections législatives et présidentielles.





Deux passionnés qui se complètent

Ils se connaissent de longue date, se retrouvent après des parcours parallèles, qui s'additionnent et se complètent et les voilà embarqués pour une aventure qui commence déjà à livrer ses premières promesses.

Hatem Haddad, 45 ans, est titulaire d'un doctorat en informatique (Université Grenoble Alpes), enseignant chercheur (en Tunisie, Turquie, Belgique et aux Emirats arabes, chercheur universitaire invité (au Portugal et en Allemagne), chef de projet R&D en Finlande et à Singapour.

Ahmed Nouisser, 43 ans, est titulaire d'un Executive Master en communication (Science Po Paris, 2014), d'un master II en évolution technologique et organisationnelle et d'une maîtrise en finance. Il a suivi des formations complémentaires d'ingénieur système et réseaux, d'administration BDD et de développeur Client-Serveur. Il a occupé des fonctions de conseil au sein du Groupe Orange en France, et de Senior PMO Manager dans des compagnies en France et au Maroc, avant de créer et développer des entreprises en Tunisie.

Nombre de partis et de candidats les avaient en effet sollicités pour conduire des études d'opinion en essayant ces nouvelles applications. Au début, certains ne prenaient pas beaucoup au sérieux leurs résultats d'étape. Mais au fur et à mesure que le calendrier préélectoral, puis électoral se déplaçait et que les données communiquées se vérifiaient avec le recul, ils ont fini par faire confiance, reconnaissant la fiabilité de leurs résultats. Une semaine avant le jour du vote, iCompass était en mesure de présenter ses estimations quant au verdict du scrutin, avec un taux d'exactitude très élevé.

La première demande des clients était les données. Mais, la confiance établie, on est passé au conseil en sollicitant interprétation approfondie et recommandations utiles. Si iCompass s'y est livrée, elle considère cependant que c'est beaucoup plus le métier des agences conseils en communication que le leur. Mais, dans cette phase de lancement et pédagogique, ils ne refusent guère de prêter assistance à leurs clients et aux agences qu'ils choisissent.

Levée de fonds réussie

La petite startup constituée il y a juste six mois est en croissance rapide. Dès le départ, le statut choisi est celui d'une société anonyme, même si le capital initial apporté en fonds propres se réduit aux maigres épargnes personnelles des fondateurs. La R&D exigeant le recrutement de spécialistes de haut niveau (tous Tunisiens), il fallait procéder à une levée de fonds d'un montant conséquent. Très rapidement, un fonds d'investissement relevant d'une institution financière tunisienne acquise à l'innovation a répondu à l'appel en apportant plus que des ressources financières, un accompagnement précieux. Aussi, l'obtention du Startup Label est venue donner un soutien fort et procurer nombre d'avantages et de facilités.

Un vrai Chatbot et plus

Si des équipes veillent à faire évoluer ce premier projet promis à un grand succès

international, le département R&D est déjà dans les produits d'après. Sur la rampe de lancement se trouve déjà un vrai Chatbot, non en arbre de décisions, mais intégral, fondé sur l'IA, répondant à toutes les demandes, spontanément et de manière automatique. Pour prendre un exemple concret, un jeune promoteur qui cherche à monter son projet n'aura plus à se perdre dans les méandres des formalités et procédures. Il n'a qu'à interroger le Chatbot de tel ou tel ministère ou organisme pour obtenir tout en dialoguant avec lui les réponses utiles.

Outre cette innovation qui sera significative, Hatem, Ahmed et leurs équipes travaillent sur une série d'autres produits qu'ils gardent sous confidentialité absolue. Tout ce qu'ils ont accepté de révéler à Leaders, une application d'analyse de la relation-client, pour une banque, une compagnie d'assurances, un opérateur de télécom ou autres. A partir de tous les capteurs possibles, SMS, mails, courrier, réclamations et appels, il s'agit d'analyser la qualité de cette relation, le taux de satisfaction, les manquements signalés et autres attitudes. Cette mesure permet d'anticiper à une érosion de la confiance, une détérioration de la fidélité à la marque, une rupture de contrat, etc. Ces signaux d'alerte doivent déclencher alors une démarche urgente de reconquête et de satisfaction.

Envolée lyrique

Un jeune développeur lève la tête de son ordinateur, quitte son siège et va s'installer au piano. Les doigts agiles, il se lance en toute allégresse dans une partition harmonieuse. Au grand bonheur de ses coéquipiers. Ainsi va cette nouvelle planète, avec ses galaxies de startup, son univers d'intelligence, de talent et de bonheur. De beaux jours s'annoncent pour iCompass. Une fois le lancement totalement réussi en Tunisie, commencera alors la mise sur orbite, dans la région, le continent... La magie du numérique et de l'IA, c'est qu'on connaît son point d'éclosion, mais on n'arrive jamais à prédire sa sphère de rayonnement. ■

هذا العرض صالح *
من 15 جانفي إلى 15 فيفري

لأكثر معلومات
70 130 130

5 سنين
ضمان



~~49,900~~
42,800^{TTC}

7 ملايين تخفيض على 50 كمبونة أكهو

THE NEXT GENERATION
Mahindra
PIKUP



Une première en Tunisie La Startup The Landlord

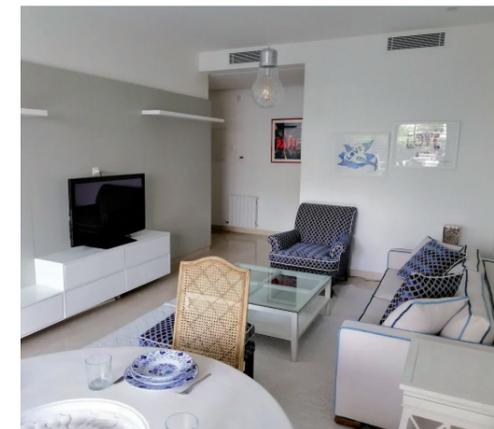
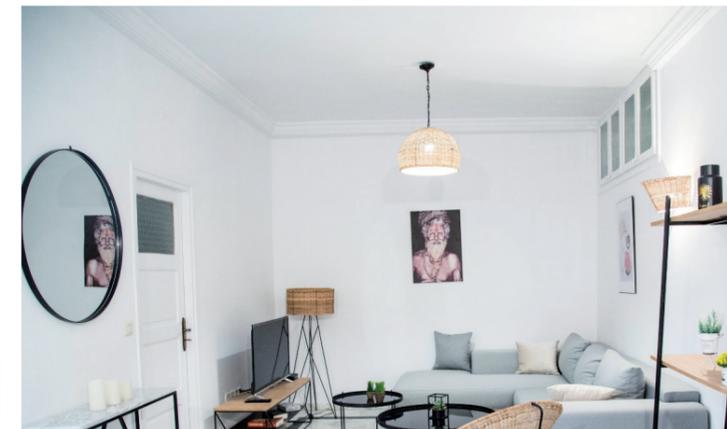
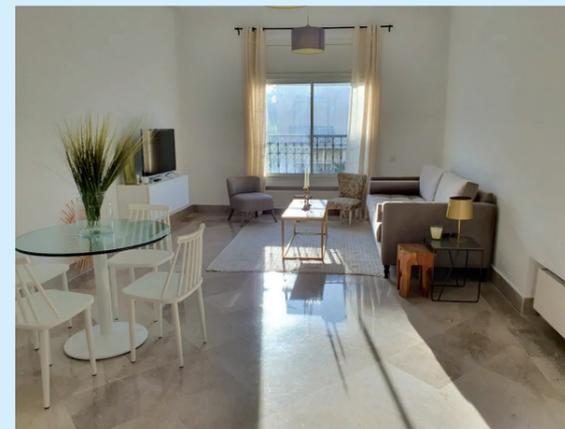


Farouk Ben Achour (IHEC Carthage, Westminster Business School, Londres), la société The Landlord a obtenu en septembre dernier le label Startup Act, décerné par l'État aux entreprises innovantes et à fort potentiel de développement.

The Landlord offre un service de conciergerie all inclusive pour les propriétaires désireux de louer leur bien immobilier sans les contraintes d'un bail classique. L'entreprise prend le logement en gestion et le met sur le marché de la location de courte durée. Elle s'occupe de la création des annonces, des photos professionnelles, des check-in et check-out 24h/24 et 7j/7 ainsi que du nettoyage et du réapprovisionnement.

The Landlord, c'est aussi une plateforme de réservation (www.property.thelandlord.tn) qui propose des logements de qualité (villas et appartements), entièrement équipés et bien situés. En pleine expansion, le parc de la jeune startup se compose actuellement de 32 biens situés principalement en banlieue nord de Tunis et à Hammamet. Des projets sont en cours de réalisation pour Kélibia, Haouaria et Raf Raf. L'objectif pour les prochaines années est d'acquies des biens en gestion sur le reste du territoire national et en particulier dans les villes à fort potentiel touristique.

The Landlord a pour politique de gérer directement et rigoureusement les logements qui se trouvent sur son site de réservations, ce qui constitue un gage de qualité pour les voyageurs désireux de passer un agréable séjour dans notre pays. 🇹🇳





Carnet de voyage...
... en Scandinavie





Copenhague : 2 jours

- Copenhague – Oslo : croisière de nuit, en ferry, durée 16h, 480 km.



Oslo : 2 jours

- Oslo – Myrdal : train, durée 4h45, 300 km.
- Myrdal – Flam : train Flamsbana, durée 1h, 15 km



Flam : 2 jours

- Safari découverte du Sognefjord, en bateau, durée 2 h
- Flam – Gudvangen : croisière de jour, en ferry, durée 2h, 200 km
- Gudvangen – Voss : bus, 1 h, 46 km
- Voss – Bergen : train, 1 h15, 80 km.



Bergen : 2 jours

- Bergen – Stockholm : avion, 1h20, 750 km

Stockholm : 2 jours



La Scandinavie, c'est trois pays sympathiques, paisibles et attrayants. Ils accueillent bon an mal an 25 millions de touristes étrangers et près de 40 millions de touristes locaux. Chez eux, le tourisme est une activité très bien organisée. Et on s'en aperçoit dès l'arrivée en ville : les bureaux de tourisme accueillent tout le monde avec le sourire et en plus avec toutes sortes de documents (cartes, brochures...) et toutes sortes de renseignements utiles : vous demandez ce que vous voulez et on vous répond aimablement sans jamais se presser : les événements dans la ville au cours de la journée, de la semaine ; la liste des hôtels ; la liste des musées ; les dessertes de bus ; des conseils... Et tout cela gratuitement et, je le redis, avec le sourire dans un local propre, lumineux, agréable... Dans certains bureaux, vous pouvez même acheter votre « pass » musée et « pass » transport pour la journée !

C'est la première chose qui frappe : ça vous rend la vie facile, vous ne vous sentez pas perdu... et vous pouvez y revenir à tout moment, même pendant la pause-déjeuner. Les agents – femmes et hommes – qui vous accueillent, je l'ai à chaque fois senti, sont compétents et aiment leur pays.

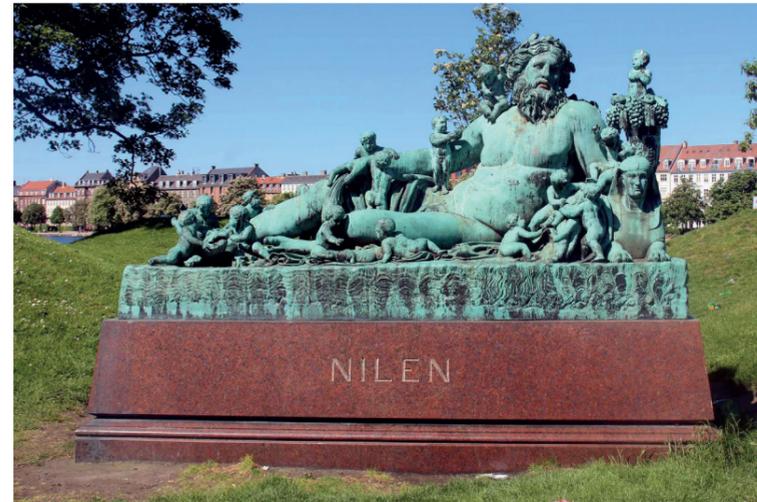
Quand je pense à ma Tunisie qui investit dans le tourisme depuis soixante ans et où on ne trouve pas encore un bureau digne de ce nom, j'estime qu'elle peut faire mieux partout à Tabarka, Tunis, Carthage, Hammamet, Nabeul, Sousse, Tozeur, Sbeitla... Nos dirigeants qui voyagent ne voient-ils pas ce que font les pays européens ? Ne se disent-ils pas « tiens, on peut faire comme eux » ? Nous avons les ressources humaines (avec une formation spécifique) et des ressources financières à lever (auprès de tous les bénéficiaires du tourisme, ce sera pour eux une obole utile). Quand vous êtes dans l'enceinte de l'aéroport de Tunis ou de Monastir, cherchez le bureau du Tourisme, vous en trouverez un... Observez ce qui s'y passe ? Regardez ce qu'il y a dans les étagères comme documents ? Quelques petites brochures... On peut et on doit améliorer l'état de nos structures d'accueil au profit des touristes locaux (en développant en particulier les voyages scolaires) et des étrangers !

Avant de faire ce périple scandinave, nous avons préparé tout « en ligne » : les étapes, les trajets, les billets de transport, les réservations d'hôtel... et une réservation de restaurant. Tout était prêt trois mois à l'avance. Je me demandais est-ce que tout ira bien ?

Je vous assure que pendant les douze jours de ce voyage à travers trois pays, il n'y a pas eu la moindre anicroche : les trains, les bus, les bateaux sont partis et arrivés aux heures prévues, et presque à la minute près ! Même le restaurant réservé longtemps à l'avance, sans rappeler la veille, je me présente à l'entrée : ma table était bien réservée !

Pour attirer tant de touristes internationaux, la marge d'incertitude devrait être – au niveau de ceux qui vous reçoivent – réduite au maximum. Car c'est bien le non-respect des horaires et de la qualité de l'accueil qui conditionne qu'un touriste soit satisfait, qu'il revienne et qu'il en parle positivement (le fameux bouche-à-oreille). L'indicateur du « taux de retour » est un facteur clé dans le développement de l'activité touristique.

Le deuxième indicateur – les dépenses hors hôtel – dans la restauration, les achats (artisanat, autres), les musées, les excursions... est tributaire de l'accueil et de l'organisation : quand le touriste dispose d'un « programme », quand il sait où il va aller et qu'est-ce qu'il va voir, il est à l'aise et sort de l'hôtel. Je l'ai constaté à Marrakech (voir Leaders n° 10). En Scandinavie, partout où je suis allé, j'ai vu que la moindre parcelle du patrimoine (un lieu, une maison d'artiste, un palais...) est bien répertoriée, avec les jours, les horaires d'accès, les tarifs d'entrée, la gratuité



étant précisée à chaque fois. Chez nous, pour trouver un musée, un, ce n'est pas évident et, deux, il faut se rendre sur place pour trouver les infos. J'en ai fait l'expérience avec le tout nouveau de Ksar Saïd, au Bardo (novembre 2019) : aucune info dans la presse sur ce nouveau musée qui venait d'ouvrir, sans avoir un site web... Une fois sur place, l'accueil est correct, l'entrée est gratuite, mais il fallait attendre l'autorisation du responsable car la principale salle du musée était occupée par une conférence sur... l'Iran. Nous avons été finalement autorisés. Mais quel beau petit musée (restauration d'un des palais du Bey de Tunis) ! Dommage qu'il ne soit pas mis plus en valeur lui et son jardin.

Personne, au sommet de la hiérarchie du tourisme tunisien, ne semble avoir pris conscience de l'importance de la communication : il ne suffit pas de dépenser des millions pour rénover un lieu, il faut consacrer un « petit budget » pour le faire savoir, pour éditer une brochure, pour signaler sa présence sur la route, sinon ça sert à quoi ! Même les Tunisiens peuvent devenir, comme en Scandinavie, plus nombreux que les touristes étrangers. A condition que...

Copenhague... et sa sirène !

A l'arrivée, vous trouvez facilement un moyen pratique et pas cher pour vous rendre au centre-ville (40 km) : le métro ! Que c'est facile et que l'on aimerait avoir le même à Tunis, unique ou presque aéroport au monde à ne pas être desservi par des transports publics !

Et encore plus facile pour trouver un endroit sympa – clean et abordable – pour se restaurer, boire et manger : le marché couvert de Copenhague, le Torvehallerne. Des boutiques et des échoppes qui vendent des plats déjà cuits ou des produits locaux – viandes, poissons, légumes – à cuire devant vos yeux. Quel régal !

Vous ne manquerez d'aller, à part le shopping, visiter le parc d'attractions Tivoli ou le quartier autogéré Christiania, ancienne ville « libre » de la capitale (1971), redevenu paisible. Original aussi le musée Viking, sans oublier d'aller faire un tour au parc Churchill pour admirer la « petite sirène » et sa « Sexy sister » (moins connue). Copenhague est célèbre pour ses nombreuses statues, toutes majestueuses et symboliques, comme celle de Nilen, le Dieu du Nil avec ses seize enfants représentant les seize niveaux de la crue du fleuve africain...





Au deuxième jour, vous pourrez faire une balade sur le canal, contempler les centaines de cyclistes de tous âges aller au travail ou à l'école en toute quiétude sur des voies balisées (Copenhague comme tout le reste du pays est une ville plate), contempler aussi le quartier portuaire Nyhavn autour du canal avec mille et une couleurs vives.

A voir aussi le spectacle gratuit du changement de la garde royale au palais d'Amalienborg. Vous y croiserez des touristes venus du monde entier. Et si vous aimez marcher, rendez-vous au Kastellet, la citadelle de la ville, la tour Rundetårn (XVIIe s.) qui permettait aux érudits d'observer le ciel, le plus vieux jardin public de la ville, le Kongens Have... Ne quittez pas la ville sans visiter – gratuitement – l' Hôtel de Ville, le Københavns Rådhus, où siègent le conseil municipal et le maire de la ville. Une curiosité

Le Danemark en bref

Entouré par la Norvège, la Suède et l'Allemagne, le royaume de Danemark est un pays plat. Il possède 443 autres îles, la plus grande étant Seeland, sur laquelle a été bâtie Copenhague par les Vikings au Xe s.



Monarchie constitutionnelle depuis 1849, le Danemark est une démocratie parlementaire. Le monarque n'exerce qu'un rôle symbolique.

Chef d'Etat : Margrethe II, la reine. Née en 1940, elle est en fonction depuis 1972. Son fils, Frederik, né en 1968, est le prince héritier.

Le pouvoir exécutif est dévolu par le monarque au Cabinet (gouvernement), qui exerce le pouvoir exécutif. Il est dirigé par un Premier ministre, nommé par la reine, qui doit avoir le soutien d'une majorité au parlement.

Le pouvoir législatif est exercé par le parlement, le Folketing, qui comprend 179 membres. Les parlementaires sont élus au suffrage universel direct par scrutin majoritaire avec une importante dose de proportionnelle, pour un mandat de quatre ans.

Le Premier ministre est habilité par la Constitution à convoquer des élections parlementaires anticipées lorsqu'il le juge politiquement profitable. Mais il a l'obligation de l'organiser si le Folketing a voté une motion de censure. Dans les faits, aucun parti n'a jamais eu la majorité des voix depuis 1909, les gouvernements successifs ont toujours été minoritaires. De fait, à chaque élection, des négociations et des alliances se font et défont entre les différents partis politiques.

Le Danemark fait partie de l'Union européenne et de l'espace Schengen, mais pas de la zone euro.

Monnaie : couronne danoise (DKK). 1 DKK = 0,13 euro = 0,42 dinar tunisien.

Fête nationale : 5 juin.

Principaux indicateurs comparés

	Population en millions d'habitants	Superficie en milliers de km ²	PNB en milliards de dollars	Revenu par habitant en dollars
Danemark	5,8	42,9*	349	60 200
Norvège	5,3	385,2	429	80 800
Suède	10,2	447,4	560	55 000
Tunisie	11,5	163,6	41	3 500

Source : Banque mondiale, année 2018. PNB = Produit national brut.
* Hors îles Féroé et Groenland.

La suite (le mois prochain) : Norvège et Suède





Une religion à la loupe... Les Chiites dans le monde

L'actualité internationale remet à l'ordre du jour l'Iran, comme en décembre 1979, et la position du pays dans la planète. Depuis plus de quarante ans, les Chiites iraniens, qui représentent près de 95 % de la population iranienne et près de 40 % de la population chiite mondiale, veulent dominer le monde en utilisant la religion. Avec plus de 9 Iraniens sur 10 de confession chiite et 4 Chiites sur 10 dans le monde qui vivent en Iran, Téhéran veut greffer sur ce « poids démographique » une large sphère régionale au Moyen-Orient et au-delà.

La question se pose en termes d'équilibre des forces dans la région et dans le monde. Les ennemis de l'Iran – Américains, Israéliens, Saoudiens, etc. – veulent coûte que coûte l'empêcher de posséder lui aussi l'arme atomique, qu'un seul pays musulman possède à ce jour (le Pakistan, qui fait contrepoids à l'Inde)



Par Samir Gharbi

et qu'un seul pays de la région possède (Israël, menacé par ses voisins depuis sa naissance en 1948), en plus évidemment des six autres : Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine et Corée du Nord. L'Irak avait bien tenté de la fabriquer, mais son dernier site, celui d'Osirak, a été rasé par les avions israéliens le 7 juin 1981.

D'où vient cette volonté des Chiites de dominer et d'exporter leur propre confession ? Combien sont-ils et où vivent-ils ? Telles sont les questions auxquelles cette rubrique «A la loupe» tentera de répondre.

Les Chiites sont, depuis 14 siècles, les principaux ennemis des Sunnites. Depuis, en fait, la mort du Prophète

Mohamed le 8 juin 632. Ils étaient 1 et son entourage. Ils sont aujourd'hui 200 millions dans le monde. Ils représentent 10 % des musulmans sur terre (certains avancent le chiffre de 15%), une minorité très agissante par rapport à la majorité sunnite (1,7 milliard d'adeptes). Voir infographies 1 et 2.

Les Chiites iraniens forment 40 % des Chiites dans le monde. Les 60 % autres sont répartis dans plusieurs pays, principalement en Irak, en Inde, au Pakistan, au Yémen, en Turquie, en Azerbaïdjan... Voir infographie 3.

Outre l'Iran, ils sont nettement majoritaires seulement dans trois pays : Azerbaïdjan, Irak et Bahreïn. Voir Infographie 4.

D'où vient le terme «chiite» ?

Le mot chiisme dérive du terme arabe ancien « chi'a », qui désigne un partisan, un disciple d'un prophète... Ainsi défini, ce mot dérivé («chi'a' tih) dans le Coran :

• Sourate 37 – verset 83 : سورة الصافات

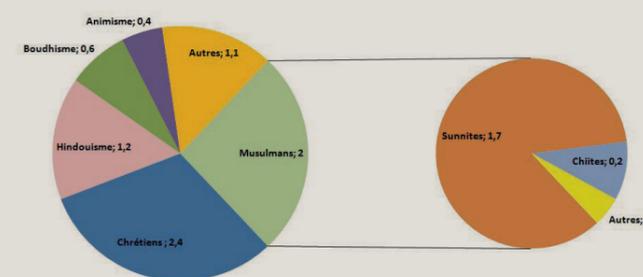
وَإِنَّ مِنْ شِيعَتِهِ لِأِبْرَاهِيمَ

Traduction complète du passage : « Paix sur Noé dans l'univers (verset 79) ; Ainsi récompensons-Nous les bienfaisants (verset 80) ; Il était, certes, un de Nos serviteurs croyants (verset 81) ; Ensuite Nous noyâmes les autres (verset 82) ; Du nombre de ses partisans, certes, fut Abraham (verset 83)...

• Sourate 28 – verset 15 : سورة القصص

وَدَخَلَ الْمَدِينَةَ عَلَى حِينٍ غَفْلَةٍ مِّنْ أَهْلِهَا فَوَجَدَ فِيهَا رَجُلَيْنِ يَقْتَتِلَانِ هَذَا مِنْ شِيعَتِهِ وَهَذَا مِنْ عَدُوِّهِ فَاسْتَغَاثَهُ الَّذِي مِنْ شِيعَتِهِ عَلَى الَّذِي مِنْ عَدُوِّهِ فَوَكَرَهُ مُوسَى فَقَضَى عَلَيْهِ...

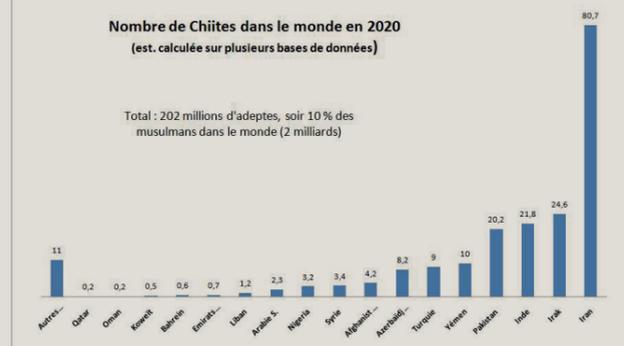
Population mondiale, selon les religions (2020) : en milliards de personnes



Sources : bases de données populations et religions, ONU, PEW, est. 2020

Nombre de Chiites dans le monde en 2020 (est. calculée sur plusieurs bases de données)

Total : 202 millions d'adeptes, soit 10 % des musulmans dans le monde (2 milliards)



Attention

Ce mot arabe de «chiisme» ne doit pas être confondu avec un mot similaire : schisme.

Attesté en français sous la forme «cisme» en 1174, le mot est emprunté au bas-latin ecclésiastique schisma qui vient du grec ancien «skhismós», qui signifie «séparation», du verbe «skhízō», qui signifie couper, fendre (source Google).

Le schisme est un terme utilisé d'abord dans le vocabulaire religieux pour désigner l'acte par lequel un groupe qui appartient à une confession religieuse rompt avec celle-ci et reconnaît une autorité spirituelle différente.

Dans le langage ordinaire, le mot désigne la «scission» d'un groupe, d'une école de pensée ou d'un parti.

Traduction : «Il entra dans la ville à un moment d'inattention de ses habitants; il y trouva deux hommes qui se battaient, l'un était de ses partisans et l'autre de ses adversaires. L'homme de son parti l'appela au secours contre son ennemi. Moïse lui donna un coup de poing qui l'acheva...».

Brève histoire après la mort du Prophète Mohamed

Au début de l'ère islamique, le terme « shī'ite » était utilisé dans son sens initial pour désigner des partisans de telle ou telle personne.

Ce n'est qu'après la division des musulmans que le terme a acquis le sens unique de « partisans d'Ali », ceux qui croient en lui. Jusqu'à ce jour, les Chiites croient que la raison de suivre Ali était motivée, selon eux, par l'exigence du Prophète, lequel aurait préféré Ali, qui était à la fois son cousin et son gendre (il avait épousé Fatima Zahra, fille du Prophète), pour lui succéder...

Après la mort d'Othman et la bataille de Siffin (Syrie) en 657, se produit le premier grand « schisme » musulman (dans le sens français du terme) : la division (ou la discorde, la fitna). Les musulmans se fracturèrent en trois groupes distincts et plus ou moins hostiles :

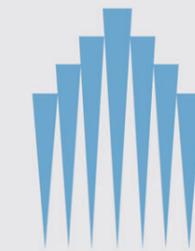
- les chiites, partisans d'Ali (né vers 600) comme premier successeur du Prophète (né en 571);
- les sunnites qui estimèrent que la succession du Prophète n'était pas restreinte à Ali, mais comprend tous les membres de la tribu du Prophète.
- Les kharijites, qui disaient que n'importe quel musulman «digne et apte » peut devenir calife...

Les Chiites ne se contentèrent pas de la nomination de Ali comme quatrième calife, de 656 à 661, à la suite de Abou Bakr, Omar et Othman. En raison en particulier de l'assassinat de Ali par un commando kharijite en 661.

Depuis cette époque à ce jour, les Chiites en veulent aux Sunnites et aux Kharijites de les avoir écartés de la succession directe du Prophète. Ils ont développé une sorte de schizophrénie, laquelle a abouti à la formation d'un groupe différent avec ses propres traditions, ses rites et ses pratiques de l'Islam. Ils ont créé tout un clergé religieux, avec une hiérarchie allant du mollah à l'ayatollah en passant par hodjatoleslam, chose non prévue dans le Coran qui affirmait qu'entre Dieu et les croyants il n'y a pas d'intermédiaire, contrairement aux Chrétiens.

Les Chiites estiment toujours que la succession du Prophète (le califat) aurait dû revenir aux seuls «Alides», c'est-à-dire aux descendants d'Ali. Eux-mêmes, ils se sont subdivisés en de nombreuses tendances : les Imamites, les Ismaéliens, les Zaydites, les Alévis (Turquie), les Alaouites (Syrie), les Druzes (Liban), etc..

S.G.



SIMPAR
ISO9001

Since 1973

RESIDENCE LA BRISE Jardins de Carthage

Vous invite à découvrir son nouveau projet "LA BRISE" sis aux jardins de Carthage. Résidence de très HAUT STANDING abritant 17 appartements S+1, S+2 et S+3 ainsi que 2 Duplex et un grand parking sous sol.

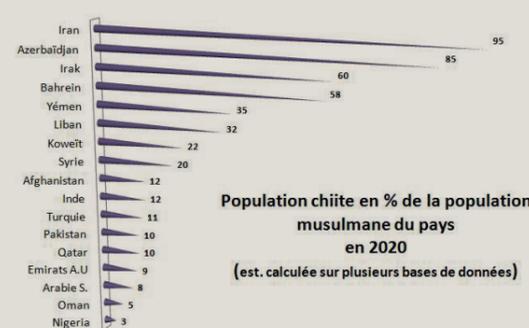
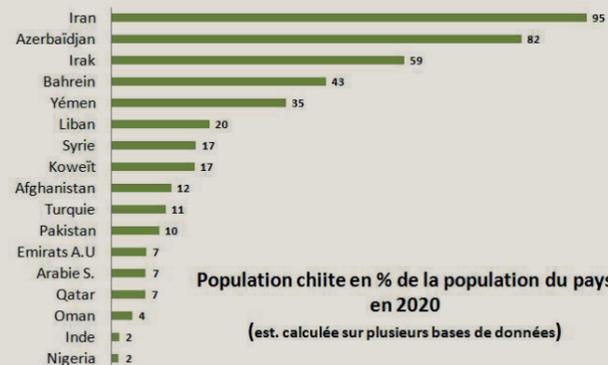


Pour plus d'informations, nous contacter au :

simpar@planet.tn
www.simpar.tn



29 921 011 / 29 921 009



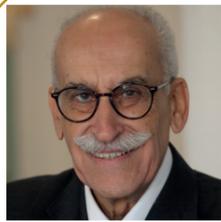


En 1591, une révolte de ces soldats contre leurs officiers supérieurs (les bouloukbashî-s) aboutit à l'émergence d'une nouvelle force politique issue de leurs rangs, celle des deys. Deux des plus avisés d'entre ces militaires réussirent à concentrer entre leurs mains la réalité du pouvoir, permettant ainsi au pays de retrouver la vieille tradition centralisatrice et à ses habitants de renouer avec la stabilité, voire une certaine prospérité. Il s'agit de Othman Dey (1598-1610) et de Youssouf Dey (1610-1637)

Comme il était cependant impossible de tenir le territoire sans faire appel à d'autres autorités et que les deys surveillaient prioritairement Tunis, le littoral, les ports et les places fortes, le personnage du Bey, chargé d'assurer l'ordre à l'intérieur du pays et de prélever les impôts, par la force des armes le cas échéant, ne tarda pas à représenter une puissance redoutable. Par ses liens avec le pays profond, ses alliances avec les tribus soumises, la force de ses armes et, surtout, les ressources que lui assurait sa haute main sur les impôts, le Bey disposait d'atouts considérables. Pour que la réalité du pouvoir passât dans ses mains, il fallait qu'il eût le talent et l'audace nécessaires pour réduire l'autorité des deys à la portion congrue. C'est à un jeune converti originaire de Corse, Giacomo Santi, devenu Mourad en islam, que le destin attribua cette entreprise. Elevé au rang de bey à la mort de son maître et beau-père Ramadhan Bey, il s'impose par son énergie. Ses victoires sur les puissantes tribus dissidentes Ouled Saïd et Ouled Chenouf assoient son autorité sur l'intérieur du pays et lui assurent aux yeux des autochtones un prestige qui joue en faveur de l'ordre politique issu de la conquête ottomane. La sagacité et la forte personnalité de Youssouf Dey aidant, Mourad agit de concert avec ce dernier. Leurs efforts conjugués contribuèrent à fixer le cadre territorial de ce qui allait devenir la Tunisie moderne. C'est ainsi qu'en 1613 Djerba, qui dépendait alors de Tripoli, fut rattachée à la régence de Tunis

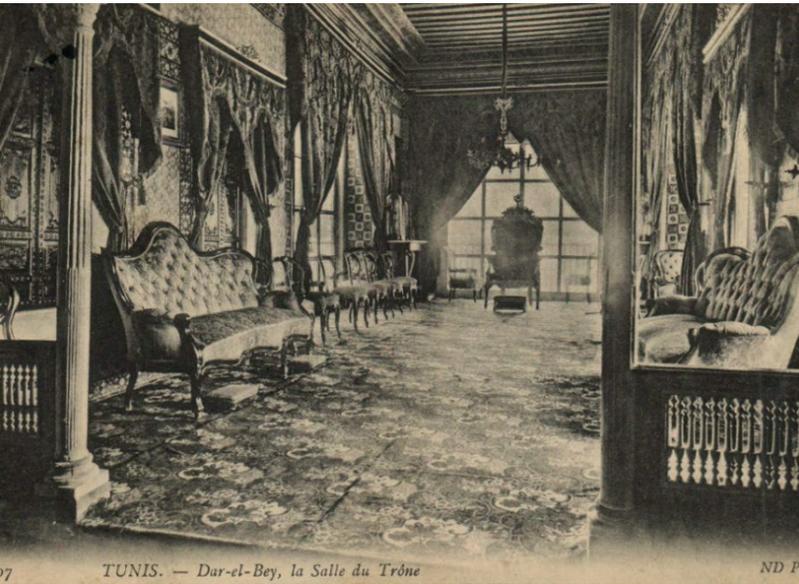
Aux origines de l'état beylical: la dynastie mouradite

1574. La Tunisie, siège durant trois siècles de l'émirat hafside, est désormais une province ottomane conquise de haute lutte par Sinan Pacha. Administrée directement par le gouvernement impérial turc, elle a certes échappé à une domination espagnole qui aurait été vécue comme un grave revers du Croissant face à la Croix, mais la situation était loin d'être rassurante. Des régions échappaient à toute autorité et de puissantes tribus, refusant le nouvel ordre politique, tenaient la dragée haute aux nouveaux maîtres du pays. Aux désordres qui affectèrent l'ensemble du territoire à la suite de la décomposition de l'Etat hafside puis du conflit entre l'Espagne et la Turquie ottomane s'ajoutèrent les effets délétères de l'instabilité des pouvoirs et de la turbulence de la milice des janissaires.



• Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

■ Le Dar el Bey à Tunis (le mobilier est d'époque husseïnite)



■ Mosquée de Youssouf Dey à Tunis



■ Une zone de dissidence: le Djebel Ousselat



En 1631, Mourad Bey sollicite de la Sublime Porte et obtint le titre de pacha. Il meurt peu de temps après. Son fils Hammouda lui succède avec la bénédiction de Youssef Dey. En 1637 celui-ci meurt. Un «renégat» originaire d'Italie, Osta Mourad «Genovese», aidé par Mami «Ferrarese», lui succède, marquant comme le dit l'historien André Raymond, l'apogée de la puissance des chrétiens convertis à l'islam. Osta Mourad fut lui aussi un grand dey, protecteur des non-musulmans. Entre autres réalisations, on lui doit Porto-Farina, son port et ses fortifications et la mise en valeur de la Mohammedia. Il mourut en 1640.

Les querelles internes au corps de la milice ainsi que le tarissement relatif des ressources à cause du déclin de l'activité corsaire et l'instabilité de la fonction (une vingtaine de deys se succèdent entre 1637 et 1702), sont mises à profit par Hammouda Bey pour étendre son pouvoir et lui donner un caractère héréditaire. En 1658, il obtient du Sultan non seulement le titre de pacha mais aussi le droit de fonder une dynastie. En 1662-63, il nomme l'aîné de ses fils, Mourad, à la tête du Camp «mhalla», la colonne armée du bey chargée d'assurer l'ordre intérieur et de lever les impôts.

A Mohamed El Hafsi, il confie le gouvernement de Kairouan, du Sahel et de Sfax, et à Hassan Béja et le Nord-Ouest (Friguya). Hammouda Pacha meurt en 1666 au bout de 35 ans de règne durant lesquels il réussit à assurer la stabilité, notamment en mettant fin à la dissidence de certaines tribus dont les fameux Drîd. Il renoua tant bien que mal avec la vieille tradition dynastique du pays sans pour autant réussir à éliminer les pouvoirs du Divan des janissaires et des deys, certes désormais soumis mais susceptibles de remettre en cause le nouvel équilibre. Il fut un grand bâtisseur. On lui doit l'actuel palais du gouvernement, le Dar El Bey, la mosquée qui porte son nom, la tourba familiale et un aménagement des souks de Tunis auquel contribua également Youssouf Dey. Il fit édifier un aqueduc entre Ras Tabia et Tunis, l'hôpital d'El Azafine dans la médina, et à Kairouan le mausolée de Sidi Sâhib.

Son fils Mourad II lui succède. Il poursuit l'œuvre de son père en réduisant davantage les pouvoirs des deys. Il renforce la légitimité de sa famille en châtiant les caïds prévaricateurs, en rétablissant le calme dans le sud et en réprimant la révolte du Djebel Ousselat. La puissance de ses armes et l'étendue de son autorité

lui permirent même d'aller jusqu'à Tripoli rétablir l'ordre. Son trône est cependant menacé en 1673 à l'occasion d'un complot ourdi par le dey et le divan auquel s'étaient joints des contingents bédouins. Il en réchappa de justesse. Mourad II prolongea l'œuvre de son père et donna au pays des monuments d'utilité générale comme le pont de Medjez El Bab et la mosquée de Gabès.

Malgré le long règne de Hammouda et les neuf années de Mourad, la précarité consécutive à la superposition des autorités issues de la conquête ottomane continuait de menacer les fragiles équilibres que le système de gouvernement issu de la conquête ottomane maintenait bien difficilement. La querelle dynastique qui au lendemain de la mort de Mourad II déchira sa famille en opposant les frères Mhammad et Ali et leur oncle El Hafsi allait mettre en péril non seulement la fonction beylicale mais l'ordre politique tout entier. Elle fut aggravée par l'intervention d'autres acteurs et notamment la milice et les deys. A l'intérieur du pays, les vieilles dissidences réduites par la force des armées mouradites renaissaient, ici et là, de leurs cendres. Quant à l'ingérence des militaires d'Alger et de Constantine, appelés à la rescousse,

elle contribua à la complexité d'une guerre civile longue et sanglante. Ingérence qui allait se répéter et qu'on retrouverait au XVIIIe siècle au temps des deys husseïnites. Tunis ne réussira à se débarrasser de cette humiliante tutelle qu'en 1807. Le gouvernement impérial turc suivait bien sûr ce qui se déroulait dans la province et veillait à ce que les troubles ne remettent jamais en

cause sa légitimité. Son intervention se faisait soit directement en conférant la dignité de pacha, soit en confiant à l'odjaq d'Alger la mission de pénétrer en territoire tunisien.

Il serait fastidieux de présenter les péripéties de cette guerre civile dans le détail. Retenons qu'elle dura dix ans de 1675 à 1686, qu'elle opposa non

seulement les frères Mhammad et Ali mais aussi leur oncle Mohamed El Hafsi qui, au nom du droit de primogéniture, réclama que ses neveux lui cèdent le pouvoir. Sur ce conflit familial vint se greffer la prétention des deys à restaurer le pouvoir qui fut le leur au temps de leurs illustres prédécesseurs, Othman et Youssouf, et que les deys Mourad I, Hammouda Pacha et Mourad II avaient considérablement réduit. Autre caractère de cette guerre civile : elle déborda largement les limites de la ville de Tunis en s'étendant à diverses régions du pays en impliquant de la sorte les populations autochtones ou plus exactement les chefs bédouins. En voici les principaux épisodes: Mohamed El Hafsi réussit à supplanter son neveu Mhammad avec la complicité de Ali bey et l'appui du divan des janissaires. Evincé, Mhammad se réfugia au Kef et bat le rappel de ses nombreux partisans. El Hafsi, redoutant une défaite qui aurait abouti à sa mort, abdiqua et quitta le pays. Mhammad reprend le pouvoir, tandis que son frère Ali se réfugia auprès du bey de Constantine. Selon un scénario classique, il s'allie aux Hannancha, puissante tribu des confins algéro-tunisiens et depuis longtemps impliquée dans les luttes politiques de l'une et l'autre des régences. Sur ces entrefaites, El Hafsi



■ Mausolée de Sidi Sahib à Kairouan

Bey, l'oncle évincé, ayant repris du poil de la bête auprès du gouverneur de Tripoli, réussit à obtenir du sultan le titre et les attributions de pacha, ainsi qu'un contingent militaire chargé d'assurer son accession au pouvoir. Mhammad Bey, en accord avec le dey et le divan des janissaires, empêcha cependant le débarquement de l'oncle qui regagna Constantinople, suivi quelque temps plus tard par une délégation mandatée par Mhammad pour gagner le grand vizir à sa cause. Exit El Hafsi. Quant à Ali Bey, ayant rallié à sa cause non seulement les Hanancha mais aussi d'autres tribus, il pénétra en Tunisie et prit ses quartiers au Djebel Ousselat dont la population, toujours prompte à la rébellion, le reçut bien volontiers, Mhammad Bey les ayant rudement réprimés naguère. Mhammad quitte Tunis et va au-devant de son frère, sans succès (1677). Il est de nouveau contraint de se réfugier dans la place forte du Kef. Il s'ensuivit diverses escarmouches entre les deux frères sans résultat décisif. Après maints épisodes, Mhammad entre de nouveau à Tunis pendant qu'Ali était occupé à rétablir l'ordre dans le lointain Djérid. Ils s'affrontent de nouveau dans la région du Fahs puis se replient, Ali Bey à Sousse qui lui était restée fidèle et Mhammad dans sa bonne ville du Kef. Coup de théâtre dans cette tragédie : mettant à profit l'absence des deux frères, l'oncle El Hafsi réapparaît soudain à Tunis. Rejeté par le Divan, il rejoint son neveu Ali au Sahel. A cette épouvantable anarchie, s'ajoute l'intervention, à la tête de son armée, du dey d'Alger. Il tenta de réconcilier tout le monde sans grand succès. El Hafsi est exilé de nouveau par les soins du dey Tabaq partisan de Ali Bey et ce dernier s'installe à Tunis, et plus exactement au Bardo, résidence princière hafside et qui présentait l'avantage d'être relativement éloigné de Tunis et donc de la milice des janissaires. Les excès commis par ses hommes amènent la population tunisoise à se révolter et à faire allégeance au nouveau dey Ahmed Chelbi. Celui-ci, craignant d'être chassé par les troupes d'Ali, fait appel à Mhammad. Nouveaux affrontements fratricides. La situation

était d'une confusion telle, nous dit André Raymond, que pour conclure un traité avec la régence, la France dut le faire signer à Tunis par le pacha, le dey Ahmed Chelbi, Manyout, un bey fantoche nommé par Chelbi et, dans la rade de Sousse, par Mhammad et Ali ! Face au péril d'une restauration de l'autorité du divan et du dey, les frères finirent par se réconcilier. Ils firent appel au Dey d'Alger et à son armée, et, après un siège de huit mois, ils pénétrèrent à Tunis en juin 1686. Peu de temps après, Mhammad, prenant prétexte d'un crime scandaleux commis par un des soldats d'Ali, fit assassiner son frère et se retrouva seul au pouvoir. Arès avoir été investi par le Dey d'Alger au nom du sultan, il réussit à s'en débarrasser contre le versement d'une forte indemnité.

Après l'anarchie qui éprouva le pays lors de la guerre civile, le règne de Mhammad Bey, qui dura jusqu'en 1696, permit un relatif redressement. Il rétablit l'autorité beylicale sur les deys, ramena l'ordre dans le pays en matant les dissidents tels que les Ouled Saïd et les coriaces habitants d'El Hamma. Il contribua à l'essor urbain et architectural de Tunis par la construction de souks au profit de la prospère corporation des fabricants de chéchias et en édifiant l'unique exemple de mosquée ottomane. On lui doit aussi des travaux hydrauliques dans diverses régions, comme le barrage du Batan ainsi que des mosquées et medersas au Kef, à Bèjà, à Gafsa, à Gabès



■ Le Kef et sa citadelle

et à Kairouan. Mhammad releva et embellit la résidence princière d'époque hafside du Bardo et qui allait devenir la résidence officielle des monarques tunisiens jusqu'à l'époque contemporaine.

Ce calme retrouvé dans la province semble avoir satisfait le Sultan qui l'éleva au rang de pacha à deux tough-s (queues de cheval). Mais dans les dernières années de son règne, la menace algérienne pointa de nouveau. Chaabane, dey d'Alger, affirmant agir au nom du gouvernement sultanien (ce qui n'était pas impossible), accusait Mhammad de susciter des troubles à la frontière et « d'avoir contracté avec le roi du Maroc une ligue offensive et défensive » (correspondance avec la France publiée par Plantet). En 1694, Chaabane attaque la régence et occupe Tunis où il place un bey et un dey, obligeant Mhammad à se réfugier à la campagne. Après le départ des Algériens en janvier 1695, les exactions des autorités fantoches avaient hérissé la population tunisoise et Mhammad put retrouver son trône jusqu'à sa mort survenue le 14 octobre 1696.

Le relatif redressement que connut la malheureuse régence grâce à Mhammad Bey ne fut cependant guère durable. Sur des fondements institutionnels aussi fragiles, dans un pays aussi affecté par toutes sortes de désordres et de violences, il suffisait que le pouvoir réel ne fût plus exercé par un homme autoritaire et avisé pour que tout s'effondre. De fait, la

dynastie mouradite eut le malheur d'avoir pour successeurs de Mhammad deux princes incapables de poursuivre l'œuvre de redressement au profit du modèle monarchique beylical.

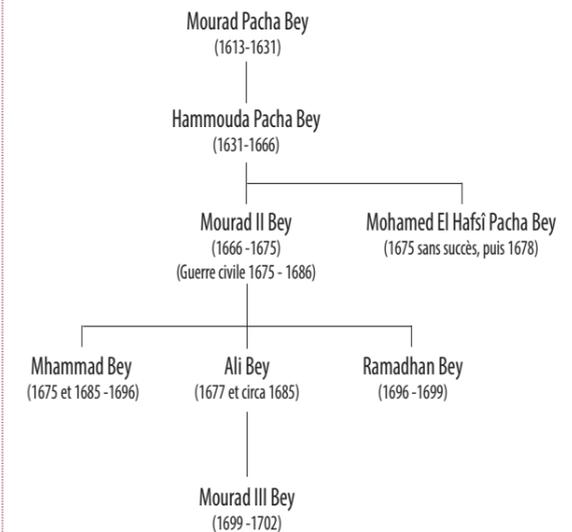
En effet, Ramadhan Bey (1696-1699), troisième fils de Mourad II, était peu aguerri. Il se laissa dominer par la personnalité fantasque de son favori, un renégat du nom de Mezhoud. Dans une atmosphère très orientale, on fit croire au bey qu'un complot se tramait contre lui en faveur de son neveu Mourad, fils d'Ali. Pour l'empêcher d'accéder jamais au pouvoir sans aller jusqu'à l'assassinat, on décida de crever les yeux du jeune prince. Le chirurgien européen chargé de cette épouvantable besogne eut pitié de lui et s'arrangea pour faire croire à une énucléation totale. Le prince garda plus ou moins la vue mais les circonstances de ce drame ne manquèrent pas d'affecter son esprit. Quelque temps plus tard, il s'échappa du Bardo, rallia à sa cause les populations, tua Ramadhan et se fit proclamer bey en mars 1699. Le règne de Mourad III - si bien décrit dans la pièce de théâtre écrite par Habib Boularès et mise en scène par Aly Ben Ayed - fut tragique au plein sens du terme. En fait, son despotisme débridé (muni d'une épée ottomane dite bâla, il décapitait à tour de bras, d'où son surnom de Mourad Bou Bâla) le distinguait des princes orientaux, ses semblables, plus par son intensité que par sa cruauté ou sa soudaineté. Il n'était pas dénué de sens politique. Il semble, en tout cas, qu'il ait eu conscience que l'expérience beylicale mise en œuvre par sa famille depuis les premières années du XVIIe siècle ne plaisait guère à l'oligarchie ottomane d'Alger ni, sans doute, au gouvernement du Sultan. Il savait aussi qu'à Tunis, le Divan et les deys, malgré le succès du modèle beylical, ne désespéraient pas de restaurer leur pouvoir si l'occasion venait à se présenter. C'est sans doute pour cela qu'il monta une expédition contre la régence voisine et mit le siège durant cinq mois devant Constantine. N'ayant pas réussi à la prendre, il regagna Tunis en octobre 1701. L'année suivante, il se proposait de tenter de nouveau

■ Barrage du Batân



l'aventure lorsqu'il fut assassiné par l'agha des spahis Ibrâhîm dit Chérif. Cet officier de haut rang appartenait peut-être à l'un des contingents algériens intervenus à diverses reprises dans la vie politique tunisienne, et, peut-être se serait-il engagé dans l'armée de Tunis comme cela était fréquent à l'époque ottomane et avait-il gardé des relations avec la milice d'Alger. Peut-être aussi était-il l'exécutant d'instructions venues de Constantinople qui souhaitait mettre un terme au projet dynastique inauguré par les mouradites. Ce n'est pas exclu. Afin d'exercer la plénitude du pouvoir, Ibrahim se proclama bey et dey et obtint du sultan, en 1703, le titre de pacha. Par une mesure effroyable et radicale mais assez fréquente en pays d'Orient, il fit massacrer tous les membres de la famille beylicale. Une autre incursion algérienne eut raison de son pouvoir. Il fut fait prisonnier le 10 juillet 1705 et son lieutenant Hussein Ben Ali Turki, élevé au rang de bey par les troupes, fut appelé au pouvoir par les notables. Avec lui, commençait la seconde expérience dynastique de la Tunisie ottomane, celle des beys husseinites qui, après une première phase difficile marquée par une guerre de succession, réussit à concentrer entre les mains du bey tous les pouvoirs et consolider une monarchie héréditaire qui durera deux siècles et demi, de 1705 à la proclamation de la république le 25 juillet 1957. Incontestablement, l'Etat beylical s'est épanoui grâce aux Husseinites qui surent

La dynastie Mouradite



établir des liens solides avec les élites du pays, obtenir du suzerain turc une autonomie réelle et acquérir une légitimité admise par tous. Il ne faudrait cependant pas négliger l'apport de leurs prédécesseurs, les beys mouradites, dans l'émergence, pour la première fois depuis la conquête de 1574, d'un modèle dynastique autonome et centralisateur. ■

Md. A. B.A.



La cité antique

Le cadre de la vie sociale, dans l'antiquité, était non pas la nation, mais la cité. Dotée d'une campagne plus moins étendue, où s'étaient les champs de son domaine rural, la cité concentrait dans son centre urbain, là où s'organisait sa vie publique, son habitat, son administration et son activité économique. La ville antique était ainsi un fait urbain, pourvu d'un territoire agricole et, en même temps, un corps social encadré par des instances dirigeantes, administratives ou politiques. Dans la Grèce classique et, souvent encore, à l'époque hellénistique, les cités étaient des «cités-Etats»; c'est-à-dire qu'elles étaient politiquement indépendantes et que l'idéal politique était alors celui de ces Etats minuscules. Toute communauté qui ne vivait pas dans une cité, qui était dépourvue d'une organisation civique, était alors considérée comme barbare. La « cité-Etat » était ainsi, pour les Grecs, la marque d'une supériorité, d'une prééminence sur la peuplade et la tribu. Etre, en ce temps-là, «civilisé» était être le citoyen (civis en latin) d'une cité et croire, en tant que tel, à l'infériorité de celui qui ne l'était pas, de celui qui était différent de soi.



• Par Ammar Mahjoubi

Mais dans les royaumes hellénistiques et dans les provinces de l'empire romain, les «cités-Etats» n'étaient plus que des cités autonomes.

Celles de notre pays, c'est-à-dire celles de la provincia Africa, jouissaient, néanmoins, comme celles des autres provinces de l'Empire, d'une autosuffisance confinante à l'autarcie. Les Etats de l'époque antique étaient donc soit minuscules –les cités-Etats- soit très grands- les royaumes et les Empires. Tout ceci ne concerne, cependant, que les régions «civilisées» pourvues de cités-Etats ou de cités autonomes. Mais à mesure que s'étendait la civilisation antique, les villes s'organisaient de façon progressive en cités ; si bien que ce système civique se répandit, dès l'époque hellénistique, dans la majeure partie de la Méditerranée orientale et du Proche-Orient, avant de concerner les pays du Maghreb à l'époque punique puis de se développer, sous l'Empire romain, dans tout l'Occident latin, du Sahara jusqu'au Rhin et au Danube.

La cité antique ne comptait que quelques milliers d'habitants, alors que la nation, à notre époque, se mesure en millions d'âmes. P.Veyne, dans *Le pain et le cirque* (p.114-112), souligne que la taille des groupes humains a évolué de la sorte au cours de l'Histoire, et que les petits groupements de jadis sont devenus des rassemblements considérables. Il se réfère, notamment, à l'article de P.Claval sur *La théorie des villes* (Revue géographique de l'Est, VIII, 1968, p.3-56) et aussi aux «auroles de Thünen» (Der isoliertestaats), qui expliquent le phénomène urbain par les contraintes techniques et économiques qui pèsent sur les relations des individus, sur les transports, l'information, et qui découpent la surface terrestre en régions pourvues, chacune, d'un lieu central : la ville. Grâce à leurs groupements, et aux commodités offertes par le cadre urbain, les individus peuvent optimiser leurs liens, assurer leurs interrelations, tandis que les campagnards se rendent en ville pour faire le tour des boutiques. Cette solution rationnelle est, toutefois, susceptible d'être confirmée ou, au contraire, infirmée par l'histoire; car les classes dirigeantes n'ont pas toujours suivi la voie de l'habitat groupé. L'exemple classique, rappelé par Veyne, oppose la noblesse des villes, dans l'Italie médiévale et moderne, à l'habitat campagnard des nobles, dans la France de l'Ancien Régime. L'habitat groupé est donc un fait historique autant que géographique.

Beaucoup d'historiens pensent que c'est l'économie, ce sont les relations commerciales qui sont à l'origine des villes, du moins, de leur développement. Les villes médiévales, pour le médiéviste français H.Pirenne, étaient des villes de marchands ; la ville, assurait-il, était née du marché et elle avait marqué les débuts du capitalisme commercial. Mais l'Allemand Sombart avait objecté, dans son traité *Der moderne Kapitalismus*, cité par Veyne, que les habitants des villes, au Moyen Age, étaient principalement soit des rentiers du sol, soit des chefs politiques, rois ou seigneurs laïques ou religieux ; leurs revenus provenaient donc soit des campagnes,

soit des impôts. Et c'est grâce à eux que se fixaient, dans la ville et les artisans qui les servaient et les boutiquiers qui servaient les artisans. La ville au Moyen Age ne faisait donc vivre du commerce qu'une petite minorité d'habitants ; de façon au reste fort modeste, et seulement lorsqu'elle était déjà suffisamment développée. Quoi qu'on en dise, l'économie et le commerce ne jouaient qu'un rôle peu important, et les fonctions de la ville n'étaient pas nécessairement économiques. Elle était surtout le lieu central du gouvernement, de la classe dirigeante, n'avait pas d'activités mercantiles primordiales et n'était que rarement, comme Gènes ou Venise, un centre commercial. Manifeste, par contre, était sa fonction sociale, car elle réunissait tout ce qui permettait la vie en société: bâtiments publics, politiques ou administratifs, monuments religieux, édifices culturels, voués aux loisirs.

Cette situation des villes médiévales et modernes était comparable à celle des cités antiques peuplées de quelques dizaines de milliers d'âmes, principalement des propriétaires du sol, qui se partageaient les champs du terroir dans le territoire campagnard de leurs cités. Leurs centres urbains étaient le lieu où ces possédants dépensaient les revenus de leurs terres; ils y faisaient vivre des artisans et une domesticité importante, essentiellement servile, qui constituait souvent, peut-être, la majorité des habitants. Veyne cite l'exemple de Pompei, avec ses trois sortes d'édifices : des constructions publiques, civiles ou religieuses, un habitat avec des hôtels particuliers, nombreux ou plutôt majoritaires, et des boutiques d'artisans ou de commerçants. Nettement plus grandes et plus peuplées existaient aussi des capitales régionales comme Thysdrus(El Jem), ou des capitales de province comme Carthage.

Certaines, parmi les cités antiques les plus importantes, étaient des places de commerce, comme Antioche (Antakya, aujourd'hui en Turquie, près de la frontière syrienne), base des caravanes d'Asie centrale, ou Alexandrie, avec son commerce maritime. Mais Veyne ne

pense pas, au vu des chiffres, que les trafics maritimes ou caravaniers aient pu faire vivre des accumulations humaines aussi importantes. «Il en est de leur commerce fameux», écrit-il, «comme aujourd'hui de la pêche en Bretagne. C'est la partie voyante et caractéristique de leur économie, mais cela ne peut faire vivre beaucoup de gens.» Antioche, comme Alexandrie «devaient vivre avant tout des revenus de leur terroir.»

Les villes antiques et, de façon générale, les villes préindustrielles, assure Veyne, n'étaient des cités que si les rentiers du sol y constituaient une classe sociopolitique, comme la catégorie sociale des «décurions», qui gouvernait les cités provinciales du monde romain. Max Weber (Religions soziologie, I, p.291-295 et 380-385) oppose, à ce propos, les cités provinciales occidentales de l'Empire, y compris donc celle de la province africaine, aux villes de l'Inde et de la Chine. Là, souligne-t-il, la ville était la résidence des mandarins et n'avait pas d'autonomie; les mandarins y étaient les organes du pouvoir central. Par contre, les cités romaines, dans les provinces, jouissaient d'une large autonomie; le pouvoir politique y était détenu par les notables, propriétaires agricoles dans le terroir de la cité. Ils exerçaient leurs magistratures dans le centre urbain et il existait une véritable union, une symbiose entre la ville et sa campagne. Jouissant d'une autonomie qui confinait à l'autarcie, la cité romaine était ainsi le centre de décision effectif pour tout ce qui concernait quotidiennement sa vie sociale.

Libérées de la présence pesante du pouvoir central, installé à Carthage, les cités de la province africaine se suffisaient socialement et administrativement; économiquement autarciques, la sollicitude de leurs évergètes les truffaient de beaux monuments, s'évertuant à les embellir aux dépens de ceux qu'érigeait la cité voisine. «Quand un Romain ou un Grec, sujets de l'empereur de Rome, parlent de la patrie», note Veyne, «ce mot de patria désigne leur cité et jamais l'Empire... Il n'y avait d'associations que locales et on était membre du «collège» des charpentiers de Lyon ou des boulangers



de Sétif». Veyne reproduit une page de De la démocratie en Amérique où Tocqueville fait l'éloge du Self-gouvernement et qui, assure-t-il, fait bien comprendre ce qu'a pu être une cité antique : «La commune est la seule association qui soit si bien dans la nature que, partout où il y a des hommes réunis, il se forme de soi-même une commune. C'est l'homme qui a fait les royaumes et crée les républiques; la commune paraît sortir directement des mains de Dieu. Le gouvernement central confère de la puissance et de la gloire à ceux qui le dirigent, mais les hommes auxquels il est donné d'influer sur ses destinées sont en très petit nombre; l'ambition ne peut prendre ces hautes fonctions pour le but permanent de ses efforts. C'est dans la commune, au centre des relations ordinaires de la vie, que viennent se concentrer le désir de l'estime, le besoin d'intérêt réel, le goût du pouvoir et du bruit. On s'attache à la cité pour une raison analogue à celle qui fait aimer leurs pays aux habitants des montagnes: chez eux la patrie a des traits marqués et caractéristiques; elle a plus de physionomie qu'ailleurs»

L'autarcie de la cité ne pouvait, certes, celer sa dépendance, l'absence frustrante de souveraineté; mais obéir à l'empereur romain, pour les notables municipaux, n'était pas semblable à une soumission, à l'assujettissement à une puissance étrangère. Ils pouvaient être farouchement

attachés à leur petite patrie et, en même temps, fidèles inconditionnellement au pouvoir impérial, fiers de leur citoyenneté romaine. Dans la pensée politique d'Aristote, étudiée par Hermann Rehm, note Veyne, l'autarcie est le seul vrai critère de l'Etat; l'idéal de l'Etat aristotélicien demeure, sans doute, l'indépendance, la souveraineté, mais celle-ci découle de son autarcie: autonome, la cité se suffit et dispose d'une individualité accomplie.

Bien avant l'instauration de l'Empire romain, l'heure de la décadence avait sonné, dès l'époque hellénistique, pour les «cités-Etats». Faibles ou puissantes, elles ne pouvaient rivaliser avec les royaumes, dès que ceux-ci mettaient leur poids dans la balance; l'ère de la souveraineté des cités était révolue, malgré leurs efforts de s'organiser en confédérations pour conserver quelque importance. En tant qu'entités autarciques, par contre, les cités commencèrent à proliférer dès cette époque et à prospérer plus que jamais sous l'Empire romain; gagné par une urbanisation généralisée, l'ensemble du monde romain vécut désormais sous le régime de l'autorité locale. «Pendant un demi-millénaire (écrit Veyne), l'existence de dizaines de millions d'hommes s'est résumée ainsi: soumission résignée aux puissances lointaines qui dirigent le royaume ou l'empire, intérêt passionné pour les affaires de la cité».

A.M.

Epargne  الخير

سبِق الخير... تلقى الخير بزائد.



EPARGNE EL KHIR vous assure :

- Une rémunération exceptionnelle au taux de 5% l'an;
- Une disponibilité totale et une sécurité des fonds;
- Une bonification des taux d'intérêt lors de l'octroi de crédits*.

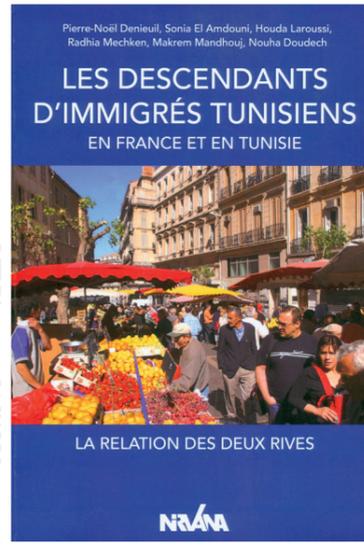
*Après étude et validation du dossier en agence.

www.atb.tn

  Arab Tunisian Bank


ATB
البنك العربي التونسي

Des professionnels
pour vous.



Descendants d'immigrés tunisiens en France et en Tunisie

Une génération abandonnée ?



■ Pierre-Noël Denieuil ■ Sonia El Amdouni ■ Houda Laroussi ■ Radhia Mechken ■ Makrem Mandhouj ■ Nouha Doudech

Que savons-nous au juste de ces pas moins de 365.000 descendants d'immigrés tunisiens en France? Et de ceux qui sont revenus en Tunisie ou y sont toujours demeurés? Quels sont les profils, les attentes et les modes d'intervention des descendants, enfants et petits-enfants d'immigrés. Et sommes-nous parvenus à identifier les leviers favorisant leur contribution au développement de la Tunisie? Autant d'interrogations cruciales qui cherchent réponse. La désarticulation, depuis 2011, des structures officielles chargées des Tunisiens à l'étranger, la politisation poussée des départements concernés et les tentatives de la mouvance islamiste de mettre la main sur ce dossier, alors que des associations démocratiques luttent âprement contre ce captage religieux, rendent la question encore plus complexe et compliquée. L'Insee recensait, en 2015, 365 000 descendants d'immigrés tunisiens en France. Les statistiques en 2009 sur cette population révèlent que 95% d'entre eux sont détenteurs de la nationalité française, soit : 57% avec la seule nationalité française, 38% avec la double nationalité, et 5% avec la seule nationalité tunisienne.

En l'absence d'études objectives et pertinentes commandées par les pouvoirs publics tunisiens, une bonne initiative a été prise à cet effet. Il s'agit d'une étude commandée et supervisée par l'Observatoire national de la migration dans le cadre du projet Lemma de soutien au Partenariat pour la mobilité UE-Tunisie, financé par l'Union européenne et mis en oeuvre par Expertise France. Elle a été réalisée, souligne la présentation, par les chercheurs de l'Agence Thaly International (Pierre-Noël Denieuil, Sonia El Amdouni, Houda Laroussi, Radhia Mechken, Makrem Mandhouj et Nouha Doudech, avec l'appui technique de Mme Saloua Alyani). L'étude qualitative conduite en 2018 et 2019 a été précédée de deux

documents dont il est rendu compte sur le site Internet de l'étude : la revue de la littérature et l'état de l'art visant à mieux cerner l'état des connaissances actuelles et la production scientifique sur les descendants des immigrés ; le rapport statistique sur les personnes d'origine tunisienne consultées dans le cadre de l'enquête Trajectoires et Origines (T et O, conduite par l'Ined en 2008). Ce rapport tenait compte du niveau de génération (immigrés tunisiens et personnes nées en France d'au moins un parent tunisien), des compétences et qualifications, de la profession, du lien avec la Tunisie, du niveau et des modes d'engagement en comparaison d'autres pays de la région (Maroc, Algérie).

Les enquêtes ont été conduites d'une part en France auprès de descendants d'immigrés (DI) de 2e et 3e générations, et d'autre part en Tunisie auprès d'un échantillon de DI venus s'installer et ayant développé un projet professionnel, familial, personnel. Elles ont été complétées par des entretiens auprès de responsables associatifs ou d'institutions d'accompagnement des Tunisiens résidant à l'étranger.

Le rapport vient d'être publié aux éditions Nirvana et mérite une lecture attentive. Bonnes feuilles

Ce qui vaut pour la France l'est-il également pour les Tunisiens en Allemagne, ou en Italie, ces deux pays qui comptent une communauté tunisienne de longue date et comptant entre 100 000 et 200 000 résidents? Une analyse comparative sera sans doute instructive, tout comme une première approche du contexte canadien, où une nouvelle communauté de plus de 30 000 Tunisiens commence à émerger et croître.

Parcours de DI Engagement personnel, lien social et projet de société

Au terme de cette étude sur les DI de France et/ou installés en Tunisie, nous nous retrouvons au cœur d'un système stratégique construit autour d'un enjeu de base (l'héritage familial tunisien), des effets de contexte (la dynamique de la société française), la fracture sociale et culturelle qui en résulte, puis les tentatives de résistance à cette fracture ou au contraire d'adaptation, et au bout du compte la blessure ou la résilience qui vont s'ensuivre. Ce jeu ou ce processus de forces et d'influences s'inscrit tout autant dans la construction de l'individu que dans les enjeux de son implication et de son engagement dans un projet de société, celui de la France ou celui de la Tunisie.

Il y a tout d'abord l'héritage familial. C'est le silence du père parti seul pour vendre sa force de travail et construire un avenir meilleur pour ses enfants qu'il a regroupés. C'est la soumission de la mère et son sacrifice pour élever ses enfants. C'est aussi l'intention de retour du père non plus seul mais avec ses enfants pour les ramener à ce qu'il croit être leurs racines. C'est enfin la mémoire du port d'attache entretenue durant l'année et qui se concrétise lors du départ en vacances au pays, valorisé par les retrouvailles de proximité au village et avec la famille élargie, oncles et tantes, cousins et cousines. C'est là aussi que se légitime et se construit le projet parental d'édifier sa maison et de fixer sa descendance sur un bien immobilier. Mais pour sortir du village, cela peut être aussi les voyages linguistiques et culturels proposés par les consulats et auxquels certains parents ont souhaité inscrire leurs enfants. Puis l'héritage familial est bien évidemment entretenu par la pratique de la langue. Souvent un dialectal de communication valorisé par le père, relayé par la mère, mais qui ne dépasse pas le seuil de la maison. A l'extérieur et entre eux, les frères et sœurs parlent le français. Le père même, hanté parle désir d'insérer ses enfants, peut leur dire en français : « parle en arabe ». Et c'est là qu'intervient la seconde force : les effets de contexte.

Le premier effet de contexte, c'est celui issu de l'implantation du domicile familial. On a vu là soit l'impuissance des parents à contrôler l'existence de leurs enfants, soit la volonté de nombreuses familles, père et mère, de garder les enfants à la maison pour les soustraire à l'influence du quartier. Certains parents ont même voulu déménager pour aller vivre dans les HLM de fonctionnaires français, pour s'installer dans les centres villes ou dans des habitats lointains, de manière à protéger leurs enfants. Mais les effets de contexte, c'est aussi les politiques publiques françaises qui ont concentré les populations émigrées dans des quartiers dédiés et ségrégués en y insérant même des écoles de proximité. C'est aussi le poids des reproductions sociales conduites par nombre d'enseignants, formateurs et orienteurs qui ont pensé ou dit aux jeunes de ces quartiers : « toi tu vas arrêter tes études et tu feras

comme ton père ». En définitive, les effets du contexte ce sont aussi les stratégies d'adaptation et d'insertion adoptées par les parents pour leurs enfants : l'école contre l'usine, le stylo contre la pioche, puis pour les plus impliqués, l'enseignement privé (catholique parfois) contre l'enseignement public.

C'est alors que survient la fracture, marquée tant par l'hostilité du contexte que par la volonté des parents de s'y adapter, d'y chercher des réponses sans toutefois renoncer à l'héritage. Et cette fracture va se trouver renforcée par les discriminations vécues, rarement pendant la petite enfance, mais plus à l'adolescence, durant les études et lors de la recherche d'emploi, et notamment sur le prénom et sur le nom, première fissure introduite dans la construction identitaire. Cette fracture ne sera pas toujours vécue comme telle. Pour certains elle se résoudra en une complémentarité existentielle. La double appartenance sera alors présentée comme une richesse : un cerveau avec un hémisphère droit et un hémisphère gauche, un corps avec deux jambes à condition qu'elles ne boitent pas. Pour d'autres par contre elle se transformera en blessure vive. Le DI en voudra alors au choix de son père de lui avoir fait quitter la France à 7 ans pour aller vers des racines qu'il n'avait pas. Ou il évoquera l'injustice d'une France à laquelle il appartient, mais qui lui a refusé sa nationalité. Ou encore il se réfugiera dans la quête de repères identitaires au sein d'une religion musulmane qu'il considérera comme « plus » que son pays.

La quatrième force intervient alors, et elle réside dans la volonté de l'individu, c'est-à-dire dans son aptitude à combattre la fracture et à lui résister, ou bien à l'accepter et à s'y adapter, ou encore à la sublimer, voire à la dépasser par la résilience (définie comme une capacité à rebondir face à une situation de crise ou de traumatisme). Nous avons vu par exemple chez les Auto-construits ou chez les Militants résilients de quartier combien la relégation peut donner la force de lutter au lieu de s'abriter dans la victimité. Ces DI estiment que la relégation les a renvoyés à la « rage de vivre » et leur a donné des ailes. Cette résilience n'a pu se faire, ils le disent, que par des personnes qui ont un jour, tels des tuteurs, étayé leur parcours et leur ont apporté une reconnaissance que la société ne leur avait pas établie.

Mais au-delà même de ces cas d'exception récurrents, il convient d'insister sur l'importance que le métier revêt pour un grand nombre de DI interrogés. Dans la plupart des cas rencontrés, l'on a pu constater la fonction réparatrice de l'entrée en profession. De très nombreux DI interrogés sont impliqués dans les métiers du social (éducateur, formateur, cadre associatif, animateur sportif auprès des jeunes du quartier), du développement (délégué de ressources humaines, cadre d'ONG, expert international), dans les métiers de la justice (juge des prud'hommes, expert du tribunal pour les radicalisés, avocats) ou des soins (infirmière), dans une action publique (cadre administratif ou agent universitaire), territoriale ou politique (cadre ou conseiller municipal, élu local, député), ou encore dans des actions universitaires sur le domaine arabe. On voit ici que l'identité multiculturelle (le pari sur la double

ATL Leasing, L'allié de votre succès



ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.



Plus qu'un leasing...

أحسن ماء.. تفتار



LES ZEXPERTS

estime de soi) a pu influencer les choix professionnels, ainsi qu'en témoigne Chams : « Cette identité a influé sur mes choix professionnels. J'ai aidé des jeunes en milieu carcéral, je n'ai eu que des Maghrébins. Je travaillais sur l'estime de soi et la réappropriation de la confiance en soi, je voulais les aider pour retrouver un semblant de goût à la vie ». Encore plus explicites, on se souviendra des propos de Shaima, juriste et juge, ancienne élue qui estime, eu égard à sa vie personnelle, avoir reproduit ce besoin de réparation par la pratique de la justice et de l'égalité dans ses activités politiques et militantes. « J'ai été élue précisément pour défendre ces valeurs d'égalité et de fraternité. Ma vie de travail m'a permis de réparer des injustices que j'ai vécues moi-même, à la fois dans mon milieu familial et dans la société, et cela a déterminé ma personnalité ».

Nous avons pu faire le même constat à propos de la révolte identitaire de Maya et de ses engagements politiques (dans l'ISIE) puis universitaires (écriture d'une thèse touchant à la question migratoire), comme tentative de réconciliation avec des repères perdus. Les parcours humanitaires et internationaux de Sihem et de Farli, ainsi que de Monder comme homme de médias des deux rives et passeur de la diaspora, en témoignent également. On citera enfin le bel exemple de Saber qui a dû quitter la France à 13 ans et, se considérant malgré tout comme un Franco-Tunisien, vit dans la nostalgie d'une nationalité perdue. Outre le rêve d'épouser une Française, il envisage, et on a vu la portée symbolique du projet, de monter une agence de voyages entre Tunis et Nantes : ce serait sa manière de concrétiser le pont qu'il a toujours voulu tisser avec la France, jadis entravé par le divorce de ses parents.

C'est dans cette perspective que nous devons situer pour terminer, les projets d'engagement pour la Tunisie comme tentative de réconciliation entre l'héritage des parents et la construction autonome du DI. Et c'est là que fait irruption le sentiment d'injustice : le DI se sent mal accueilli à la douane alors qu'il revient au pays de ses origines, il ressent la défiance du Tunisien qui le dit « Français », doit affronter le parcours du combattant dans l'administration et lui prouver sa bonne foi. Il se met alors à douter de l'héritage qui lui est transmis : d'ailleurs il n'est pas pris au sérieux car il possède mal la langue de ses parents, puis lorsqu'il s'agit d'une femme, elle est stigmatisée du fait qu'elle vient faire de la politique chez des hommes. Le lien noué par l'héritage se trouve alors perdu.

C'est dans ces conditions que l'ensemble des DI interrogés recomposent leur projet pour la Tunisie : il ne passera pas forcément par une installation, et certainement pas définitive. En fait, rien n'est figé. Une installation, dans un contexte identitaire marqué par la double origine, n'a jamais rien d'irrévocable. Elle se trouve généralement rythmée par des séries d'allers-retours (on vient, on part, on revient et on repart) et dont le DI à chaque fois tire des leçons pour mieux réorienter son parcours dans les limites des ressources sociales, matérielles, psychologiques et culturelles dont il dispose. On se situe ainsi face à des installations en dents

de scie qui ne sont jamais définitives, et qui sont souvent liées à des « moments » dans la vie d'un DI. Ces moments sont évolutifs et peuvent alterner selon les époques, le contexte professionnel ou familial, ou les étapes de la trajectoire d'un individu.

Bien plus, nous avons affaire non plus à des identités d'installations stabilisées, mais plutôt à des identités de circulations temporaires et récurrentes. Ce sont précisément ces identités circulatoires dont il faudra tenir compte dans les plans de développement pour et depuis la diaspora. Et cela d'autant plus que de nombreux attaches et jalons sont posés en France avec la présence de parents restés, de frères et sœurs installés dans l'un ou l'autre pays, d'oncles et tantes, de cousins et cousines.

C'est alors que la circulation annule le retour. Selon Nour par exemple, les enfants d'immigrés « ne retournent pas, puisqu'ils ne sont jamais venus ». Ils ne vivent pas une rupture, si ce n'est que la seule rupture qu'ils portent « symboliquement, consciemment ou inconsciemment, est celle des parents ». Il s'agit précisément de la fracture que nous venons d'exposer, entre un héritage, des effets de contexte et, selon les ressources dont dispose le DI, une capacité de résistance, d'adaptation ou de résilience. ■

Descendants d'immigrés tunisiens en France et en Tunisie

La relation des deux rives
de Pierre-Noël Denieul, Sonia El Amdouni, Houda Laroussi, Radhia Mechken, Makrem Mandhouj et Nouha Doudech, (Agence Thaly International)
Nirvana, 2019, 444 pages, 30DT

Attentes et recommandations

Une analyse approfondie s'est employée à recueillir les attentes des DI de 2e génération dans leur relation à la Tunisie, qu'il s'agisse de la 2e génération résidant en France ou celle installée en Tunisie. A l'issue de cette enquête, les recommandations générales ont été formulées comme suit (et longuement détaillées dans le rapport):

1. Établir au préalable une catégorisation des divers groupes bénéficiaires qui constituent la diaspora
2. Adapter le rôle du réseau consulaire en vue de l'élargissement de ses services à la diaspora
3. Entreprendre et investir
4. Réformer, former et sensibiliser l'administration
5. Réorganiser et réadapter les actions et les missions de l'OTE
6. Restaurer la confiance entre le pays d'origine et sa diaspora
7. Favoriser la circulation des acteurs et des projets
8. Mieux faire participer les binationaux à la construction de la démocratie en Tunisie
9. Privilégier et mieux organiser la coopération décentralisée
10. Repenser et réorganiser l'engagement associatif
11. La production et l'organisation d'un savoir sur la diaspora dans ses composantes.

Wassila Ben Ammar

La main invisible



Wassila Ben Ammar,
la main invisible
de Noureddine Dougui, 2020

Vingt ans se sont écoulés, le 22 juin dernier, depuis le décès de Wassila Ben Ammar. Seconde épouse du président Habib Bourguiba dont elle sera divorcée, elle a régné sans conteste, pendant au moins 24 ans, entre la date de son mariage, le 12 avril 1962, et son divorce, le 11 août 1986. Son influence auprès du « Combattant suprême » remonte en fait à beaucoup plus loin. Leurs premières rencontres se situent vingt ans auparavant, le 12 avril 1943. Ils se reverront plusieurs fois au Caire, où s'était réfugié Bourguiba et par où transitait Wassila sur son chemin pour le pèlerinage à La Mecque, à l'aller, comme au retour. Mais, c'est surtout après le retour de Bourguiba de son exil, le 1er juin 1955, qu'elle commencera à prendre place à ses côtés. Wassila, surnommée Al Majeda, marquera de son empreinte les trente premières années de l'indépendance.

Personnage sans équivalent dans le monde pour le rôle éminemment politique qu'elle a joué, Wassila Ben Ammar sera « le second non-officiel » de Bourguiba, chef de l'Etat. Mais si divers textes lui sont consacrés et des bribes de mémoires lui sont attribuées, elle demeure en fait un grand mystère non encore élucidé par des historiens attirés.

C'est pour combler cette lacune qu'un chercheur avisé, le Pr Noureddine Dougui, s'est attelé à la tâche, avec la rigueur de l'historien et la rigueur de l'académicien. Dans un livre qu'il s'apprête à publier sous le titre de Wassila Ben Ammar, la main invisible, il revisite un personnage hors pair de l'histoire contemporaine de la Tunisie. Enquête fouillée dans les archives, dépouillement de nombreux documents, recueil de précieux témoignages malgré la réticence de certains anciens collaborateurs de Bourguiba, et la réserve de membres de sa famille, l'ouvrage réussit une analyse sans parti pris. Il tente d'établir un bilan de l'action politique d'une Wassila qui « fut l'archétype de l'animal politique dominant et sûr de lui qui a subjugué partenaires et adversaires par son sens tactique et son machiavélisme », comme l'écrit l'auteur.

Son portrait croisé ne saurait occulter ingérence dans les affaires internes de l'Etat, implication dans la question cruciale de la succession de Bourguiba, participation intensive dans les relations internationales et le rapport avec le voisinage, et un rôle social proéminent au sein de la bourgeoisie tunisienne, sans se désespérer d'une fibre sociale sensible aux populations défavorisées.

Ainsi était Wassila que les Tunisiens apprendront à mieux connaître grâce à cet ouvrage. Même si tout n'est pas révélé. Lecture recommandée.

Epilogue

En dépit de la variété des informations engrangées sur le parcours de Wassila, de nombreux aspects de sa vie nous sont encore malconnus en raison de l'insuffisance des sources documentaires et orales. Trois axes mériteraient d'être approfondis : d'abord ses relations occultes avec certaines puissances étrangères qui ne dissimulaient pas leur défiance à l'égard de Bourguiba ; ensuite son rapport à l'argent et son enrichissement illicite présumé ; enfin ses fréquentations mondaines qui, selon des témoignages insuffisamment recoupés, sont poussées jusqu'aux alcôves afin, soutient-on, d'amadouer les hommes qui comptent, ou de se jouer des prétendants au pouvoir.

Le refus de nombre d'anciens collaborateurs de Bourguiba de témoigner sur ces aspects obscurs maintient l'incertitude sur une dimension essentielle de la personnalité de Wassila. D'ailleurs, l'accès limité à l'information n'a pas manqué d'entretenir une légende noire sur la vie privée de la présidente ; de là, les présomptions et les jugements sévères à son endroit que nous retrouvons sous la plume de l'écrivain et journaliste français Jean Daniel, ami de Bourguiba, qui dépeint Wassila comme une figure « imposante... héroïne shakespearienne, femme de cour, matrone sicilienne, toujours prompte à intriguer, à diviser, à régenter ». Mais aussi les allusions, et critiques à peine voilées, aux mœurs cachées de la Cour, faites par Hédi Mabrouk qui, évoquant dans son livre Feuilles d'automne l'accueil d'un ministre étranger, dépeint la régente du Palais sous des traits scabreux : « la maîtresse de maison se délectait d'ameuter des caquetteuses pour essayer de combler le vide de l'existence officielle et pour meubler agréablement le calendrier de l'hôte ».

D'aucuns attribuent ce comportement à la complexité des rapports de Wassila avec son illustre mari. Car, pendant longtemps, il s'est agi, du moins pour Bourguiba, d'un amour contemplatif fondé sur l'idéalisation de sa bien-aimée. De ce fait, sa relation avec Wassila était, certes, affective, très peu sensuelle, mais fondamentalement politique. Wassila était de ce point de vue beaucoup plus une compagne choyée qu'une partenaire désirée. Cette idéalisation trouve son origine, aux dires de ses propres psychiatres, dans son complexe d'Oedipe nourri par la perte de sa mère à un âge précoce.

Qu'en est-il du côté de Wassila ? La présidente a, certes, eu beaucoup d'admiration pour Bourguiba et lui a témoigné une sorte d'affection naturelle qui n'a, sans doute, pas résisté aux contingences de la vie politique. Soumise à un rythme de vie angoissant et constamment sollicitée par un mari, souvent malade et exigeant, Wassila trouve dans la politique et la vie mondaine un dérivatif opportun. Sans doute n'a-t-elle pas lu Machiavel, mais elle a su agir, dans ce domaine et dans d'autres, comme un brillant disciple de l'auteur florentin, se saisissant opportunément, comme Le Prince de Machiavel, de la chance - furtive - que lui offre son influence sur Bourguiba. Bien maîtrisée, cette chance lui permet de régenter partiellement la Tunisie au nom du Chef de l'Etat.

Ayant occupé la première place dans le palmarès des apparatchiks du régime bourguibien Wassila a endossé, avec le consentement tacite de tous les pontes du régime, un rôle essentiel dans la configuration du paysage politique tunisien trente ans durant. Ce statut officieux lui a conféré une position, sinon supérieure, du moins égale à celle du Premier ministre. D'aucuns ont soutenu que cette prééminence, dénuée de toute légitimité politique ou historique autre que celle octroyée par Bourguiba, est à l'origine de sa propension à agir dans l'ombre pour construire et déconstruire les gouvernements, peser sur les choix du pays sans répondre de ses actes.

Quel bilan retenir de l'action politique de Wassila ? Dans cette opération, deux aspects sont à distinguer : l'image qui s'est construite autour du personnage et la réalité. Première Dame de Tunisie depuis 1962, l'action de Wassila, marquée par de nombreux coups d'éclat, mais partiellement invisible, a suscité chez ses contemporains les sentiments les plus contradictoires et les plus tranchés. Attachante pour les uns, répulsive pour d'autres, Wassila tient une place importante dans les mémoires politiques des anciens hauts responsables du régime bourguibien qui donnent d'elle une image biaisée ou laudative. Encore aujourd'hui, poursuivie par des rancœurs tenaces et des accusations plus ou moins fondées, Wassila continue à être associée à des affaires mal élucidées. Ces représentations biaisées contribuent à entretenir l'ambiguïté sur le rôle réel du personnage.

En réalité, Wassila fut l'archétype de l'animal politique dominant et sûr de lui qui a subjugué partenaires et adversaires par son sens tactique et son machiavélisme. Disposant d'une immunité de fait qui la mettait à l'abri des poursuites, elle a usé peu ou prou des pouvoirs présidentiels sans être inquiétée. D'où les accusations d'abus de pouvoir portées par ses détracteurs qui n'hésitent pas à l'accabler en se référant à sa fortune et à son train de vie. Sans doute ce dernier était-il brillant, sans être fastueux.

S'agissant d'ostentation, on ne lui connaît ni les prévarications d'Imelda Marcos aux Philippines, ni les excentricités de Leïla Ben Ali. Quant à sa fortune, elle échappe complètement à l'enquête historique. Aucune indication ne peut, par conséquent, être fournie à ce sujet.

En revanche, son cas politique paraît, à tout point de vue, atypique. Wassila incarne, en effet, un modèle politique qu'on ne trouve nulle part dans le monde arabe. Et pour cause, aucune première dame arabe n'a eu, à travers l'histoire, autant d'influence et d'autorité. Sans doute, la montée d'un tel pouvoir est-elle inhérente aux spécificités d'un environnement mental et sociopolitique typiquement tunisien. La classe politique et plus largement l'opinion publique, secouées par les courants d'ouverture, n'ont pas fait d'obstruction à l'émergence de pôles de pouvoir dirigés par les femmes. Mais la tolérance sociale n'explique pas tout ; trois facteurs éclairent la percée politique de Wassila : l'habileté politique du personnage, une rencontre amoureuse qui a changé le cours de sa vie et un contexte historique chargé mais particulièrement avantageux.



La question se pose de savoir si Wassila, personnage influent et écouté, a laissé une trace palpable dans l'histoire de la Tunisie. Principale conseillère de Bourguiba, Wassila a incontestablement marqué son devenir politique. A ses côtés, elle ne pouvait concevoir son rôle autrement que comme un contre-pouvoir à même de protéger le régime contre les « excès » de son Président et les menaces provenant de l'extérieur. A-t-elle eu raison contre son propre mari ? Si on se réfère à la gestion de nombreuses situations ambiguës, on constate qu'elle a sans doute vu juste, là où Bourguiba n'a rien vu venir. C'est dans cette perspective qu'il faut inscrire le rôle de bouclier qu'elle a endossé contre l'extension de l'expérience socialiste initiée par Ahmed Ben Salah qui, pensait-elle, menaçait de mener le pays à la dérive, et son intervention discrète en 1974 pour torpiller le projet d'union avec la Libye afin d'empêcher Kadhafi de mettre la main sur la Tunisie.

Cependant, il y a lieu de soutenir, à l'appui des données disponibles, qu'en termes de réformes, l'action politique de Wassila, conditionnée par des enjeux d'influence, a été sinon contre-productive, du moins insignifiante. Et pour cause, les prises de position de Wassila laissent apparaître des comportements ambivalents par rapport à l'Etat. Elle n'a, en effet, jamais cherché à réaliser un idéal républicain : tout au plus a-t-elle encouragé Bourguiba à accélérer les réformes sociales et à opérer la conversion de l'économie au libéralisme. Mais lorsque le Président a perdu pied en raison de sa longue maladie, elle s'est approprié une partie de son pouvoir, s'arrogeant le droit de diriger la politique à l'égard des voisins et de peser sur la composition des différents gouvernements.

L'ingérence de Wassila dans les affaires internes de l'Etat l'a amenée à noyauter la haute administration par des hommes liges selon une logique clientéliste qui a abouti à développer un système de relation interpersonnelle qui a pesé sur ses interactions et ses ramifications sur le destin politique du pays. De ce fait, l'Etat bourguibiste qui se réclame d'une éthique moderniste s'est trouvé fragilisé par l'instrumentalisation du pouvoir par des clans dont la seule ambition était de se maintenir.

Wassila savait se fixer des objectifs à court terme et les atteindre. Les grands enjeux qui l'ont fait vibrer étaient pour l'essentiel personnels, d'abord le problème de la succession à la présidence. S'agissant de l'après-Bourguiba, elle ne pouvait concevoir cette ère que sous l'angle de ses intérêts immédiats et futurs. De là,

le rôle crucial qu'elle a joué dans la confrontation larvée qui a secoué la classe politique tunisienne pendant vingt ans (1967-1987). Sa stratégie, affichée publiquement, s'est articulée autour d'objectifs précis mais difficilement réalisables : d'abord garantir une succession présidentielle qui répond à ses vœux en changeant, si besoin est, les règles de la compétition à travers la modification de la Constitution, mettre ensuite le dauphin institutionnel en difficulté, parraîner enfin les protagonistes de son choix qui, une fois la succession réglée, ne devraient pas, estimait-elle, la marginaliser ou l'incriminer.

Un autre enjeu a préoccupé Wassila, à savoir les relations internationales et les rapports avec le voisinage. Reconnue de facto comme représentante de la Tunisie, elle sillonna une partie du monde pour apporter la parole de son pays là où la diplomatie tunisienne manque de moyens.

Le troisième enjeu est strictement personnel, Wassila a réussi le pari de réhabiliter politiquement sa famille quelque peu déclassée sous le Protectorat français, ce qui lui a valu des accusations de népotisme et d'abus de pouvoir. Tant s'en faut, la plupart de ceux qu'elle a choisis pour assumer des charges publiques se sont le plus souvent acquittés de leurs tâches avec abnégation. Tel était le cas de son cousin Hassib Ben Ammar, plusieurs fois ministre, fondateur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme et directeur du journal Errai, de sa cousine Radhia Haddad, grande figure du mouvement féministe et première présidente de l'Union nationale des femmes tunisiennes, passée dans l'opposition libérale dans les années soixante-dix, et de son propre frère Mondher Ben Ammar, plusieurs fois ministre.

On retiendra des interventions tous azimuts de Wassila dans la sphère publique un bilan contrasté, mais provisoire, mettant en évidence les enjeux personnels et les calculs machiavéliques qui ont souvent porté atteinte à la stabilité du pouvoir. Sans doute est-il difficile, au vu des sources disponibles, de faire une appréciation complète de son action politique parce que le travail d'enquête sur le parcours politique de Wassila Bourguiba ne fait que commencer et il nécessite autant l'ouverture des archives privées et publiques que la contribution active des témoins de son époque. Il en résultera, sans doute, d'autres travaux qui viendront conforter ou s'inscrire en faux contre les conclusions de cet essai. ■

CARTE RÉSEAU

LIGNES RÉGULIÈRES



TUNISAIR VOUS RAPPROCHE
 DE PLUS DE 50 DESTINATIONS
À TRAVERS LE MONDE

tunisair.com

GET CLOSER



Abdessalem Kamoun

Le doyen des statisticiens tunisiens





LA MATINALE 06:00 - 10:00
DU LUNDI AU VENDREDI

Durant 4 heures Hamza Belloumi entouré de Mokhtar Khalfaoui, Mohamed Boughaleb, Houcem Hamad, Malek Jlassi, Zina Zidi, Hassan Zargouni et Amine Bouneoues décryptent l'actualité : politique, économique, sociale, culturelle et insolite... Rien n'échappe à la vigilance de nos matinaliers !
Le tout dans la bonne humeur !

Produire, dès l'aube de l'indépendance, des indicateurs statistiques fiables, adoptés par les décideurs politiques économiques et sociaux, comme par le système des Nations unies, les institutions financières et les organisations internationales, Banque mondiale, FMI et Ocdé en tête : Abdessalem Kamoun et ses coéquipiers n'ont pas hésité à relever ce premier défi avec brio. Edifier un dispositif statistique 100% tunisien indépendant, reconnu et respecté, érigé en référence dans de nombreux pays similaires, a consacré cette œuvre. La Tunisie perd avec la disparition, le 17 janvier 2020, à l'âge de 90 ans, non seulement le doyen de ses statisticiens, mais aussi l'une de ses illustres figures qui ont contribué à l'édification de l'Etat moderne que devait accomplir Bourguiba.

Au lendemain même de l'indépendance, la tâche n'était pas facile. Il fallait sélectionner les meilleurs étudiants mathématiques pour les présenter au concours d'entrée à l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensaé, Paris). Puis, de retour, diplômés et justifiant de stages probants dans de prestigieuses institutions spécialisées en France, il s'agissait de les mettre en œuvre. Cette première promotion, composée d'Abdessalem Kamoun, Hassine Zghal, Chedli Trifa, Mustapha Kanoun et Sadok Bahroun, fera un travail de pionniers, unanimement apprécié en Tunisie comme à l'étranger.

En chef de file des services statistiques, Abdessalem Kamoun avait de redoutables «clients». Ils s'appelaient Bourguiba, Ladgham, Ben Salah, Nouira, Moalla, Lasram, Khelil... Et il s'agissait aussi de l'ONU, de la FAO, du BIT, de l'OMS, de l'Unesco, de l'Unicef, de la Banque mondiale, du FMI, de l'Ocdé... Sans droit à l'erreur, avec le devoir de mériter la reconnaissance de la fiabilité des résultats et le respect du processus adopté, mais aussi la défense de l'indépendance du système statistique, et son maintien loin de toute interférence. Le modèle tunisien rêvé, réfléchi, pensé, conçu, forgé et déployé par l'équipe servira de référence.

Longtemps directeur général de l'Institut national de la statistique (INS) fondé en 1969 et qui a célébré en février dernier son cinquantenaire, il avait largement contribué au renforcement de cette institution, à l'amélioration de ses enquêtes devenues références en la matière et à son rayonnement international.

Né à Sfax en 1929, Abdessalem Kamoun est diplômé de Sadiki et titulaire de deux certificats de l'Institut des hautes études de Tunis et du diplôme de l'Ensaé, Paris. Après plus d'une décennie passée à la tête de la statistique agricole, il sera nommé en 1975 directeur général de l'INS, et exercera cette charge pendant 14 ans, jusqu'à son départ à la retraite en 1989. Au cours de cette période, il a particulièrement contribué au développement de la statistique en accordant la priorité à des domaines clés. Il s'agit de l'amélioration de l'indice des prix à la consommation et des statistiques du commerce extérieur, le développement des statistiques sur l'emploi et le secteur informel, la conduite de l'enquête sur le commerce, le transfert en Tunisie du système de comptabilité nationale élaboré par l'Insee, en plus du recensement général de la population et de l'habitat.

Sollicité par l'ONU pour accomplir de multiples missions dans les pays arabes et africains, Abdessalem Kamoun sera affecté, en qualité d'expert, conseiller technique principal et chef de projet, par la FAO, le BIT et le Pnud, notamment en Egypte, au Liban, au Maroc, au Burkina Faso et à Madagascar.

Allah Yerhamou



Sleïm, nous lui devons beaucoup !



• Par Chedli Trifa



Rigueur dans la méthode, précision du chiffre maintes fois vérifié et humour : trois qualités qui résumant les traits de caractère d'Abdessalem Kamoun, comme nous le confie son camarade de classe, compagnon de parcours dans les services statistiques tunisiens et ami de plus de 60 ans, Chedli Trifa. «Science et compétence lui étaient acquises, souligne-t-il, la courtoisie, la convivialité et la bonne ambiance qu'il savait mettre en plus.» Ensemble, ils étaient partis à Paris, au lendemain de l'Indépendance, admis au concours d'entrée à l'Ensaë.

«Sleïm» Kamoun avait obtenu une chambre au terminus du métro à Issy-Les-Moulineaux, dans la proche banlieue parisienne. Chedli logera chez l'habitant, d'abord à Saint-Sulpice, puis rue du Faubourg Saint-Honoré. Mais, ils étaient chaque jour ensemble. «Je le rejoignais le soir chez lui pour réviser ensemble, partageant nos rares sorties les weekends», dit-il.

Ensemble, ils sont revenus à Tunis et ont rejoint les services de la statistique, relevant du secrétariat d'Etat au Plan et aux Finances, chacun chargé d'un dossier de première importance. Abdessalem Kamoun s'investira dans les enquêtes agricoles, puis les enquêtes sur la consommation, alors que Chedli Trifa sera embarqué sur la démographie et tous ces recensements de la population et de l'habitat, avec ce qui s'ensuit. Ensemble, ils veilleront, avec le concours

d'autres camarades de promotion à l'Ensaë, à la mise au point d'un système tunisien moderne de statistiques. Ils seront la cheville ouvrière pour la création de l'INS, et contribueront à la formation et l'encadrement des nouvelles générations passionnées par le secteur.

«Parmi ses qualités maîtresses, témoigne Chedli Trifa, Sleïm Kamoun était fidèle en amitié. Jamais l'ombre d'un malentendu, ou même un léger froid. Son urbanité sans fard fait estomper rapidement les différences et tomber les barrières, au-delà des hiérarchies. Il avait un mot gentil et sincère pour chacun et pour tous. Sa modestie naturelle mettait toutes les équipes à l'aise et galvanisait leur énergie.»

La compétence, fondement de l'indépendance

Les difficultés ne manquaient pas tant pour concevoir, conduire et réussir les enquêtes et recensements que pour faire accréditer leurs résultats, se souvient Chedli Trifa. «Nous étions tous conscients de la nécessité de fournir aux planificateurs, mais aussi aux décideurs politiques, les données fiables indispensables à l'élaboration des plans de développement économique et social, mais aussi des politiques publiques, nous dit-il. Tous nos efforts étaient concentrés sur la collecte des données fiables et leur traitement selon les normes internationales établies. Cette compétence scientifique et technique devait se conjuguer avec la défense de l'indépendance



de l'INS. Or, cette indépendance ne peut être reconnue et respectée que d'après la qualité de ses études et enquêtes.»

«La confirmation de la performance tunisienne vient du système des Nations unies et des institutions financières, notamment la Banque mondiale, le FMI et autres organisations et bailleurs de fonds, poursuit, non sans fierté nationale légitime, Chedli Trifa. Les enquêtes démographiques, avec leurs composantes population, habitat, emploi, revenus, santé, scolarisation, équipement des ménages et autres, sont totalement accréditées et prises en compte. Tout comme celles relatives aux dépenses des ménages, à la consommation et autres. La marque INS est un label de grande confiance et nos méthodes sont largement adoptées à l'étranger. Souvent, à la faveur d'un voyage de travail à l'étranger, d'une mission d'assistance technique ou d'une grande conférence internationale, nous avons l'agréable surprise de découvrir que tel ou tel pays a appliqué notre démarche, suivant rigoureusement ses moindres détails et aboutissant à des résultats fiables. C'est aussi le cas, en lisant des publications et rapports internationaux édités par de prestigieuses agences du système des Nations unies, qui reprennent, en ce qui concerne la Tunisie, nos propres indicateurs, considérés comme effectifs et dignes de confiance.»

Mon père me l'interdit ! بويما ما يجبش

Combien de fois, de hauts responsables politiques «s'étonnaient» des résultats qui leur étaient fournis ? Combien de fois, avaient-ils « suggéré » de changer la composition du panier de la ménagère ou la liste des produits pris en compte dans l'établissement de l'index des prix ? Combien de fois, aussi, des statistiques fournies étaient «détournées de leur vérité» et présentées par des politiques de façons erronée ?

A cheval sur les principes, Abdessalem Kamoun ne tolérait le moindre compromis, refusant toute concession, témoigne Chedli Trifa. «Sleïm avait une formule magique pour dire non, en toute courtoisie : Mon père me l'interdit بويما ما يجبش. Prononcée en arabe et ponctuée d'un large sourire, la phrase tombe comme un couperet. Et c'était suffisant pour désarmer définitivement ses solliciteurs. Il répétait souvent que l'index des prix, c'est comme le thermomètre. Ce n'est pas en le trempant dans de l'eau glacée que la température réelle va tomber. Alors autant connaître la valeur réelle et agir en conséquence.»

Près de trente ans après avoir quitté l'un et l'autre l'INS, ayant pris leur retraite, Chedli Trifa garde-t-il encore confiance dans les résultats fournis actuellement par l'Institut ? «Sans aucun doute, affirme-t-il avec force conviction. Nous avons laissé d'excellentes équipes, sans cesse enrichies par de nouvelles recrues de valeur, de bonnes procédures, et une éthique partagée en ADN.»

C.T.



• Par Mustapha Kamel Nabli



Abdelwaheb Mahjoub

Mon ami de toujours

Après plus de quarante années d'amitié pure et profonde, tu nous quittes. Tu as laissé présentes en nous la légèreté de ta présence, la rapidité de ton esprit et la grandeur de ton âme. Petite consolation! . Pour moi tu as toujours été la quintessence de ce qu'est « être tunisien ».

Tu as toujours été tellement attaché à ton pays, tu as toujours été possédé par ce qu'il est et par ce que tu voulais qu'il soit. Oh combien j'ai été ému de voir ton corps drapé dans les couleurs «rouge et blanc» du drapeau de ce pays que tu as tant aimé. Tu as travaillé sur les multiples aspects concernant la psychologie sociale en Tunisie. Un exemple a été le concept de «Qaddesh ?» que tu as créé, avec un travail d'équipe inédit, et qui a marqué la campagne médiatique du Recensement général de la population en 1994. Un autre exemple a été le projet qui a consisté à mesurer et comprendre les «émotions» des Tunisiens après la révolution. Mais pendant ces dernières années, c'étaient tes émotions qui te guidaient et te possédaient, et que tu voulais comprendre. Tu vivais intensément, comme nous tous, les soubresauts, les douleurs et les souffrances, mais aussi les joies de ce pays

! Tu n'as cessé de t'impliquer et de chercher les moyens de contribuer et de «faire quelque chose», avec tes amis dans toute leur diversité. Pour ton pays tu voulais toujours «donner» et tu n'as jamais cherché à «prendre». C'est une Tunisie que tu voulais en paix avec elle-même, son histoire, sa culture et sa géographie ! Une Tunisie qui aspire au meilleur et qui mérite de l'avoir. Tu y as contribué par une activité sans relâche tous azimuts, dans les domaines de la science, de l'éducation, de l'engagement civique et la vie associative, de l'action culturelle, dans l'action politique, dans les médias, ou dans la vie familiale et dans les multiples cercles d'amis !

«Être tunisien», c'est aussi être profondément attaché à son terroir. Tu l'as été comme personne d'autre, avec ton amour et ta consécration pour Tébourba, ta terre natale et celle de tes ancêtres. Non seulement tu ne pouvais vivre ailleurs que dans cette ville et cette région, mais tu étais attaché à son histoire, sa culture et sa géographie. Tu as été présent et actif dans la vie quotidienne, ainsi que la vie citoyenne et politique. Rien de plus éloquent que ton intérêt et les efforts consacrés pour comprendre, éduquer, préserver, développer et ancrer l'attachement à «l'olivier» ou à la «Majrada». Ton



amour pour Tébourba n'est pas sectaire, ni exclusif. Tu étais aussi attaché à d'autres régions de ton pays, comme la Chebba, dont tu appréciais tellement la joie de vivre avec ses pêcheurs, sa mer et sa qualité de vie.

«Être tunisien», c'est aussi un ancrage profond dans ta famille et dans les valeurs familiales. Aussi bien ta petite famille que la grande trouvaient toujours en toi le sage, le conseil et le soutien. Tu étais aussi bien la référence, le rassembleur que le conciliateur. Tu voulais préserver les traditions, le respect des ancêtres, mais dans une dynamique de modernité et de changement. Tu étais autant le «chef de clan» respecté, que l'ami proche et le confident !

Cette « tunisianité » était ce qu'il y avait de plus noble en toi. Elle était toute générosité, partage, enracinement dans la profondeur de son histoire, amour de ses couleurs

et de ses odeurs, amour des autres, savoir-vivre et bien vivre.

Pour ta famille, tes amis, tes étudiants, et tes collègues universitaires et chercheurs, tu étais le plus généreux. Avec les jeunes et avec les moins jeunes, avec les plus aisés comme les plus démunis, tu pouvais être aussi proche et aimable. Pour toute personne, la «connexion» avec toi était aussi facile que naturelle. Ton sens permanent et aigu de la boutade et de la dérision ont toujours constitué une source de joie de vivre et de bonheur, qui nous faisait toujours rire de nous-mêmes, et de cette vie éphémère. En Tunisie, en Belgique et ailleurs, tous ceux que je connais, parmi tes amis, tes collègues ou ta famille, ceux d'il y a quarante années comme ceux que tu as connus plus récemment et qui t'ont aimé continueront à vivre avec ton bon souvenir, mon ami de toujours. **L**

M.K.N.



RadioMed

une vague de bonheur

Écoutez-nous sur :

NABEUL
HAMMAMET
100.0
FM

CAP BON
GRAND TUNIS
104.1
FM



FM



MOBILE



WEB



PODCASTS

 @RadioMedTunisie  RadioMedTN  Radio Med

Téléchargez notre application maintenant
Sur Google Play !!



 Cité El Wafa Nabeul Jadida 8000 Nabeul-Tunisie  www.radiomedtunisie.com

 (+216) 72 32 85 00  (+216) 72 32 85 60  marketing@radiomedtunisie.com

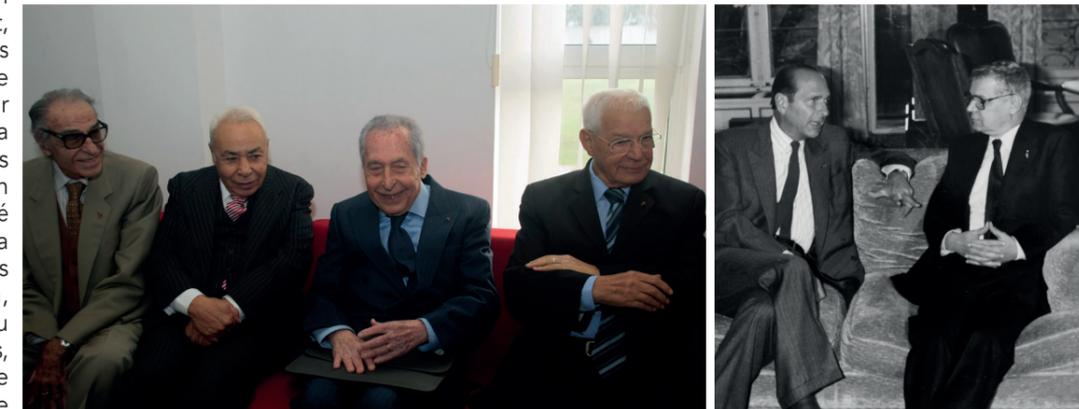
Hédi Baccouche

Le bourguibiste qui a fait déposer Bourguiba

Hédi Baccouche, qui vient de nous quitter à l'âge de 90 ans, est synonyme, pour ceux de sa génération, d'intelligence, non dénuée de ruse au sens noble, et d'un sens politique très développé. «Le plus politique, avec Mohamed Sayah, mais à l'autre bout de l'axe, parmi la deuxième génération des jeunes militants destouriens qui avait accompagné Bourguiba lors du dernier quart d'heure pour l'indépendance de la Tunisie, puis dans l'édification de l'Etat moderne», affirment certains de ses camarades.



Son parcours était dense en différentes missions. Chef scout, militant de la Jeunesse scolaire, puis de l'Uget et du Parti socialiste destourien, il sera gouverneur (Bizerte, Gabès, Sfax), P.D.G. de la Cnss, puis de l'Office national des pêches. Hédi Nouira en fera, en 1978, son conseiller politique. Affecté aux Affaires étrangères, Bourguiba l'enverra en semi-disgrâce, mais dorée, consul général à Lyon, ambassadeur à Berne, auprès du Vatican, et à Alger. De retour à Tunis, il sera directeur du parti et ministre des Affaires sociales. Très proche de Zine El Abidine Ben Ali, originaire comme lui de Hammam-Sousse, il l'avait connu lors des manifestations du 18 janvier 1952, et favorisé son parrainage par le PSD pour l'envoyer à Saint-Cyr, parmi la toute première promotion de jeunes officiers.

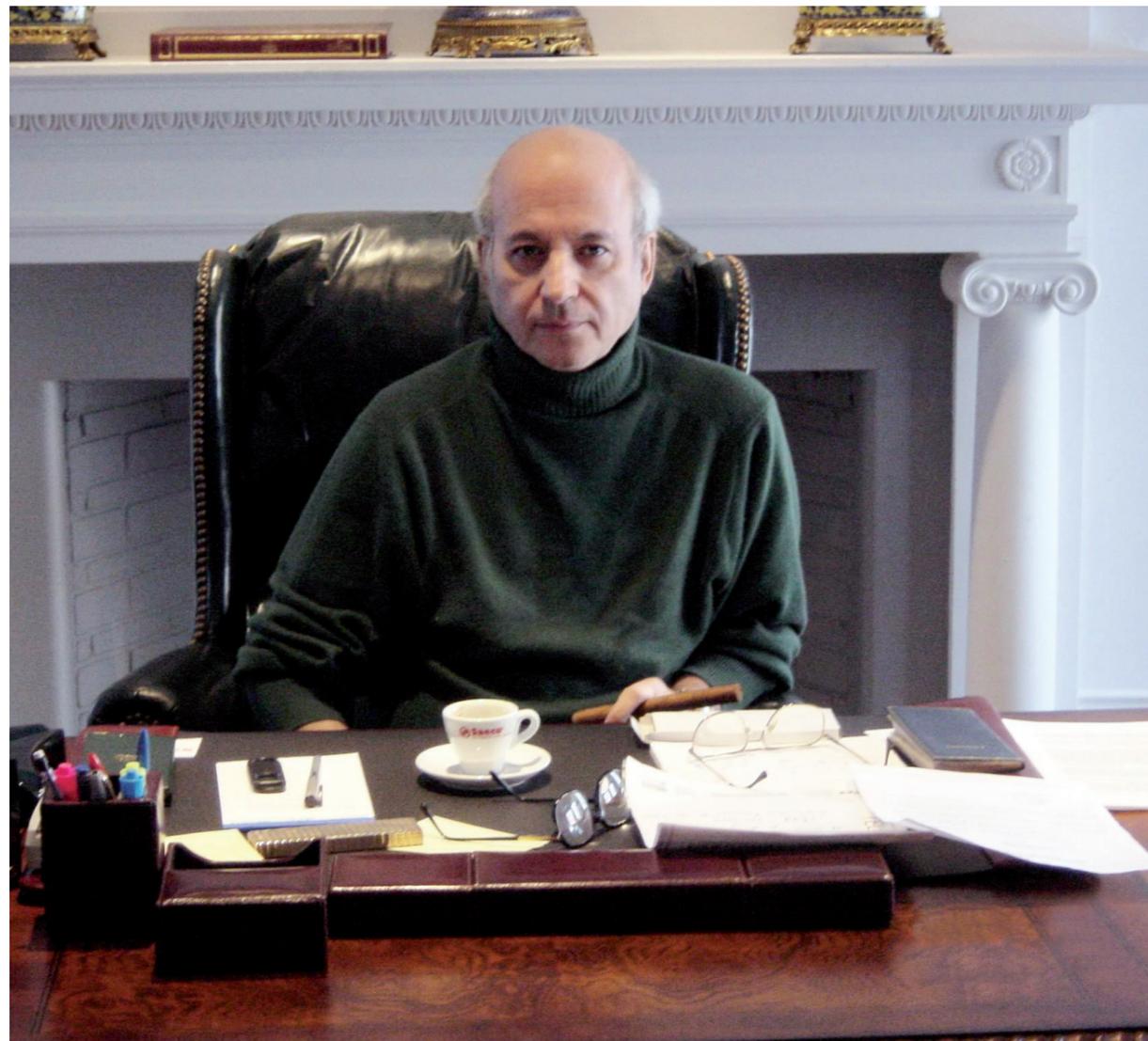


C'est tout naturellement que Hédi Baccouche sera l'éminence grise de Ben Ali, pour destituer Bourguiba le 7 novembre 1987. Et c'est tout naturellement aussi qu'il sera alors nommé Premier ministre. Pas pour longtemps. Moins de deux ans après, entré en disgrâce, il quittera la Kasbah le 27 septembre 1989. Dans ses mémoires intitulées « En toute franchise », publiées en avril dernier chez Sud-Editions, Hédi Baccouche était revenu longuement sur son parcours militant, puis en tant que gouverneur, ses déboires après l'arrêt de la politique collectiviste d'Ahmed Ben Salah, avant de remonter en selle à la fin des années 1970 aux côtés de Hédi Nouira. 



Yassine Hamila

Le plus moyen-oriental des Tunisiens



C'est toute une saga exceptionnelle qui s'éteint avec la disparition de Yassine Khalifa Hamila à l'âge de 78 ans. Beaucoup plus connu en Tunisie à travers son Duty Free Shop, le premier centre privé dans le pays ouvert du temps de la Ligue arabe et du grand bureau de l'OLP, il était aussi et surtout un illustre capitaine d'industrie, du commerce et de la promotion immobilière. Grand, élancé, les traits fins et parlant le dialecte moyen-oriental, hérité de sa mère syrienne, Yassine Hamila était un vrai personnage.

Dès sa prime jeunesse, cet autodidacte a plus appris de l'école de la vie que ce que pouvaient lui enseigner de grandes universités. Son père, originaire de Msaken, enrôlé dans l'armée française, était envoyé à la fin des années 1930 au Levant (le Liban et la Syrie), avec tout un convoi de jeunes tunisiens. C'est dans ce Cham accueillant qu'il fera la connaissance de sa femme. Elle lui donnera six enfants, cinq garçons et une fille. Dans cet Orient compliqué, rien n'était facile. Encore tout jeune, Yassine, né à Damas en 1942, devait se débrouiller tout seul, entre Damas, Beyrouth, Le Caire, avant d'atterrir à Khartoum. La chance voudra qu'il y ouvre une toute petite sandwicherie, juste en face de la caserne. Officiers et soldats soudanais en feront leur cantine préférée. Rapidement Yassine se liera d'amitié avec eux, pratiquement tous, Jaafar Numeyri, le premier. Celui-ci prendra du galon et deviendra président du Soudan.

Affable, courtois, généreux et doué pour les affaires, Yassine Hamila développera nombre d'entreprises au Soudan et dans la région. A Khartoum, il tenait ouvertes les portes de ses bureaux et de sa résidence, accueillant ses visiteurs avec beaucoup d'hospitalité. Son pur bonheur était lorsqu'il recevait des compatriotes tunisiens, officiels, hommes d'affaires, étudiants ou d'humbles citoyens de passage. Avant l'ouverture de notre ambassade à Khartoum, c'était Yassine Hamila, jouissant d'une grande réputation et de solides amitiés, qui s'occupait de tout. Après et toujours, il n'avait jamais cessé d'apporter son précieux soutien.

Répondant à l'appel de la patrie, il rentre au pays en 1983 et multiplie les investissements dans divers secteurs. A la fin des années 90, il passe le flambeau à son fils Tarek Yassine Hamila, pour repartir s'installer à l'étranger. Il reviendra en Tunisie en 2016 pour des raisons de santé et pour finir ses jours au milieu de ses enfants. Il laisse derrière lui une veuve, un fils, trois filles et onze petits-enfants.

Allah Yerhamou! 🇵🇸





Mekki Zidi

Ou l'intégrité morale, la rigueur et la modestie

Si Mekki Zidi nous a quittés le week-end dernier. Il a été inhumé dimanche à Haydra, près de Kasserine, dans l'intimité familiale.

Ce fut le troisième Tunisien à entrer à l'Ecole Polytechnique (X, promotion 1954), après ces deux autres grands disparus que furent Mohamed Ali Annabi (X 1929) et Mokhtar Latiri (X 1947).

Ceux qui ont eu la chance de le connaître n'oublieront jamais sa rayonnante intégrité morale, sa rigueur et sa curiosité intellectuelles, son goût méticuleux du travail bien fait, toutes qualités que rehaussait une extraordinaire modestie et qu'un sens poussé de l'humour venait pimenter à l'occasion.

Il fut le maître de tous ceux - dont l'auteur de ces lignes - qui font aujourd'hui partie des «anciens» du secteur tunisien de l'énergie. J'illustrerai par un seul exemple

l'importance de sa contribution au développement du pays et son esprit visionnaire (écologiste avant l'heure!).

C'est lui qui en 1968 prit l'initiative, en tant que directeur général des mines et de l'énergie, de lancer le projet de récupération du gaz associé au pétrole d'El Borma, gaz qui était jusqu'alors brûlé en pure perte au fin fond du Sahara, faute de débouché. Cela donna lieu à l'opération la plus rentable que la Steg ait jamais réalisée (et qui n'a pas fini de porter ses fruits jusqu'à aujourd'hui).

D'autres pourraient parler aussi de son rôle à la tête d'El Fouladh, de l'Office national des mines, de l'Etap, ou encore comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie nationale dans le premier gouvernement Hédi Nouira (1970-1972).

Allah Yarhmou !🇹🇵

Kamel Rekik (X 1961)

FM

Jawhara

Diga

DIGGA

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 17H à 20H

جوهرة



Quand les footballeurs montrent la voie

Billet



• Par Hédi Béhi

Le monde du football nord-africain est en train de vivre une véritable révolution, similaire à celle que le football européen avait connue en 1995 avec le fameux arrêt Bosman qui avait permis aux joueurs communautaires d'évoluer dans les clubs européens sans tenir compte des quotas imposés aux joueurs étrangers. Un quart de siècle plus tard, c'est au tour des footballeurs nord-africains de bénéficier des mêmes avantages grâce aux mesures prises dans ce sens par l'Unaf (l'Union nord-africaine de football). Plus réactifs que leurs homologues marocains, algériens, libyens ou égyptiens, les dirigeants sportifs tunisiens ont été les premiers à les appliquer. «*La Tunisie est devenue le nouvel eldorado des footballeurs algériens*», constate avec amertume le quotidien algérois *L'expression*. De fait, en un laps de temps très court, les grands clubs tunisiens, notamment l'Espérance sportive de Tunis, l'Etoile sportive du Sahel et... l'Union sportive de Tataouine, ont écrémé les clubs algériens et libyens, les privant de leurs meilleurs éléments. On parle déjà d'une bonne vingtaine de footballeurs algériens et d'une dizaine de joueurs libyens qui ont été recrutés lors du mercato d'hiver. A titre d'exemple, l'équipe sénior du club de Bab Souika pourra évoluer avec pas moins de 6 joueurs algériens et 3 ou 4 joueurs libyens.

En prenant cette décision, l'Unaf vient peut-être de donner un coup d'accélérateur au football tunisien en réussissant là où les politiciens avaient lamentablement échoué pendant des décennies. En même temps, elle a ouvert une brèche dans un souverainisme suranné qui avait empêché les pays maghrébins depuis une cinquantaine d'années de réussir leur intégration économique à l'instar des autres ensembles économiques régionaux. Il est des termes ou des concepts qui, à force d'être pris en mauvaise part, ont fini par prendre une connotation péjorative. La libre circulation des personnes et des biens dans quelque secteur que ce soit n'a jamais été une atteinte à la souveraineté d'un pays. Bien au contraire, c'est la preuve d'une confiance en soi et le révélateur d'une

volonté de s'ouvrir sur l'autre, surtout dans un monde globalisé. En tout cas, l'Unaf a eu le mérite de s'attaquer à un sujet tabou. C'est un pas dans la bonne direction qui pourrait inspirer les politiques d'autant plus que les hommes d'affaires réclament depuis longtemps une mesure similaire sans être entendus.

Il y a quelques années, Moncef Marzouki, alors président de la République, avait décidé unilatéralement d'ouvrir les frontières aux Algériens. Nos voisins devaient bénéficier de la liberté de se déplacer, étudier, travailler et résider en Tunisie. Mal lui en a pris. Il s'est fait rabrouer par les Algériens comme s'il avait commis l'irréparable. Un journal algérien proche du pouvoir avait commenté la décision de Marzouki en ces termes: «*Si cette initiative vise à préparer un climat favorable à la tenue du prochain sommet de l'UMA, les choses ont peu de chances de suivre le cours tracé*».

En visite en Tunisie, il y a quelques années, l'ancien Premier ministre marocain Abderrahmane El Youssefi a raconté comment un groupe d'étudiants maghrébins s'était rendu à Alger au lendemain de l'indépendance de l'Algérie pour demander à Ferhat Abbas, alors président de la République à titre provisoire, d'œuvrer pour l'accélération du processus d'unification du Maghreb et la suppression des frontières. Sa réponse a été claire : «*Laissez-nous le temps de savourer notre indépendance, notre hymne national, notre drapeau. On verra plus tard*». Deux exemples qui montrent bien à quel point on est rétif à tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à l'abandon d'une parcelle de notre souveraineté.

Soixante ans après les indépendances, les politiques maghrébins, s'accrochant à leurs vieilles lunes, en sont encore à savourer leurs drapeaux et leurs indépendances comme si c'était la fin des fins, au point de ne pas s'être aperçus que le monde avait changé et que par leur passéisme, ils représentent aujourd'hui un obstacle infranchissable à toute velléité d'action commune et d'ouverture sur le monde. ■

H.B.